

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA SATISFACTION DES ACTEURS SOCIO-JUDICIAIRES DU CENTRE  
JEUNESSE DE MONTRÉAL FACE À LA RÉOLUTION DES DOSSIERS DANS  
LESQUELS UN PLACEMENT À MAJORITÉ EST DEMANDÉ EN VERTU DE  
L'ARTICLE 91.1 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE ÈS ART EN PSYCHOLOGIE (M.A.)

PAR  
FABIEN BESNER

MAI 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## TABLE DES MATIÈRES

<b>LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES.....</b>	<b>VI</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>VII</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>PROBLÉMATIQUE.....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE II</b>	
<b>CADRE THÉORIQUE.....</b>	<b>9</b>
<b>1. Jugement favorable ou non.....</b>	<b>11</b>
<b>2. Caractéristiques du dossier.....</b>	<b>13</b>
2.1 Complexité du dossier.....	13
2.2 Mesures proposées par la DPJ.....	15
2.3 Problématique en cause.....	16
2.4 Relations avec les parents .....	18
<b>3. Preuve de la DPJ .....</b>	<b>19</b>
3.1 Preuve convaincante.....	20
3.2 Collaboration entre les acteurs socio-judiciaires.....	22
3.3 Le temps et les outils nécessaires.....	23
3.4 Utilisation de connaissances scientifiques .....	24
<b>4. Équité procédurale .....</b>	<b>26</b>
4.1 Attention suffisante accordée par le juge à l'expertise des acteurs socio-judiciaires.....	27

4.2 Perception que le juge est neutre.....	29
<b>5. Conclusion .....</b>	<b>30</b>

### **CHAPITRE III**

<b>OBJECTIFS .....</b>	<b>32</b>
------------------------	-----------

### **CHAPITRE IV**

<b>MÉTHODOLOGIE .....</b>	<b>33</b>
---------------------------	-----------

<b>1. Stratégie de recherche .....</b>	<b>33</b>
<b>2. Participants.....</b>	<b>34</b>
2.1 Sélection des participants.....	35
2.1 Recrutement des participants .....	37
<b>3. Thèmes à l'étude.....</b>	<b>38</b>
<b>4. Collecte de données .....</b>	<b>43</b>
<b>5. Procédure.....</b>	<b>44</b>
<b>6. Analyse.....</b>	<b>45</b>
6.1 Analyse verticale.....	45
6.2 Analyse transversale.....	46

### **CHAPITRE V**

<b>ÉTHIQUE .....</b>	<b>48</b>
----------------------	-----------

### **CHAPITRE VI**

<b>RÉSULTATS ET ANALYSES .....</b>	<b>50</b>
------------------------------------	-----------



## **Analyse verticale des résultats ..... 51**

1. Quel est le rôle de l'obtention d'un jugement favorable ou non dans la satisfaction des participants face à la résolution d'un dossier? ..... 51
2. Quel est le rôle des conséquences du jugement dans la satisfaction des participants face à la résolution d'un dossier? ..... 52
3. Quel est le rôle des caractéristiques du dossier dans la satisfaction des participants face à la résolution d'un dossier? ..... 56
4. Quel est le rôle de la preuve de la DPJ dans la satisfaction des participants face à la résolution d'un dossier? ..... 74
5. Quel est le rôle de l'équité procédurale dans la satisfaction des participants face à la résolution d'un dossier? ..... 93

## **Analyse transversale des résultats ..... 103**

1. Jugement favorable à la position de la DPJ ..... 106
2. Conséquences du jugement ..... 106
3. Caractéristiques du dossier ..... 107
4. Preuve de la DPJ ..... 108
5. Équité procédurale ..... 108

## **CHAPITRE VII**

## **DISCUSSION ..... 109**

1. **Jugement favorable ou non ..... 112**
2. **Conséquences du jugement ..... 113**
  - 2.1 Conséquences sur l'enfant ..... 113
  - 2.2 Conséquences sur la famille d'accueil ..... 115
3. **Caractéristiques du dossier ..... 115**
  - 3.1 Mesure proposée ..... 116

3.2	Clarté de la situation de compromission .....	117
3.3	Comportement des parents .....	118
<b>4.</b>	<b>Preuve de la DPJ .....</b>	<b>119</b>
4.1	Preuve convaincante.....	120
4.2	La collaboration entre les acteurs socio-judiciaires .....	123
4.3	Le temps nécessaire.....	124
4.4	Utilisation de connaissances scientifiques directes ou indirectes .....	125
<b>5.</b>	<b>Équité procédurale .....</b>	<b>126</b>
5.1	Perception que le juge est neutre ou non .....	127
5.2	Attention portée à l'expertise des acteurs .....	129
5.3	Civisme .....	130
<b>6.</b>	<b>Sommaire de la discussion .....</b>	<b>131</b>
6.1	Adéquation du modèle initiale .....	131
6.2	Facteurs influençant la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à une décision .....	131

## CHAPITRE VIII

### FORCES ET LIMITES DE LA RECHERCHE .....

<b>1.</b>	<b>Les forces.....</b>	<b>133</b>
<b>2.</b>	<b>Les limites .....</b>	<b>134</b>

## CHAPITRE IX

### SUITES À DONNER ET CONCLUSION.....

SUITES À DONNER .....	137
CONCLUSION.....	139

<b>ANNEXES.....</b>	<b>141</b>
---------------------	------------

<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>150</b>
---------------------------	------------

## LISTE DES TABLEAUX ET FIGURE

<b>Figure 1.</b> Modèle préliminaire explicatif de la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution judiciaire d'un dossier.....	10
<b>Tableau 1.</b> Distribution des participants.....	35
<b>Tableau 2.</b> Analyse transversale de satisfaction des participants dans le dossier sur lequel ils étaient interrogés en fonction des thèmes ayant émergées de l'analyse verticale.....	104
<b>Figure 2.</b> Modèle explicatif ajusté de la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution judiciaire d'un dossier.....	111



## RÉSUMÉ

Cette recherche vise à 1) comprendre les facteurs en cause dans la satisfaction des acteurs socio-judiciaires en centres jeunesse face à la résolution des dossiers dans lesquels un placement à majorité est demandé en vertu de l'article 91.1 de la Loi sur la protection de la jeunesse ; 2) comprendre les relations entre ces facteurs ainsi que leur importance relative; et 3) vérifier la pertinence d'un modèle explicatif préliminaire et en proposer, si nécessaire, une version corrigée et enrichie de ce modèle

Bien qu'il s'agisse d'une étude exploratoire, la réponse à ces objectifs apporte un éclairage inédit sur les facteurs qui contribuent à la satisfaction des acteurs socio-judiciaires lors d'un événement lourd en conséquence : la décision de la Cour face à une demande de placement à majorité. Ce modèle pourrait aider les acteurs socio-judiciaires et leurs gestionnaires à comprendre les défis auxquels ils ont à faire face quand ils défendent leurs dossiers à la cour et l'impact que cela peut avoir sur leur satisfaction et, de façon plus large, sur le bien-être des enfants en cause.

Globalement, cette recherche montre que bien que le fait d'obtenir un jugement favorable ou non est important dans la satisfaction d'un acteur socio-judiciaire face à une décision judiciaire donnée, cela n'est pas le seul déterminant. Plus précisément, si un acteur socio-judiciaire se déclarera pratiquement toujours satisfait d'une décision lui étant favorable, il ne se déclarera pas systématiquement insatisfait d'un jugement défavorable. Effectivement, d'autres éléments comme le sentiment d'équité procédurale et l'impact positif perçu du jugement sur le bien-être de l'enfant pourra faire en sorte que l'acteur socio-judiciaire se déclare satisfait, ou à tout le moins pas trop insatisfait, d'un jugement lui étant défavorable.

PROTECTION DE LA JEUNESSE – CENTRE JEUNESSE - PLACEMENT À  
MAJORITÉ – JUGEMENT - ÉQUITÉ PROCÉDURALE



## INTRODUCTION

Au cours des vingt dernières années, la question de la stabilité des enfants placés en milieu d'accueil a été au cœur des préoccupations des directeurs de la protection de la jeunesse (Rapport Dumais, 2004). L'adoption récente du nouvel article 91.1 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ) introduit notamment des durées maximales d'hébergement au terme desquelles le tribunal doit rendre une ordonnance tendant à assurer la continuité des soins et la stabilité des liens et des conditions de vie des enfants et ce, de façon permanente. Dans le même ordre d'idées, l'implantation du programme *À chaque enfant son projet de vie permanent* au Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire (CJM-IU) témoigne d'une volonté d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la pratique sociale en ce qui a trait à la stabilité des placements.

Malgré cette volonté d'assurer un milieu de vie stable aux enfants en situation de protection, certains acteurs socio-judiciaires<sup>1</sup> du Centre jeunesse de Montréal se

---

<sup>1</sup> Dans ce projet de recherche, on entend par « **acteurs socio-judiciaires** » les intervenants, les réviseurs et les avocats du contentieux du Centre jeunesse. L'**intervenant** désigne ici la personne autorisée par la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) à représenter sa position. C'est l'intervenant qui, suite à un signalement retenu, est responsable de l'évaluation et de l'orientation de la situation. Pour ce faire, cette personne est appelée à être en contact avec l'enfant et ses parents. Elle produit le document « Étude de la situation sociale de l'enfant en vue de l'audition devant la Cour du Québec – Chambre de la jeunesse ». La personne autorisée témoigne à la cour. Le **réviseur** est chargé de la supervision de plusieurs dossiers. Il représente la DPJ en sanctionnant en son nom les mesures de protection à prendre face à une situation de compromission. Il n'est généralement

disent insatisfaits des décisions rendues en application de l'article 91.1 de la LPJ (Turcotte, 2006). Or, bien que le processus judiciaire prenne une grande importance dans la tâche quotidienne des acteurs socio-judiciaires, les éléments pouvant augmenter la satisfaction de ces acteurs face à la résolution d'un dossier devant les tribunaux sont encore mal compris.

Ce projet de recherche se penche sur la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution des dossiers dans lesquels le placement à majorité d'un enfant a été demandé en vertu de l'article 91.1 de la LPJ. Il propose un modèle théorique visant à expliquer, de façon plus générale, la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face aux décisions rendues par les tribunaux dans un contexte de protection de la jeunesse. Pour ce faire, des entretiens individuels d'une durée d'environ 60 minutes ont été réalisés auprès d'intervenants, de réviseurs et d'avocats des contentieux du Centre jeunesse de Montréal ayant été impliqués dans des dossiers reliés à l'article 91.1 de la LPJ.

Ce document comprend neuf sections. La première section fait état de la problématique à l'étude. La deuxième section présente les principaux éléments

---

pas présent à la cour. L'**avocat des contentieux du Centre jeunesse** est l'avocat représentant la position de la DPJ lors d'un procès. C'est lui qui fait les représentations devant le juge, qui interroge et contre-interroge les témoins, etc. Lors d'un procès, il peut également y avoir un ou plusieurs avocats pour représenter les parents et un avocat, généralement de l'aide juridique, pour représenter l'enfant.

recensés au sein de la littérature qui influencent la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution d'un dossier en contexte de protection de la jeunesse. La troisième section présente les objectifs et les hypothèses de recherche. La quatrième section décrit la méthodologie qui sera adoptée pour la réalisation du mémoire. On y retrouve une description de l'échantillon, des stratégies de cueillette de données, des mesures utilisées, ainsi que de la méthode d'analyse. La cinquième section traite des enjeux éthiques soulevés par ce projet de recherche. La sixième section présente les résultats de l'étude. La septième section contient la discussion des résultats. La huitième section identifie les forces et les limites de l'étude. Finalement, la neuvième section offre des suites à donner à l'étude.



## **CHAPITRE 1**

### **PROBLÉMATIQUE**

Au cours des vingt dernières années, la question de la stabilité des enfants placés en milieu d'accueil a été au cœur des préoccupations des directeurs de la protection de la jeunesse (Rapport Dumais, 2004). Si cette question est si préoccupante, c'est que la recherche clinique et les études empiriques ont démontré que la stabilité du milieu de vie, le développement d'un lien d'attachement sécurisant et la continuité relationnelle avec des figures d'attachement secondaires étaient des facteurs décisifs du développement optimal de l'enfant (Stovall, 1998 ; Gauthier, 2006 ; Palmer, 1996 ; Shonkoff, 2000 ; Steinhauer, 1996 ; Stovall, 2004). Le ballotement des enfants placés peut avoir des conséquences très négatives sur leur développement parce qu'il les maintient dans une situation d'ambiguïté au niveau du lien d'attachement. Les recherches font ressortir que les enfants vivant des déplacements successifs sont plus susceptibles de présenter des troubles de comportement ainsi que des problèmes d'hyperémotivité et d'hyperactivité (Zinn, 2006 ; Barber, 2004 ; Connell, 2006 ; Nash, 2006 ; Newton, 2000 ; Pecora, 2006 ; Perry, 2006 ; Ryan, 2005). Sans intervention psycho-sociale, ces conséquences peuvent se faire sentir tout au long de

leur vie et ce sont souvent ces enfants qui se retrouveront plus tard dans les centres de réadaptation.

Ces constatations sont à l'origine de l'accent mis sur l'importance d'un projet de vie permanent<sup>2</sup> pour les enfants en situation de protection en Amérique du Nord. Le Québec n'échappe pas à la règle. L'importance d'assurer un milieu de vie stable pour ces enfants a été reconnue en 1984 par la Commission Charbonneau et en 1991 par le rapport Harvey. En 1997, le cadre de référence *En vue d'assurer à tout enfant un projet de vie permanent* était adopté. Au CJM-IU, l'implantation du programme *À chaque enfant son projet de vie permanent* témoigne d'une volonté d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la pratique sociale afin d'assurer à ces enfants un milieu stable. Les modifications récentes apportées à la LPJ viennent donner plus de poids à des principes d'action qui sont déjà présents dans ces programmes et, dans une certaine mesure, dans les pratiques. L'article 91.1 de la LPJ introduit notamment des durées maximales d'hébergement au terme desquelles le tribunal doit rendre une ordonnance tendant à assurer la continuité des soins et la stabilité des liens et des conditions de vie des enfants et ce, de façon permanente. Le délai maximal est de 12 mois pour un enfant de moins de deux ans, 18 mois pour un enfant de deux à cinq ans et 24 mois pour un enfant de six ans et plus. Ces durées introduites dans la LPJ

---

<sup>2</sup> Par projet de vie permanent, on entend le placement d'un enfant en situation de compromission dans un milieu de vie stable où il pourra grandir jusqu'à sa majorité, ou à tout le moins pendant une longue période, lui assurant ainsi une stabilité dans son développement. Cette notion s'oppose à une série de placements successifs, d'un milieu d'accueil à l'autre.



traduisent la nécessité de mobiliser rapidement l'ensemble des ressources et des services pour venir en aide aux parents et l'obligation pour ces derniers de s'impliquer activement pour mettre fin à la situation de compromission. Ceci a un impact direct sur la pratique des intervenants socio-judiciaires qui, à l'intérieur d'un court délai, doivent évaluer la situation de ces jeunes, soutenir les parents pour les aider à s'occuper adéquatement de leur enfant et en même temps prévoir un projet de vie permanent à présenter au tribunal si la situation de compromission perdure malgré leur soutien.

Malgré ces avancées, la jurisprudence québécoise n'est pas uniforme relativement à l'application des délais prescrits à l'article 91.1 de la LPJ (Goubeau, 2009). D'une part, il existe une tendance jurisprudentielle restrictive où la dérogation aux délais prescrits à l'article 91.1 de la LPJ s'avère exceptionnelle. Dans les jugements suivant cette tendance, une fois les délais expirés, une décision assurant un projet de vie permanent à l'enfant doit être rendue, les juges ne se permettant pas de passer outre aux délais prescrits. D'autre part, il existe une tendance jurisprudentielle souple, où les juges jouissent d'une certaine marge de manœuvre dans la modification de ces délais. Dans les décisions s'inscrivant dans ce courant, les juges se permettent davantage de ne pas rendre une décision assurant à l'enfant un projet de vie permanent à l'expiration des délais, considérant que la notion d'intérêt de l'enfant permet de passer outre aux délais.

Cette recension de la jurisprudence démontre l'existence d'une tendance à repousser les décisions relatives à l'établissement d'un projet de vie permanent. Les acteurs socio-judiciaires perçoivent également une résistance du côté judiciaire à rendre des décisions visant à assurer un projet de vie permanent aux enfants en situation de protection. En effet, dans un rapport datant de 2006, la chercheuse Geneviève Turcotte rapporte que les intervenants ont l'impression qu'une des difficultés d'application du programme *À chaque enfant son projet de vie permanent* est due à l'hésitation des juges à rendre une décision ayant pour effet de séparer une famille. Ces décisions causent de l'insatisfaction auprès des intervenants (Turcotte, 2006).

Ce constat a également trouvé appui lors de discussions préliminaires au projet de recherche entre l'équipe de recherche (Chagnon, 2010 ), la Directrice de la protection de la jeunesse, Mme Michelle Dionne, et le directeur des contentieux du Centre jeunesse de Montréal, Me Jacques Archambault. Ces discussions confirment l'insatisfaction de plusieurs acteurs socio-judiciaires relativement à la résolution des dossiers dans lesquels un placement à majorité est demandé en application de l'article 91.1 de la LPJ.

Malgré l'importance que prend le processus judiciaire dans leurs tâches quotidiennes<sup>3</sup>, les facteurs favorisant la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution des dossiers soumis aux tribunaux sont encore mal connus. Ce projet vise donc à combler ce manque de connaissances en explorant les éléments qui sont en cause dans la satisfaction d'un acteur socio-judiciaire face à la décision prise par le tribunal dans un dossier donné. On peut espérer qu'une meilleure connaissance de ces facteurs permettra d'améliorer la satisfaction de ces acteurs face à la résolution des dossiers. Notamment, une meilleure compréhension de ces facteurs pourrait influencer les recommandations d'organismes comme les Centres jeunesse, le Conseil de la magistrature du Québec ou le Conseil canadien de la magistrature. Cette question est d'autant plus pertinente qu'on peut penser que plusieurs des éléments de réponse identifiés aideront à comprendre ce qui affecte la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à une décision des tribunaux, de façon générale, et non seulement, dans le contexte de l'article 91.1 de la LPJ.

---

<sup>3</sup> Notons à ce sujet qu'en 2009- 2010, 29 025 dossiers ont été ouverts à la Chambre de la jeunesse, ce qui correspond à plus de 29 145 heures d'audiences. Bien que le volume de dossiers se maintienne, les dossiers de longue durée ont été encore plus nombreux au cours de l'année 2010. Enfin, les audiences nécessitant cinq journées ou plus sont maintenant beaucoup plus fréquentes (Cour du Québec, 2010).

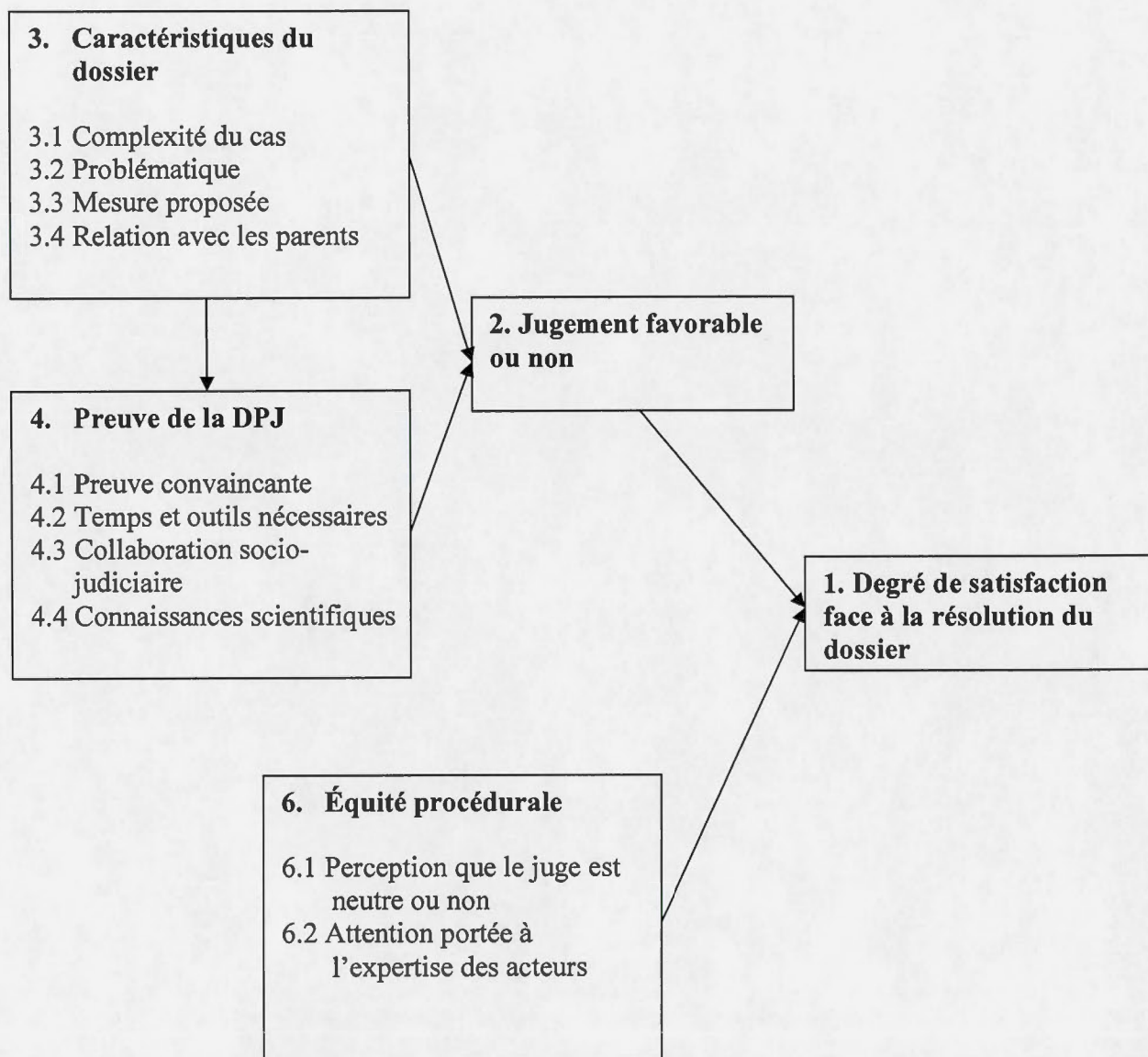
## **CHAPITRE II**

### **CADRE THÉORIQUE**

La prochaine section vise à présenter les principaux facteurs recensés au sein de la littérature, susceptibles d'influencer la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution judiciaire d'un dossier en contexte de protection de la jeunesse. Ces facteurs sont organisés au sein d'un modèle préliminaire qui servira de cadre référentiel à l'analyse des données (voir figure 1).

Deux principaux facteurs influenceraient principalement la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution d'un dossier: l'obtention d'un jugement favorable à leur position ainsi que l'équité procédurale dans le processus ayant mené à cette décision.

Figure 1. Modèle préliminaire explicatif de la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution judiciaire d'un dossier





## JUGEMENT FAVORABLE OU NON

Que doit faire le Centre jeunesse pour avoir gain de cause ? Les litiges en application de la *Loi sur la protection de la jeunesse* sont gérés par le droit civil et sont entendus par la Cour du Québec, Chambre de la jeunesse. La partie requérante, ici, la Directrice de la protection de la jeunesse, doit donc faire la preuve des faits qu'elle avance selon la prépondérance de preuve (la prépondérance est atteinte lorsque le juge croit que l'existence d'un fait est plus probable que son inexistence; concrètement, le juge doit être convaincu à 50% + 1 de l'existence du fait). C'est la responsabilité des acteurs socio-judiciaires de faire la démonstration de la preuve de la DPJ. Plusieurs éléments doivent être mis en preuve lorsque vient le temps d'évaluer la situation de compromission de l'enfant (1) les faits : nature, gravité, chronicité et fréquence des faits signalés; (2) la vulnérabilité de l'enfant : conséquences des faits sur l'enfant, compte tenu de son âge et de ses caractéristiques personnelles et sociales; (3) l'exercice de la responsabilité parentale et de la capacité parentale : ressources personnelles des parents, reconnaissance du problème et motivation à corriger la situation; (4) la capacité du milieu à procurer soutien et ressources à l'enfant et à ses parents : c'est-à-dire le soutien disponible auprès des proches ou encore des ressources du milieu pouvant contribuer à assurer la protection de l'enfant.

Sans surprise, le fait d'obtenir un jugement favorable ou non à sa position influencerait la satisfaction des acteurs socio-judiciaires. Effectivement, un jugement en accord avec la position initiale d'une personne influencerait positivement sa satisfaction (Resnik, 1990 ; Ohbuchi, 2005). Il est également largement admis qu'une personne cherchera davantage à réfuter un fait lorsque celui-ci est en désaccord avec ses croyances, valeurs et positions (Estabrooks, 2003 ; Hancock, 2004 ; Kramer, 2003 ; Lomas, 2000).

Bien qu'il n'existe aucune équation simple permettant de prédire la direction d'un jugement, deux éléments ont été retenus comme pouvant avoir un effet sur la probabilité pour DPJ d'obtenir une décision favorable ou non à sa position. Dans un premier temps, on explorera dans cette recherche comment des caractéristiques propres au dossier pourraient avoir un effet sur le jugement : certaines caractéristiques pourraient augmenter le niveau de difficulté du dossier et rendre l'obtention d'un jugement favorable plus ou moins probable. Ensuite, on examinera comment la preuve élaborée par de la DPJ pourrait avoir un effet sur l'obtention ou non d'un jugement favorable. On y avancera l'hypothèse que la qualité de la preuve est déterminante pour l'obtention d'un jugement favorable et que plusieurs éléments pourraient avoir une influence sur la qualité de cette preuve.

## **1. CARACTÉRISTIQUES DU DOSSIER**

Certains dossiers représentent un plus grand défi que d'autres pour les acteurs socio-judiciaires. On explorera dans cette section comment certaines caractéristiques d'un dossier pourraient rendre une cause plus ou moins facile à défendre, et par conséquent, à gagner. Quatre éléments sont retenus, soit, la complexité du dossier, la relation avec les parents, la problématique en cause et les mesures proposées.

### **2.1 Complexité du dossier**

Les dossiers présentés à la Chambre de la jeunesse sont souvent complexes. En effet, il n'est pas rare qu'un même enfant vive plusieurs problématiques à la fois, ou encore, que de nombreux acteurs de la famille proche (parents, fratrie) et élargie (beaux-parents, tantes/oncles, grands-parents) soient impliqués (Lessard, 2006 ; Turcotte, 2006). Il en résulte que les rapports d'évaluation présentés en cour sont souvent longs et compliqués. Or, des études effectuées dans le domaine judiciaire laissent croire que plus le dossier est complexe, moins il sera facile de trancher le litige (Mandeep, 2000 ; Richard, 2007). En effet, lorsqu'il est clairement démontré que les parents sont inaptes à s'occuper de leur enfant ou encore que des signes multiples et concordants démontrent de la maltraitance, le juge n'hésite généralement pas à séparer l'enfant du parent négligeant (Richard, 2007).

Par contre, étant donné la complexité que peuvent revêtir certains dossiers en protection de la jeunesse, il arrive souvent que des éléments de preuve se contredisent

les uns les autres. Il se peut, par exemple, que la gravité des faits puisse être clairement démontrée, telle une agression sexuelle, mais qu'il apparait impossible d'établir avec exactitude la fréquence à laquelle l'enfant a été agressé. Ou encore, que le parent négligent présente un grave problème de consommation tout en ayant une grande motivation à corriger la situation de négligence que subit son enfant. Il serait plus difficile pour les juges de prendre en compte l'ensemble de cette information et de l'intégrer dans le jugement (Mandeep, 2003). Également, dans ces cas complexes, il semble difficile pour les intervenants de définir quels sont les éléments de preuve dont il faut tenir compte afin de bien décrire la situation de compromission au sein de laquelle se trouve l'enfant, et par conséquent, de produire une preuve prépondérante.

Ainsi, un cas complexe rendrait l'établissement d'une preuve prépondérante plus difficile à cause de la multitude d'éléments à établir et les possibles contradictions entre elles et influencerait négativement l'obtention d'un jugement favorable à la DPJ. L'inverse se produirait pour un cas simple.



## 2.2 Mesures proposées par la DPJ

Tel que mentionné plus tôt, certains intervenants du Centre jeunesse de Montréal estiment que certains juges favorisent indûment les liens du sang (Turcotte, 2006). Ces juges refuseraient le plus souvent les mesures visant à placer un enfant à l'extérieur de sa famille parce qu'ils valorisaient grandement les liens familiaux. Des échanges préliminaires entre l'équipe de recherche et la Directrice de la protection de la jeunesse de Montréal et avec le directeur du contentieux du Centre jeunesse de Montréal renforcent cette perception.

Ces observations trouvent également écho dans des écrits rapportant que les juges sont parfois réticents à donner suite aux recommandations des intervenants proposant des mesures qui sépareraient les enfants de leurs parents (Binnie, 2007 ; Paciocco, 1999 ; Huber, 1991 ; Lederman, 2000 ; Wenden, 2001). Dans un texte faisant le point sur la pertinence de la déchéance de l'autorité parentale en vue de permettre à un enfant d'être adopté, une chercheuse américaine rapporte l'hésitation des juges à rendre une décision ayant pour effet de séparer une famille :

“Because of the irreversible nature of the termination of parental rights, many judges are reluctant to grant terminations. (...) In addition, judges may continue cases rather than terminating parental rights or sending a child home to his or her birth parents, hoping that the birth parents will make the necessary improvements in their ability to parent.” (Haugaard, 2002).



Ainsi, une demande d'un placement à majorité, c'est-à-dire un placement qui reste en vigueur jusqu'à la majorité du jeune, pourrait rendre l'obtention d'un jugement favorable à la position de la DPJ plus difficile de par la résistance de certains juges à accorder de telles mesures.

### 2.3 Problématique en cause

Les problématiques pouvant mener au placement d'un enfant sont multiples (Maltais, 2010)<sup>4</sup>. Cependant, certaines problématiques pourraient être plus difficiles que d'autres à prouver et diminueraient de ce fait la probabilité d'un jugement favorable à la position des acteurs socio-judiciaires de la DPJ. Par exemple, l'exposition à la violence conjugale est considérée par certains comme difficile à évaluer et à prouver, puisqu'il s'agit d'une forme de violence plus subtile et difficile à documenter (Lavergne, 2008). Il en va de même de même pour les mauvais traitements psychologiques (Comité d'experts sur la révision de la Loi sur la protection de la jeunesse, 2004). La négligence présenterait également un défi puisqu'elle se décèle difficilement en terme d'évènement spécifique et se définit plutôt par le fait d'omettre plutôt que par celui de commettre, ce qui peut s'avérer presque invisible (Perreault, 2008).

---

<sup>4</sup> Aux termes de l'article 38 de la LPJ, ces problématiques incluent l'**abandon**, la **négligence** (incluant la négligence sur le plan physique, de la santé, éducatif et le risque sérieux de négligence), les **mauvais traitements psychologiques** (incluant les actes commis, les actes omis et la violence indirecte), les **abus sexuels** (incluant le risque sérieux d'abus sexuels), les **abus physiques** (incluant le risque sérieux d'abus physiques) et les **troubles de comportement sérieux**.

Également, plusieurs études démontrent que les valeurs (c.à.d. leurs croyances et attitudes) des juges par rapport à la gravité de certains actes (violence, négligence, consommation de drogues, etc.) influencent directement la probabilité qu'ils rendent un jugement en faveur d'une séparation entre un enfant et son parent (Carroll, 1987 ; Mandeep, 2003 ; Richard, 2007 ; Wrightsman, 1999). Ainsi, pour certaines problématiques, il pourrait être plus ou moins facile d'obtenir un jugement favorable à cause des valeurs qu'entretiennent les juges face à la gravité de ces problématiques. Par exemple, il pourrait être difficile d'obtenir un placement à majorité pour une problématique de négligence si plusieurs juges considèrent qu'il s'agit d'une problématique bénigne et s'appuient davantage sur cette perception que sur les faits mis en preuve pour rendre leur jugement.

La problématique dans le dossier pourrait donc avoir un effet sur la probabilité d'obtenir un jugement favorable. Certaines problématiques seraient plus difficiles à prouver ou pourraient être perçues comme plus ou moins graves selon les valeurs propres aux juges. Bien qu'elle soit souvent mentionnée par les intervenants, cette dernière hypothèse demeure cependant à vérifier.

## 2.4 Relations avec les parents

L'état des relations entre les acteurs socio-judiciaires et les parents serait une autre caractéristique du dossier qui pourrait avoir une influence sur l'obtention ou non d'un jugement favorable à la position de la DPJ. Dans les dossiers de la DPJ, les intervenants doivent privilégier une approche qui vise à faire participer les parents et l'enfant dans la recherche de solutions et à la conclusion d'une entente avec la Direction de la protection de la jeunesse (Rapport Dumais, 2004). Idéalement, on arrive ainsi à des mesures volontaires avec les parents, évitant en cela un conflit au tribunal.

Cependant, l'intervention en protection de la jeunesse est une intervention en contexte d'autorité qui soulève des défis particuliers. En effet, d'une façon générale, les parents n'ont pas demandé eux-mêmes les services et ne sont pas toujours prêts à collaborer avec les intervenants et les avocats. Il reste qu'une part importante des faits à mettre en preuve pour établir les motifs de compromission et d'incapacité parentale vient des parents eux-mêmes. Par exemple, le *Guide de pratique sur le retrait du milieu familial et le placement d'un enfant dans le cadre de la Loi sur les services de santé et les services sociaux* (Lévesque, 2007) mentionne que le processus de décision en matière de placement doit s'appuyer sur l'évaluation complète des besoins de l'enfant, du contexte familial et du risque.

Afin d'établir ces éléments, la participation des parents est fréquemment sollicitée, par exemple, afin d'établir l'historique et la qualité des relations parents-enfants, les pratiques éducatives des parents, le stress socio-économique auquel ils doivent faire face, leurs ressources et capacités, le nombre et la gravité des éléments affectant le développement de l'enfant (Lévesque, 2007 ; American Psychological Association, 2010 ; Lavergne, 2008). Si la relation avec les parents est mauvaise et qu'ils sont peu ouverts à la collaboration, il sera difficile d'obtenir l'information nécessaire à la préparation d'un dossier cohérent et complet, élément essentiel à une preuve de qualité.

Ainsi, on peut supposer qu'une mauvaise collaboration des parents rendrait plus difficile l'établissement de la preuve, tout en diminuant la probabilité d'obtenir un jugement favorable à la position de la DPJ.

### **3. PREUVE DE LA DPJ**

Si les acteurs socio-judiciaires ont peu de contrôle sur les caractéristiques du dossier, ils peuvent cependant en avoir davantage sur la preuve qu'ils présenteront au tribunal, un élément central à l'obtention d'un jugement favorable à la position de la DPJ. Une preuve préparée dans les règles de l'art, complète et bien présentée au tribunal sera jugée plus favorablement. Quatre éléments liés à la preuve qui pourraient avoir une influence sur l'obtention d'un jugement favorable seront examinés: une preuve



convaincante, la collaboration entre les acteurs socio-judiciaires, disposer ou non du temps et des outils nécessaires pour une préparation adéquate et l'utilisation de connaissances scientifiques.

### **3.1 Preuve convaincante**

La qualité de la preuve est déterminante pour obtenir un jugement favorable à sa position. C'est la preuve qui vient soutenir devant le tribunal la position mise de l'avant (Belleau, 2011). Les intervenants sont chargés de produire leurs recommandations pour l'orientation de l'enfant et les mesures à prendre dans leur rapport « Étude de la situation sociale de l'enfant en vue de l'audition devant la Cour du Québec – Chambre de la jeunesse ». Ce rapport est le fondement de l'établissement de la preuve de la DPJ. Il constitue d'ailleurs une obligation légale, l'article 86 de la LPJ stipulant qu'« avant de prendre une décision sur les mesures applicables, le tribunal doit prendre connaissance de l'étude du directeur sur la situation sociale de l'enfant et des recommandations qu'il a formulées ». Il est crucial que les intervenants et réviseurs lui apportent un soin particulier. Dans son document « Guidelines for child custody evaluations in family law proceedings » (, 2010), l'American Psychological Association souligne l'importance de la rigueur et de la qualité des évaluations présentées au tribunal. Bien que ces directives s'adressent aux psychologues et non aux autres intervenants, le contexte reste similaire à celui de l'élaboration du rapport « Études de la situation sociale de l'enfant en vue de

l'audition devant la cour du Québec ». Ces directives mentionnent que les rapports psychologiques des parents et des enfants doivent être complets et contenir des éléments permettant de mettre en contexte les informations présentées. Les tribunaux accorderaient, en effet, peu de poids aux évaluations se limitant à une évaluation générale de la personnalité de l'enfant ou du parent sans fournir d'information plus spécifique permettant de mettre les résultats en contexte (American Psychological Association, 2010).

Les avocats des contentieux du Centre jeunesse ont naturellement eux aussi un rôle à jouer dans la production d'une preuve de qualité. Outre la connaissance générale du dossier et la préparation de sa stratégie de plaidoirie, un aspect crucial est la préparation adéquate des témoignages (Kerrigan, 1999 ; Finlay, 1999). Les avocats doivent préparer les témoins afin que ceux-ci puissent clairement expliquer les faits en cause, répondre adéquatement au contre- interrogatoire de la partie adverse et être en mesure de donner un témoignage clair et crédible, augmentant par la même occasion leur confiance dans le processus (Kerrigan, 1999 ; Boccaccini, 2003).

Une preuve convaincante appuierait adéquatement la position de la DPJ, augmentant ainsi la probabilité que le juge retienne cette position. Cela contribuerait donc à un jugement favorable à la DPJ.

### **3.2 Collaboration entre les acteurs socio-judiciaires**

Il ressort de la section précédente qu'en plus de devoir individuellement accomplir leur travail, les différents acteurs socio-judiciaires doivent mettre leurs efforts en commun afin d'offrir une preuve cohérente. Afin de s'assurer que l'avocat du contentieux du centre jeunesse comprenne bien les enjeux contenus dans le rapport, il est utile que celui-ci rencontre l'intervenant de la DPJ afin qu'ils puissent en discuter (Vogelsang, 2001 ; Lavoie, 2007). De même, afin de préparer adéquatement l'intervenant à son passage devant le tribunal, il est important que lui et l'avocat ait l'occasion de se rencontrer et d'échanger (Vogelsang, 2001 ; Finlay, 1999).

L'intervenant et le réviseur doivent également collaborer ensemble. C'est le réviseur qui sanctionne au nom de la DPJ les mesures de protection que l'intervenant met de l'avant dans son rapport. C'est également lors de rencontres entre l'intervenant et le réviseur que se décident l'orientation à prendre dans le dossier d'un jeune usager (Centre jeunesse de Montréal - Institut universitaire, ).

Ainsi, une bonne collaboration entre les acteurs socio-judiciaires favoriserait une preuve de qualité, en permettant la mise en commun des diverses expertises, augmentant ainsi la probabilité d'obtenir un jugement favorable.

### 3.3 Le temps et les outils nécessaires

Pour effectuer ce travail nécessaire à l'obtention d'une preuve de qualité, il semble raisonnable de supposer que les acteurs socio-judiciaires doivent avoir les moyens de le faire. Ainsi, une condition de base pour ce faire serait de mettre à leur disposition le temps et les outils nécessaires pour préparer des dossiers complets et pour se préparer adéquatement au passage au tribunal. Comme on l'a vu dans la section *Preuve convaincante*, un rapport d'expertise rédigé dans les règles de l'art nécessitent beaucoup d'informations et de détails (American Psychological Association, 2010 ; Lavoie, 2007). L'intervenant doit cumuler les observations sur la dynamique familiale, analyser ces données et rédiger le tout dans un rapport cohérent et clair. On peut avancer que les intervenants devront donc consacrer une somme de temps importante à l'élaboration de leurs recommandations et à la préparation du rapport.

L'avocat des contentieux du Centre jeunesse doit lui aussi disposer de temps pour bien préparer sa plaidoirie ainsi que les divers témoignages. Il doit avoir l'opportunité de se faire une idée claire du dossier en se basant sur une connaissance poussée de l'ensemble des documents pertinents. Idéalement, il doit connaître toute la preuve qui sera présentée par chaque témoin, afin de pouvoir lui rafraîchir en mémoire ou la remettre en contexte au besoin. Il doit, de plus, avoir une compréhension raisonnable du témoignage attendu des témoins clefs, puisque cela aura une influence sur ses propres témoins (Kerrigan, 1999 ; Finlay, 1999).



À cela s'ajoute le temps que les différents acteurs socio-judiciaires doivent consacrer à se rencontrer afin de peaufiner la préparation du dossier, tel que mentionné dans la section précédente.

Ainsi, il est possible que les acteurs socio-judiciaires ayant à leur disposition le temps et les outils nécessaires aient davantage l'opportunité de produire une preuve de qualité, ce qui augmenterait les chances d'obtenir un jugement favorable à la position de la DPJ.

### **3.4 Utilisation de connaissances scientifiques**

Les sciences sociales apportent depuis longtemps un éclairage aux tribunaux pour les aider à trancher les litiges (Monahan, 2007 ; Monahan, 2006). L'article 86 de la LPJ prévoit d'ailleurs à son 2<sup>e</sup> alinéa la possibilité de joindre au rapport de l'intervenant un rapport d'expertise : « Le directeur peut à sa discrétion, ou doit, si le tribunal le requiert, y joindre une évaluation psychologique ou médicale de l'enfant et des membres de sa famille ou toute autre expertise qui peut être utile. ». Par exemple, sur la base des connaissances issues de la recherche sociale, un psychologue pourrait appuyer la preuve de la DPJ en expliquant quelles seraient les conséquences néfastes prévisibles pour un enfant si celui-ci venait à rester dans son milieu, sur les causes possibles d'un retard de développement, ou encore sur l'interprétation d'un

comportement anormal que l'enfant entretient avec ses parents<sup>5</sup>. De telles connaissances scientifiques peuvent aider le juge à trancher une cause en lui donnant accès à une interprétation éclairée des faits qui sont exposés devant lui par les parties (Anderson, 2009 ; Belleau, 2011).

Ainsi, l'utilisation de connaissances scientifiques par le biais d'experts favoriserait l'obtention d'un jugement favorable en augmentant la qualité de la preuve. En ayant recours à des expertises, les acteurs socio-judiciaires introduisent dans le débat des arguments basés sur des données probantes, donnant ainsi plus de crédibilité à leur demande.

Comme on l'a vu, plusieurs éléments pourraient affecter l'obtention ou non d'un jugement favorable. Ces éléments ont été regroupés ici en deux grandes catégories : soit les caractéristiques du dossier ainsi que la preuve de la DPJ. Cependant, un jugement favorable ne serait pas le seul facteur déterminant de la satisfaction des acteurs socio-judiciaires. L'équité du processus par lequel la décision est rendue aurait également un rôle à jouer.

---

<sup>5</sup> Ces conclusions ne peuvent pas être apportées par l'intervenant puisqu'elles ne font pas parties de son champ d'expertise. Seul un expert qualifié dans un domaine spécifique peut introduire au tribunal des connaissances scientifiques issues de ce domaine (Anderson, 2009). L'intervenant rapporte généralement les faits qu'il a observés, sans les interpréter et donne son opinion sur leur signification.

#### 4. ÉQUITÉ PROCÉDURALE

Si le fait de gagner ou de perdre un procès peut sembler déterminant pour la satisfaction et l'acceptation d'un jugement, l'équité procédurale (l'équité dans les procédures menant au jugement) semble au moins tout aussi importante. Plusieurs études montrent en effet que pour les personnes impliquées dans un procès, l'équité procédurale serait plus importante pour leur satisfaction que le fait de gagner ou non le procès (Casper, 1988 ; Burke, 2007 ; Sunshine, 2003 ; Thibaut, 1975). Cet effet ne se limiterait pas qu'aux personnes peu habituées aux procédures légales, mais également aux avocats qui accorderaient eux aussi une plus grande importance aux aspects procéduraux qu'au jugement comme tel (MacCoun, 1988). On valorisait une procédure équitable parce qu'elle est perçue comme produisant un résultat équitable (MacCoun, 2005).

Un juge respectant les droits des deux parties dans les faits peut tout de même être perçu comme injuste s'il ne rencontre pas les attentes des personnes touchées par le jugement sur ce qu'est un processus équitable (Burke, 2007). Les personnes impliquées dans un procès auraient ainsi quatre types d'attentes à combler pour considérer que le processus est équitable (Tyler, 2000) : 1) Participation : les parties ont l'opportunité de participer à la résolution du cas en présentant leurs suggestions sur ce qui devrait être fait; 2) Neutralité : les parties perçoivent le juge comme étant honnête, impartial et objectif; 3) Confiance dans le décideur : les parties perçoivent le

juge comme ayant à cœur l'enjeu qu'elles lui présentent, qu'il se soucie de leurs besoins et de leur situation, qu'il tente de faire ce qui est juste pour eux et qu'il reste impartial 4) Respect : les parties se sentent traitées avec dignité et respect par le juge.

Comme il le sera détaillé dans les sous-sections suivantes, la littérature identifie deux de ces facteurs comme étant centraux à la perception d'équité procédurale. Il s'agit de : 1) l'attention suffisante accordée par le juge à l'expertise des acteurs socio-judiciaires et 2) la perception, par les acteurs socio-judiciaires, de la neutralité du juge.

#### **4.1 Attention suffisante accordée par le juge à l'expertise des acteurs socio-judiciaires**

Depuis les premières études sur la justice procédurale (Walker, 1974 ; Thibaut, 1975), il est établi que l'opportunité de présenter de l'information pertinente à la décision augmente la perception d'équité procédurale. Cet effet est un des phénomènes les mieux documentés dans le domaine de la recherche sur la justice procédurale (Lind, 1990). La seule opportunité de pouvoir s'exprimer sur un sujet avant la décision favorise la perception qu'un jugement est équitable, même si la personne qui s'exprime n'a aucun contrôle direct sur le jugement. En ayant l'opportunité de s'exprimer, les personnes peuvent espérer avoir une influence indirecte sur le résultat du processus décisionnel en exposant et en débattant leurs arguments (Shapiro, 1993). Une étude montre que cet effet persiste même si la personne désirant s'exprimer sait



qu'elle aura peu ou pas d'influence sur la décision finale (Lind, 1990). Tom R. Tyler, un spécialiste dans le domaine résume ainsi la situation :

“People are primarily interested in sharing the discussion over the issues involved in their problem or conflict, not in controlling decisions about how to handle it. In fact, people often look to societal authorities to make decisions about which legal or managerial principles ought to govern the resolution of their dispute. In other words, they expect societal authorities to make final decisions about how to act based upon what they have said.” (Tyler, 2000)

En plus d'avoir l'opportunité de s'exprimer devant le juge, la personne doit également sentir que celui-ci prend en considération ses arguments pour rendre sa décision (Tyler, 2000 ; Tyler, 1987). Le juge pourrait même ne pas les retenir dans sa décision finale : ce qui importe est que la personne croit que les arguments qu'elle a apportés n'aient pas été exclus dès le début.

Une attention suffisante de la part du juge à l'expertise des acteurs socio-judiciaires ferait donc en sorte que ceux-ci sentent qu'ils ont l'opportunité d'exprimer leur point de vue, ce qui augmenterait leur satisfaction face à la résolution du dossier. L'effet contraire se produirait si le juge ne porte pas une attention suffisante à leur expertise.

## 4.2 Perception que le juge est neutre

Les personnes se présentant devant un tribunal recherchent habituellement un lieu neutre où personne n'est injustement désavantagé (Tyler, 2000). Le rôle d'un juge est de rendre des décisions en fonction des faits qui lui sont présentés et des règles de droit applicables et non pas en fonction de ses valeurs personnelles ou de ses biais. Afin de considérer le processus comme étant équitable, les acteurs socio-judiciaires devraient donc percevoir le juge comme étant impartial<sup>6</sup>.

Tel que mentionné plus haut, il existe une perception chez les acteurs socio-judiciaires que certains juges prennent des décisions en fonction de leurs valeurs, par exemple face à la problématique en cause ou face à la mesure demandée. Le rapport de Turcotte (, 2006) et les discussion entre l'équipe de recherche et la Directrice de la protection de la jeunesse et le directeur du Contentieux du Centre jeunesse de Montréal montrent que cette perception cause de l'insatisfaction chez bon nombre d'acteurs socio-judiciaire.

Que cette perception soit fondée ou non, un acteur socio-judiciaire croyant qu'un juge n'est pas neutre n'aurait pas le sentiment que la justice procédurale a été respectée

---

<sup>6</sup> Bien que les biais des juges puissent avoir un effet réel sur la décision, cette étude se limitera à la *perception* de neutralité. Il aurait été intéressant de mesurer la neutralité réelle des juges, mais des questions d'ordre méthodologique rendaient difficile cette mesure, la plus importante étant le devoir de réserve qu'ont les juges face aux décisions qu'ils ont rendues. Suite à leur jugement, les juges n'ont en effet pas la liberté de discuter des motifs qui ont guidé leur décision.

puisque'il serait sous l'impression que les valeurs personnelles du juge plutôt que les faits et le droit, auraient guidé la décision. Si au contraire, un acteur socio-judiciaire a l'impression que le juge est neutre, c'est-à-dire qu'il suit des règles impartiales et prend des décisions fondées sur les faits, sa satisfaction face à la résolution du dossier augmenterait malgré une décision défavorable.

Notons qu'un avantage de l'équité procédurale est qu'elle peut avoir un effet bénéfique sur toutes les parties en cause dans un litige. Lorsque deux parties s'affrontent sur des positions opposées, une seule de ces parties obtiendra un jugement favorable. Cependant, les deux parties, tant la partie ayant obtenu gain de cause que celle ayant perdu, peuvent bénéficier des effets de la justice procédurale. La partie perdante sera plus encline à accepter le jugement si elle a l'impression que la procédure a été équitable (Tyler, 2000).

## **5. CONCLUSION**

La satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution d'un dossier serait principalement affectée par deux facteurs : obtenir un jugement favorable ou non et la perception d'équité procédurale. Divers facteurs, dont la complexité du dossier, sa préparation et la collaboration entre les acteurs socio-judiciaires auraient une influence sur le jugement et éventuellement la satisfaction des acteurs quant à celui-ci. Le fait de gagner ou de perdre aurait un rôle prépondérant quant à la satisfaction :

il est difficile d'imaginer que les acteurs socio-judiciaires puissent être insatisfaits d'une décision favorable à leur position. Aussi, une décision défavorable serait pratiquement à coup sûr moins satisfaisante. Cependant, le sentiment d'équité procédurale viendrait pondérer cette perception. En effet, si les acteurs socio-judiciaires ont le sentiment que le juge a écouté et a pris une décision en se basant sur les faits et non sur ses valeurs personnelles, ils pourraient également être satisfaits de la résolution du dossier, même si le jugement s'avérait non favorable à leur point de vue. Malgré leur défaite, les acteurs socio-judiciaires auraient alors un sentiment que la décision est juste et équitable, augmentant ainsi leur satisfaction dans la résolution du dossier.



## CHAPITRE III

### OBJECTIFS

Les différents thèmes présentés au sein du contexte théorique sont pertinents afin de mieux comprendre les facteurs contribuant à la satisfaction des acteurs socio-judiciaires en centre jeunesse face à la résolution des dossiers dans lesquels un placement à majorité est demandé. Toutefois, ceux-ci demeurent pour la plupart, non explorés au plan empirique dans le contexte spécifique du passage à la cour en protection de la jeunesse. Cette étude exploratoire vise ainsi une première vérification de ces thèmes et de leurs relations, tel que résumé dans le modèle préliminaire explicatif (voir figure 1) tout en permettant d'élargir, sur la base des données qui seront recueillies, la compréhension des facteurs qui influencent la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution du dossier.

À cette fin, trois objectifs seront poursuivis, soit : 1) Comprendre les facteurs en cause dans la satisfaction des acteurs socio-judiciaires en centre jeunesse face à la résolution des dossiers dans lesquels un placement à majorité est demandé en vertu de l'article 91.1 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* ; 2) Comprendre les relations entre ces facteurs ainsi que leur importance relative ; et 3) Vérifier la pertinence du modèle préliminaire et en proposer, si nécessaire, une version corrigée et enrichie.

## **CHAPITRE IV**

### **MÉTHODOLOGIE**

#### **1. STRATÉGIE DE RECHERCHE**

Cette recherche qualitative exploratoire a utilisé comme stratégie principale l'analyse dirigée de contenu (directed content analysis) (Hsieh, 2005). Cette méthode est utile pour étudier un phénomène sur lequel il existe des théories qui sont incomplètes ou qui gagneraient à être explicitées. Le but de cette approche est de valider ou de développer davantage un modèle conceptuel ou une théorie. Cette méthode suppose l'élaboration d'un modèle préliminaire suite à une recension critique de la littérature. Ce modèle a comme principale fonction de guider le processus d'analyse en offrant une grille de codification de départ (Potter, 1999). Le modèle préliminaire explicatif présenté à la figure 1 a été utilisé comme cadre d'analyse préliminaire selon un mode déductif et comme canevas d'entrevue pour guider les entrevues. Les thèmes abordés dans ce modèle n'ont cependant pas limité l'analyse des données qu'ont fournies les participants. Dans l'esprit proposé par Paillé et Mucchielli (, 2008) une attitude phénoménologique a été adoptée afin de prendre en compte l'ensemble de l'information fournie par les participants, d'intégrer leurs conceptions de la problématique et d'être à l'affut de nouveaux thèmes qui n'avaient pas été prévus

initialement. Suite à cette analyse des données, un nouveau modèle ajusté a été produit, intégrant à la fois les éléments retenus lors de la recension critique de la littérature et l'ensemble des données recueillies lors des entrevues.

## 2. PARTICIPANTS

La participation d'acteurs socio-judiciaires (N=24) ayant été impliqués dans un dossier où un placement à majorité a été demandé par la DPJ en vertu de l'article 91.1 de la LPJ a été recherchée. Une représentation égale des acteurs socio-judiciaires : n= 8 intervenants, n= 8 réviseurs ainsi que n= 8 avocats de la DPJ était désirée.

Afin d'augmenter la variation au sein de l'échantillon, une sélection intentionnelle en fonction du jugement rendu a été effectuée de façon à obtenir une représentation variée de participants quant à la satisfaction face au jugement rendu. Était ainsi désirée dans l'inclusion de l'échantillon 12 participants qui, suite à la demande de placement à majorité demandé par la DPJ, ont obtenu un jugement favorable à leur position et 12 participants, qui, au contraire n'ont pas eu gain de cause. Ce facteur (jugement favorable ou non) était le seul qu'il était possible de contrôler avant les entrevues, puisqu'il est déjà documenté de façon objective dans un jugement, favorable ou non. Le tableau 1 résume la distribution de l'échantillon qui était recherché.

Tableau 1 : Distribution des participants

<b>Acteur socio-judicaire</b>	<b>N Jugement favorable</b>	<b>N Jugement défavorable</b>
Intervenants	4	4
Réviseurs	4	4
Avocats de la DPJ	4	4
Sous-total	12	12
<b>Total</b>	<b>24</b>	

## 2.1 Sélection des participants

Afin de sélectionner les 12 participants ayant obtenu un jugement favorable à leur position (voir plus haut), la responsable des réviseurs au CJM-IU a contacté des réviseurs intéressés à participer au projet. Elle leur demandera d'identifier, parmi leur clientèle d'enfants de 0-23 mois placés après le 9 juillet 2007, des dossiers où, au terme de la durée maximale de placement, la DPJ a recommandé que soit rendue une ordonnance visant à assurer un projet de vie permanent, et où le juge a prononcé son jugement en ce sens (décision favorable à la position de la DPJ). De cette façon, quatre réviseurs ont accepté de participer et ont identifié quatre dossiers.

À partir de cet ensemble de dossiers ainsi constitué, la responsable administrative des intervenants au CJM-IU a invité les intervenants en charge des dossiers identifiés, à



participer au projet. Le directeur du contentieux de la DPJ a également invité les avocats attitrés aux dossiers à participer. Les quatre intervenants qui étaient en charge des dossiers identifiés ont accepté de participer et trois des quatre avocats attitrés aux dossiers ont accepté de participer.

Afin de sélectionner les 12 participants n'ayant pas obtenu un jugement favorable à leur position, la responsable des réviseurs au CJM-IU a également demandé aux réviseurs intéressés à participer au projet d'identifier parmi leur clientèle d'enfants de 0-23 mois placés après le 9 juillet 2007, des dossiers où, au terme de la durée maximale de placement, la DPJ a recommandé que soit rendue une ordonnance visant à assurer un projet de vie permanent, et où le juge n'a pas prononcé son jugement en ce sens (décision défavorable à la position de la DPJ). De cette façon, quatre réviseurs ont accepté de participer en identifiant quatre dossiers. Cependant, comme les réviseurs sont appelés à superviser plusieurs dossiers, trois des quatre réviseurs ayant obtenu un jugement défavorable étaient les mêmes que trois des quatre réviseurs ayant obtenu un jugement favorable. Ainsi, au total, cinq réviseurs ont été rencontrés pour huit dossiers, trois des réviseurs ayant été rencontré pour deux dossiers différents (un dossier dans lequel un jugement favorable a été obtenu et un dossier dans lequel un jugement défavorable a été obtenu).

La même procédure que pour la sélection des intervenants et des avocats ayant obtenu un jugement favorable a été suivie afin de sélectionner les intervenants et les avocats ayant obtenu un jugement défavorable. À noter qu'un des quatre avocats ayant obtenu un jugement défavorable était le même qu'un des quatre avocats ayant obtenu un jugement favorable. Ainsi, six avocats ont été rencontrés pour sept dossiers, un avocat ayant été rencontré pour deux dossiers différents (un dossier dans lequel un jugement favorable a été obtenu et un dossier dans lequel un jugement défavorable a été obtenu).

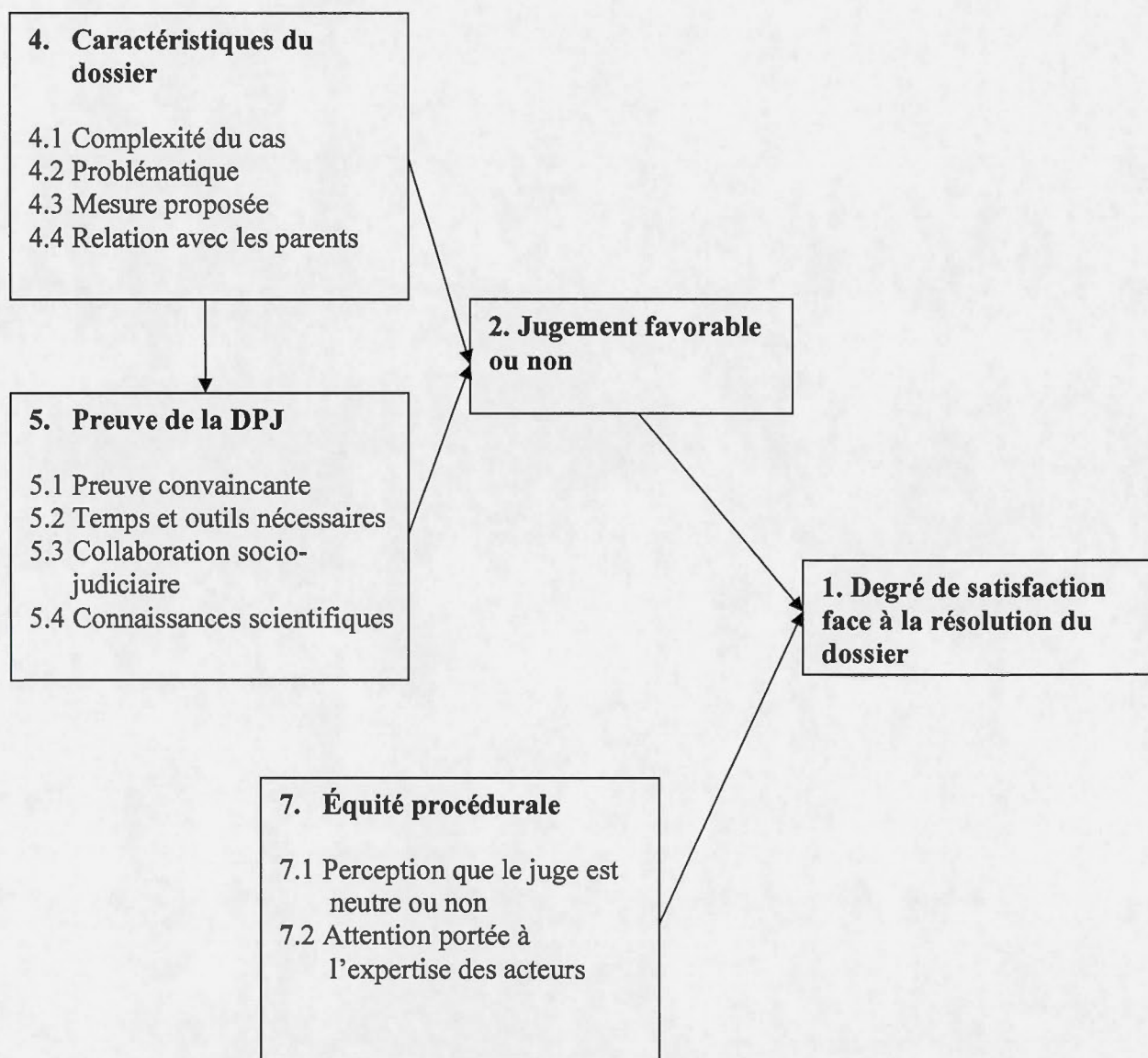
## **2.1 Recrutement des participants**

Les invitations à participer ont été adressées par une personne-ressource pour chaque groupe d'acteurs socio-judiciaires, soit la responsable des réviseurs du CJM-IU, la responsable des intervenants du CJM-IU et le directeur du contentieux du CJM-IU. Ces personnes-ressources (ou leur mandataire) ont été appelées à collaborer avec l'équipe de recherche afin de faciliter le contact avec les participants. Une lettre décrivant brièvement le but et les implications de l'étude a été remise aux personnes-ressources afin de solliciter la participation des acteurs socio-judiciaires. Le consentement écrit des participants a été obtenu préalablement à leur participation (voir Annexe 2).

### 3. THÈMES À L'ÉTUDE

La figure 1 présente les thèmes à l'étude et leurs relations préliminaires. Elle est reproduite ici pour le bénéfice du lecteur.

Figure 1. Modèle préliminaire explicatif de la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution judiciaire d'un dossier



### **1. Degré de satisfaction des acteurs face à la résolution du cas**

Ce thème central dans l'étude concerne la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution du cas concerné. On cherche à savoir ce qui fait en sorte qu'un acteur est satisfait ou non face à une décision.

### **2. Jugement favorable ou non à la position de la DPJ**

Le jugement rendu est en accord ou non avec la position de la DPJ. Cet élément est contrôlé par les critères de sélection des cas retenus, la moitié étant des dossiers où un jugement favorable à la position de la DPJ a été rendu et l'autre moitié, des dossiers où un jugement défavorable à la position de la DPJ a été rendu.

### **3. Caractéristiques du dossier**

Cette rubrique concerne différentes caractéristiques du dossier pouvant avoir un effet sur la preuve de la DPJ et sur le fait d'obtenir un jugement favorable ou non, tel que la complexité du dossier, le type de problématique, les mesures proposées ainsi que l'état des relations avec les parents.



### **3.1 Degré de complexité du dossier**

On examinera dans ce thème le degré de complexité du dossier tel que perçu par le participant et son influence sur la résolution du dossier. Ce thème sera examiné en fonction des éléments rapportés par les participants, notamment en ce qui a trait au nombre de problématiques concernant le même enfant, du nombre d'acteurs impliqués dans le dossier, et de la longueur du rapport déposé en preuve.

### **3.2 Type de problématique vécue par le jeune**

Ce thème réfère au type de problématique pour laquelle il y a recours au tribunal (ex. : violence, négligence, abandon, ou problématiques multiples) et son influence sur la résolution du dossier.

### **3.3 Mesures proposées concernant le projet de vie permanent**

Ce thème concerne le type de mesures proposées par la DPJ (ex. : placement en famille d'accueil ou en foyer de groupe, adoption, etc.) et son influence sur la résolution du dossier.

### **3.4 État des relations avec les parents**

Ce thème examinera le degré auquel les relations entre le ou les parents, les intervenants et les avocats du contentieux de la DPJ sont perçues comme franches et cordiales ou non du point de vue des participants, ainsi que l'influence de ces relations sur la résolution du dossier.

## **4. Preuve produite par la DPJ**

Cette rubrique concerne différents éléments associés à la preuve pouvant avoir un effet sur le fait d'obtenir un jugement favorable ou non : une preuve convaincante, le fait d'avoir le temps et les outils nécessaires à la préparation en vue de l'audition au tribunal, l'état des collaborations entre les acteurs socio-judiciaires ainsi que l'utilisation ou non de connaissances scientifiques.

### **4.1 Preuve convaincante**

Ce thème explore le degré auquel la preuve de la DPJ est perçue comme probante par le participant et les raisons expliquant cette perception.

## **4.2 Temps et outils**

Ce thème explore le degré auquel les acteurs socio-judiciaires considèrent avoir eu le temps et les outils nécessaires afin de se préparer en vue de la comparution au tribunal et les raisons les menant à une telle conclusion.

## **4.3 Collaboration entre les acteurs socio-judiciaires de la DPJ**

Ce thème explore le degré de collaboration entre les acteurs socio-judiciaires et les éléments qu'ils considèrent importants pour bien collaborer ensemble.

## **4.4 Utilisation de connaissances scientifiques**

Ce thème concerne l'utilisation ou non de connaissances scientifiques pour appuyer la preuve présentée au tribunal et les raisons ayant mené les acteurs socio-judiciaires à utiliser de telles connaissances ou non.

## **5. Équité procédurale**

Cette rubrique concerne les facteurs pouvant affecter la perception d'équité procédurale chez les acteurs socio-judiciaires et ainsi influencer leur satisfaction face

à la résolution du dossier, comme l'attention suffisante portée à l'expertise des acteurs socio-judiciaires et la perception que le juge est neutre.

### **5.1 Attention suffisante portée à l'expertise des acteurs sociaux-judiciaires**

Ce thème concerne la place donnée par le juge à l'expertise des acteurs socio-judiciaires de la DPJ et les raisons faisant en sorte que les acteurs socio-judiciaires pensent que le juge a donné une place suffisante à leur expertise ou non.

### **5.2 Perception que le juge est neutre**

Ce thème explore la perception qu'ont les acteurs socio-judiciaires de la neutralité des autres acteurs du procès, et principalement, celle du juge et l'influence que cela a pu avoir sur la résolution du dossier.

## **4. COLLECTE DE DONNÉES**

Les informations ont été recueillies dans le cadre d'entrevues individuelles. Afin de guider les entrevues un canevas d'entrevue comportant des questions ouvertes a été utilisé. Ce canevas d'entrevue développé dans le cadre de l'étude comprenait quatorze questions couvrant les thèmes présentés dans la section précédente. Cependant, lors de l'entrevue, la contribution du participant n'a pas été limitée à



répondre à ces questions. Au contraire, les participants étaient encouragés à offrir des informations sur d'autres thèmes qui n'avaient pas été prévus au départ. De plus, les participants étaient incités à ne pas se limiter à leur expérience pour le dossier spécifiquement visé par l'entrevue : leur expérience générale était explicitement sollicitée. Par exemple, lorsqu'il était demandé au participant quelle était l'influence de la mesure proposée sur la résolution du dossier, il était encouragé à répondre non seulement en fonction de ce qui c'était passé dans le dossier en question, mais également à partir de son expérience générale. L'annexe 1 présente le canevas d'entrevue qui a été utilisé.<sup>7</sup>

## 5. PROCÉDURE

À partir des coordonnées fournies par les personnes ressources, les participants ont été contactés par téléphone pour prendre un rendez-vous en prévision de l'entrevue. Lors de ce premier contact, l'adresse de courrier électronique a été demandée aux participants afin de leur transmettre le canevas d'entrevue quelques jours à l'avance. Les entrevues d'une durée approximative de 60 minutes ont été réalisées par téléphone (sauf pour une exception où, à la demande d'un participant, l'entrevue s'est faite en face à face) et ont été enregistrées. Une seule entrevue téléphonique a été effectuée pour chaque participant.

---

<sup>7</sup> Les questions 3.10 et 4 seront utilisées ultérieurement dans le projet de recherche « Étude de besoin dans l'interface socio-judiciaire » (Chagnon, Besner & Turcotte, 2010).

## **6. ANALYSE**

Afin de procéder à l'analyse des données, l'ensemble des entrevues ont été retranscrites. Deux types d'analyses des réponses des participants ont été effectués : une analyse verticale et une analyse horizontale.

### **6.1 Analyse verticale**

Cette analyse cherchait à comprendre ce qui, d'une façon générale, affectait la satisfaction des participants face à la résolution d'un dossier. L'analyse verticale des données ne s'est donc pas limitée aux réponses fournies pour le dossier spécifiquement visé par l'entrevue. L'expérience générale des participants a été mise à profit pour identifier les différents thèmes ayant une influence sur leur satisfaction.

L'analyse verticale des transcriptions des entrevues a été faite à partir de lectures répétées, ce qui a permis dans un premier temps de comprendre les relations entre les différents thèmes. L'analyse de contenu thématique a été utilisée comme principal mode de réduction du matériel selon la méthode de Bardin (, 1996). Une grille de codification a été constituée à partir du modèle préliminaire explicatif présenté à la figure 1. Cette grille a été utilisée afin de guider une première codification des

données selon les différents thèmes. Suite à cette première analyse, de nouveaux thèmes ont été ajoutés afin de compléter le modèle.

Cette analyse a cherché à refléter la complexité du phénomène du point de vue du participant et à produire une description proximale, riche et localement contextualisée du phénomène de la satisfaction face à la résolution d'un dossier. L'analyse a ainsi évité d'adopter une vision réductrice de la recension des écrits en lien avec la recherche qualitative qui l'aurait limité à la recherche d'éléments explicites entre les questions du canevas d'entrevue et les données obtenues (Pierre Paillé, 2008). Cela a permis de raffiner l'identification et la classification des différents thèmes et même d'en découvrir de nouveaux qui n'avaient pas été prévus au départ.

## **6.2 Analyse transversale**

Ce deuxième niveau d'analyse cherchait à identifier l'influence des différents thèmes dans la satisfaction des participants face à la résolution du dossier spécifiquement visé par l'entrevue. Ainsi, l'analyse transversale a seulement utilisé les réponses fournies pour le dossier spécifiquement visé par l'entrevue.

La satisfaction de chaque participant a été évaluée dans le dossier spécifiquement visé par l'entrevue. Le participant pouvait ainsi soit être identifié comme étant satisfait,

insatisfait ou ambivalent face à la résolution du dossier. Par la suite, l'entrevue était codée selon chaque thème. Par exemple, dans le dossier spécifiquement visé par l'entrevue, le jugement avait-t-il été favorable ou non? Dans ce dossier, le participant avait-il l'impression que le juge était neutre ou non? L'ensemble des thèmes retenus suite à l'analyse verticale a ainsi été codé pour chaque entrevue. L'ensemble de cette information a été compilé dans un tableau (voir tableau 2, chapitre VI, Analyse transversale de la satisfaction selon les thèmes abordés), facilitant ainsi une compréhension d'ensemble de la contribution relative des différents thèmes.

Cette analyse a permis, de vérifier, dans une certaine mesure, si certains éléments se retrouvaient plus souvent ou non chez les participants satisfaits, chez les participants insatisfaits ou chez les ambivalents. Par exemple, cela a permis de constater que tous les participants ayant obtenu un jugement favorable étaient satisfaits alors que chez ceux ayant obtenu un jugement défavorable, on retrouvait un nombre similaire de participants satisfaits, insatisfaits et ambivalents.



## **CHAPITRE V**

### **ÉTHIQUE**

Ce projet de maîtrise a été fait en collaboration avec le Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaires (CJM-IU) et a été soumis à l’approbation du Comité éthique de la recherche du CJM-IU.

Un aspect éthique important à considérer était le consentement éclairé des participants. Ce projet a été réalisé en menant des entrevues avec des intervenants, des réviseurs et des avocats du CJM-IU. Préalablement à l’entrevue, un texte d’information et un formulaire de consentement ont été distribués (voir annexe 2) pour fournir aux participants l’information nécessaire à un consentement éclairé. Le texte d’information décrivait brièvement le projet de recherche et traitait de plusieurs autres points liés à la participation à ce projet, dont : les avantages et les inconvénients potentiels; la confidentialité des renseignements personnels; la diffusion des résultats de la recherche; l’absence de compensation financière pour la participation; l’entière liberté de participer et la possibilité de se retirer en tout temps; et finalement, les coordonnées de personnes-ressources en cas de besoin: celles de

Fabien Besner, membre de l'équipe de recherche, et celles du Comité d'éthique à la recherche du CJM-IU.

La confidentialité des informations recueillies est également une préoccupation importante. Naturellement, les personnes ayant accès aux données (Fabien Besner et son professeur François Chagnon) se sont engagés auprès du Comité éthique de la recherche à ne pas diffuser cette information. Les informations nominales concernant les participants ont été conservées sous clef dans un classeur situé dans le bureau de Fabien Besner à l'UQÀM. Les participants ont été identifiés par un numéro de code attribué au moment de l'entrevue. Les informations et synthèses présentées dans le contexte de la rédaction de la thèse ont été dénominalisées. De plus, dans la mesure du possible, les informations permettant l'identification des dossiers, (par exemple, le genre des intervenants, avocats et juges impliqués dans les dossiers, le nombre et le genre des enfants impliqués) ont été retirées lors de la retranscription des entrevues. Malgré ces précautions, compte tenu du faible nombre de participants, il est possible que certains d'entre eux puissent être indirectement identifiés lors de la diffusion des résultats de la recherche. Cette limite est toutefois explicitement mentionnée dans le texte d'information et le formulaire de consentement (annexe 2).

## **CHAPITRE VI**

### **RÉSULTATS ET ANALYSES**

L'analyse verticale du contenu des entrevues sera d'abord présentée sous la forme de réponse à cinq grandes questions. Ces questions correspondent aux quatre rubriques identifiées dans le modèle préliminaire explicatif de la satisfaction face à la résolution d'un dossier (voir figure 1). Une autre question a également émergé du contenu des entrevues : quel est le rôle des conséquences du jugement dans la satisfaction des participants dans la résolution d'un dossier. Ces questions visent donc à préciser à partir des entrevues, le rôle de ces cinq facteurs dans la satisfaction des participants face à la résolution du dossier.

La seconde partie présentera l'analyse transversale de la satisfaction en fonction des thèmes qui ont été identifiés suite à l'analyse transversale.

## **ANALYSE VERTICALE DES RÉSULTATS**

### **1. QUEL EST LE RÔLE DE L'OBTENTION D'UN JUGEMENT FAVORABLE OU NON DANS LA SATISFACTION DES PARTICIPANTS FACE À LA RÉOLUTION D'UN DOSSIER?**

Cette première section des résultats s'intéresse au rôle de l'obtention d'un jugement favorable ou non dans la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution d'un dossier. Un acteur socio-judiciaire qui n'obtient pas gain de cause peut-il être néanmoins satisfait de la décision?

Bien sûr, le fait de gagner ou perdre semble avoir une importance dans l'évaluation de la satisfaction des intervenants socio-judiciaire. Sans surprise, plusieurs acteurs socio-judiciaires mentionnent que gagner sa cause est satisfaisant :

[P]our un intervenant, que le juge lui donne raison c'est sûr que c'est satisfaisant, ça nous confirme qu'on n'est pas trop à côté de la réalité.  
(Réviseur 3-2)

Je suis satisfait parce que le juge a rendu la décision que mon client avait mise de l'avant. (Avocat)



De même, certains participants mentionnent être insatisfaits face à un jugement qui ne leur est pas favorable :

C'est sûr que dans le domaine, nous parlons de l'intérêt de l'enfant, c'est un peu « tough » pour moi. Je peux le considérer comme un non succès parce que le tribunal n'a pas retenu mon argumentaire. Mon argumentaire était basé sur le mandat reçu et sur la position de ma cliente, la DPJ. Je peux donc considérer comme étant une résolution non satisfaisante, voire négative.  
(Avocat)

Cependant, bien que le fait d'obtenir un jugement favorable favorise la satisfaction face à une décision, d'autres éléments semblent aussi en cause dans la satisfaction des acteurs. La section suivante illustrera notamment que les conséquences du jugement pourraient tempérer l'insatisfaction des intervenants socio-judiciaires ayant obtenu une décision à l'encontre de leur position.

## **2. QUEL EST LE RÔLE DES CONSÉQUENCES DU JUGEMENT DANS LA SATISFACTION DES PARTICIPANTS FACE À LA RÉOLUTION D'UN DOSSIER?**

Les entrevues ont permis d'identifier un nouveau facteur contribuant à la satisfaction des participants liés aux conséquences du jugement. En effet, les participants semblent particulièrement sensibles aux conséquences du jugement sur l'enfant et, dans une moindre mesure, sur la famille d'accueil.

## 2.1 Les conséquences du jugement sur l'enfant

Au-delà du fait de gagner ou perdre, les participant semblent principalement tenir compte des conséquences sur l'enfant afin de se dire satisfaits ou non d'un jugement. Plusieurs mentionnaient en effet qu'ils étaient satisfaits du jugement parce que celui-ci favorisait le bien-être de l'enfant.

C'est une résolution positive parce que l'enfant a pu obtenir un projet de vie clair. On a évité le cas yoyo où l'enfant est changé de milieu à répétition. Ça été long et volumineux comme procédure. [...] Mais on est arrivé à quelque chose de positif. Le projet de vie a été clarifié : l'enfant est dans une famille banque mixte. Il a rattrapé une grande partie de ses retards. (Intervenant)

Au contraire, une décision qui ne favorisait pas le bien-être de l'enfant serait perçue comme étant insatisfaisante :

Je suis insatisfaite parce qu'en bout de ligne, c'est l'enfant qui a payé. Il a vécu beaucoup d'instabilité. Il a eu plusieurs milieux de vie. Et c'est ce qu'on tente d'éviter avec la loi. Ça n'a pas nécessairement aidé l'enfant. (Intervenant)

Force est de constater qu'une décision défavorable mais favorisant le bien-être de l'enfant ou, à tout le moins ne l'affectant pas ou peu semble diminuer l'insatisfaction de certains participants face à celle-ci.

On a plaidé, on n'a pas eu une décision à notre satisfaction. Mais l'ensemble a été bien fait, même si on n'est pas complètement satisfait de la décision. De toute façon, en bout de ligne, cela ne change pas ce qui va arriver avec cet enfant. (Avocat)

Ce n'est pas une question d'échec ou de réussite. On était déçu, on croyait qu'on avait un beau projet pour l'enfant. Le juge a statué pour un projet tout à fait autre, le contraire finalement. [...] En même temps, je ne dis pas qu'aujourd'hui on regrette nécessairement [parce que l'enfant évolue bien], c'est un autre débat. Mais à l'époque, c'était difficile à avaler. (Réviseur)

Certains des participants rappellent également que leur rôle est d'apporter l'information pertinente au juge mais qu'au final, c'est lui qui décide en fonction de ce qu'il perçoit être l'intérêt de l'enfant.

Si j'ai une preuve défavorable, je la mets en preuve. Comment je vois les choses, c'est que je n'ai pas de cause à gagner. Ma cause c'est de donner au juge tous les éléments et c'est lui qui décide. Si on se trompe, ce n'est pas dans l'intérêt qu'on ait raison au bout de la ligne. (Avocat 2-2)

Peut-être qu'on s'est trompé. Des fois on oublie que lorsqu'on va devant la cour, c'est pour qu'une tierce partie décide. On veut qu'il soit d'accord avec nous... Dans ce dossier-là, on a oublié qu'il y avait d'autres possibilités que la nôtre. (Avocat)

Ces témoignages renforcent la pertinence du processus judiciaire où le juge prend la meilleure décision à partir de l'information portée à son attention. Il serait ainsi possible qu'une décision à l'encontre de la position initiale de la DPJ puisse néanmoins être perçue par les acteurs socio-judiciaires comme une « bonne » décision à prendre en fonction de l'intérêt de l'enfant.



## 2.2 Les conséquences du jugement sur les familles d'accueil

Bien que moins fréquemment mentionnées que les conséquences du jugement sur l'enfant, les conséquences du jugement sur la famille qui hébergeait l'enfant pourrait avoir un effet sur la satisfaction des acteurs socio-judiciaires. Le fait que la famille d'accueil perde la garde de l'enfant qui leur avait été confié par la DPJ peut influencer négativement la satisfaction des acteurs socio-judiciaires.

Ça été un échec. (...) Nous voulions un placement à majorité parce que les parents sont instables, mais le juge a donné un autre six mois. Cela fait que plusieurs personnes sont en attente : nous, la famille d'accueil, l'enfant. Les parents de la famille d'accueil ont peur de se faire enlever l'enfant. (Intervenant)

Un avocat mentionne que la réaction de la famille d'accueil a pris une place importante dans l'appréciation de la décision d'une cause dans laquelle il était impliqué.

Sur le coup, [la décision] était catastrophique, à cause de la famille d'accueil qui était très en désaccord. Mais est-ce que c'était catastrophique pour l'enfant? C'est ça qui est difficile à dire. (Réviseur)

Ce commentaire invite à la réflexion sur la place que prend l'intérêt de la famille d'accueil dans la satisfaction des décisions, voire même dans la position de la DPJ.



En effet, peu importe si le jugement ait été favorable ou non, les participants à cette étude se sentent interpellés quant aux conséquences du jugement sur l'enfant lui-même et sur la famille d'accueil. Ainsi si les participants croient que la décision aura des conséquences positives sur la sécurité et le développement de l'enfant, la déception du jugement favorable sera moindre. Dans une moindre mesure, il en va de même pour les effets sur la famille d'accueil.

### **3. QUEL EST LE RÔLE DES CARACTÉRISTIQUES DU DOSSIER DANS LA SATISFACTION DES PARTICIPANTS FACE À LA RÉOLUTION D'UN DOSSIER?**

Cette étude cherche également à comprendre comment les caractéristiques du dossier peuvent influencer la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution du dossier. Ainsi, certaines de ces caractéristiques augmenteraient la difficulté à résoudre le dossier rendant un jugement favorable difficile à obtenir et abaissant du fait même le niveau de satisfaction des certains acteurs socio-judiciaires.

Des témoignages des participants, trois caractéristiques se sont démarquées, soit, (1) la mesure proposée; (2) la problématique en cause et (3) la dynamique des parents.

### 3.1 Le placement à majorité, une mesure difficile à obtenir

Dans tous les cas retenus pour cette étude, la DPJ demandait un placement à majorité. Pour plusieurs raisons, les participants considèrent que le placement à majorité est une demande difficile à obtenir. Ces raisons seront détaillées dans les prochains paragraphes, mais les deux extraits suivant résument bien les défis auxquels doivent faire face les acteurs socio-judiciaires demandant une telle mesure.

[En] général, quand on demande un placement à majorité, il y a plus d'opposition. C'est rare qu'on ait un consentement de la part des parents. Les juges sont plus frileux. Il faut très bien préparer la preuve. Il faut être solide, avoir un enfant bien intégré, avoir une bonne famille d'accueil, et après, il faut le plaider en droit. Dans ce dossier-là, si on avait seulement eu une famille de transition, si on avait dit au juge qu'on allait changer l'enfant dans 3 mois, on n'aurait pas eu la majorité. (Avocat)

Pour l'enfant en question, on veut la famille d'accueil. Pour le reste de la fratrie : foyers de groupes. Pour les parent c'est ok, ils n'ont pas peur qu'on vole leurs enfants et qu'on les mette en adoption. Si les enfants deviennent prêts à sortir, on les envoie vers une famille d'accueil si les parents ne sont pas prêts à les recevoir. Mais pour l'enfant en question, c'est plus difficile à accepter, les parents ont peur qu'il y ait une adoption. Pour obtenir le placement à majorité, il faut montrer très très clairement que le retour chez les parents n'est pas possible. Et que passer le dépassement du délai, il n'y ait aucune chance de retour. En plus, les parents n'acceptent pas du tout le placement à majorité. Un autre obstacle, il faut trouver une famille d'accueil, ce qui n'est pas évident. (Réviseur)

### 3.1.1 Une mesure difficile à faire accepter aux parents

Plusieurs participants voient le placement à majorité comme une demande difficile à faire accepter aux parents. Les parents seraient moins enclins à accepter volontairement une telle mesure qui les éloigne à long terme de leur enfant, et, par conséquent, ils la contesteraient davantage devant les tribunaux.

Pour l'enfant en question, on veut la famille d'accueil [...] c'est plus difficile à accepter, les parents ont peur qu'il y ait une adoption. (Réviseur)

La mesure proposée c'était l'hébergement jusqu'à majorité en famille d'accueil. Comment cela a pu influencer? N'eut été de la demande de majorité, la mère aurait été consentante à des mesure moindre. Donc, demander un placement à majorité a influencé la non-résolution du dossier. Il a fallu aller en procès, et obtenir une décision qui était défavorable. Cette mesure a été une difficulté. (Avocat)

À cause de ce qu'implique le placement à majorité, il ne serait pas surprenant, qu'effectivement, les parents se braquent contre une telle mesure, même si on leur assure que c'est pour le bien de leur enfant. Non seulement ils n'en assument plus la garde, mais, comme le fait remarquer le réviseur dans l'extrait précédent, les parents peuvent craindre une rupture du lien de filiation avec leur enfant biologique. La sous-section *Influence des parents sur la résolution du dossier* détaillera comment la relation des acteurs socio-judiciaires avec les parents influence l'obtention ou non d'un jugement favorable.



### 3.1.2 Une mesure aux impacts majeurs

Certains participants mentionnent le caractère majeur d'un placement à majorité. Il s'agit d'une mesure aux conséquences radicales, tant pour le jeune que pour ses parents : les parents et l'enfant vivront plus ensemble, les parents ne prendront pas en charge l'éducation de l'enfant et celui-ci, particulièrement s'il est en bas âge, développera des liens d'attachements significatifs envers sa famille d'accueil plutôt qu'envers ses parents biologiques. La DPJ doit donc arriver avec des arguments solides pour obtenir un placement à majorité.

90% de nos dossiers sont des consentements. Mais dans une situation contestée, les demandes de placements sont difficiles. On doit faire une bonne preuve, on doit montrer qu'on a fait le tour de la famille élargie. Ce sont des gros dossiers, ce n'est pas rien demander un placement. On doit montrer qu'on a offert tous les services. (Avocat)

[O]n doit être capable de se justifier; (le placement à majorité) c'est un gros jugement. On doit montrer qu'on a mis l'intensité de service durant cette année. Montrer qu'on a travaillé très fort. Et que malgré tout ça, le parent n'a pas modifié ses choses. C'est nous qui devons faire la preuve qu'on a tout fait pour les aider. C'est nous qui avons la pression de faire la preuve ce travail. C'est lourd pour l'intervenant. On est dans le concept de l'intensité de service. On est sous la loupe. (Intervenant)

Un participant souligne également que pour les très jeunes enfants, le placement à majorité est un jugement qui aura des effets pour de nombreuses années.



Pour un bébé naissant, déjà à un an on doit se positionner. Avant ce n'était pas comme ça. Alors ça augmente la pression. On place l'enfant pour 17 ans. Il faut bien se préparer. (Intervenant)

Puisque le placement à majorité est un jugement lourd de conséquences pour l'ensemble des personnes impliquées, on ne peut pas faire une telle demande à la légère. Ainsi, les acteurs socio-judiciaires sont sous la loupe lorsqu'ils font une demande de placement à majorité. Comme les participants le font remarquer, une telle mesure, de par l'ampleur de ses effets, exige que leur dossier soit particulièrement bien monté. L'importance de la préparation des acteurs socio-judiciaires sera d'ailleurs abordée en détail dans la section traitant du rôle de la preuve de la DPJ dans la satisfaction des participants face à la résolution du dossier.

### **3.1.3 Une mesure pouvant provoquer la réticence des juges**

Certains acteurs socio-judiciaires mentionnent qu'une des difficultés lors d'une demande de placement à long terme est la résistance qu'ils perçoivent de la part des juges à accorder une telle mesure.

Les juges sont frileux avec les projets de vie permanents. Maintenant ils disent que 4-5 ans c'est un projet de vie permanent. (Réviseur)

Pour certains participants, cette situation est exacerbée lorsque le placement se fait dans une famille de type Banque-Mixte puisque certains jugent craindraient qu'une

telle demande ne soit pour la DPJ que la première étape d'un plan visant à faire adopter l'enfant par la famille d'accueil et ainsi rompre le lien de filiation attachant cet enfant à ses parents biologiques<sup>8</sup> :

Le placement dans une famille banque mixte, c'est une mesure pas facile à faire passer avec les juges. On associe toujours banque mixte avec adoption. Peut-être plus avant, mais aussitôt qu'on parlait d'une famille banque mixte, le juge ou les avocats croyaient qu'il y avait un agenda caché de la part de la DPJ. (Réviseur)

Plusieurs acteurs socio-judiciaires expliquent cette réticence qu'affichent certains juges à accorder des placements à majorité à la croyance de la prévalence des liens du sang, c'est-à-dire à la croyance que les liens unissant un enfant avec ses parents biologiques doivent être maintenus à tout prix, ou presque.

Les valeurs du lien de sang, entre autres, sont plus présentes chez certains juges, la crédibilité de l'intervention psycho-sociale vs l'intervention judiciaire reste à démontrer, il faut ramer à contre-courant. (Avocat)

---

<sup>8</sup> Une famille de type Banque-Mixte est une famille désireuse d'adopter un enfant et qui accepte de jouer le rôle d'une famille d'accueil régulière (Lavoie, 1996). Lors d'un placement dans une famille de type Banque-Mixte, trois dénouements de la situation sont possibles: (1) l'enfant retourne dans son milieu naturel parce que les parents ont réussi à surmonter leurs difficultés; (2) l'enfant ne devient jamais légalement adoptable mais la famille du programme Banque-Mixte joue auprès de lui le rôle de famille d'accueil jusqu'à sa majorité (3) l'enfant devient légalement adoptable et il est adopté par la ressource qui l'héberge en famille d'accueil depuis un certain temps.

La perception qu'ont les acteurs socio-judiciaires des valeurs des juges sera également discutée plus bas dans la section traitant du rôle de l'équité procédurale dans la satisfaction des participants face à la résolution du dossier.

#### **3.1.4 Une mesure facilitée par les modifications à la LPJ**

Cependant, quelques participants croient que les placements sont maintenant plus faciles à obtenir, suite aux modifications à la Loi sur la protection de la jeunesse qui ont notamment introduit des durées maximales d'hébergement au terme desquelles le tribunal doit rendre une ordonnance tendant à assurer la continuité des soins et la stabilité des liens et des conditions de vie des enfants et ce, de façon permanente.

Depuis 2007 avec le délai maximal de placement, c'est plus facile.  
(Intervenant)

Avec les modifications, quand on arrive après l'expiration du délai au tribunal, et qu'on fait preuve que les parents n'ont pas donné suite aux recommandations et qu'ils n'ont pas apporté de changements significatifs dans leur vie; que c'est pour ça qu'on veut le placement, les juges réagissent assez bien. Avant les modifications, j'intervenais aussi et je vois une différence. C'était souvent des 1 an, 2 ans ou 5 ans. (Intervenant)

Ces propos laissent croire que les modifications à la LPJ visant à faciliter l'obtention de projets de vie permanents chez les jeunes ont un certain succès dans la poursuite de cet objectif.

### 3.1.5 Les placements dans la famille élargie : une mesure plus faciles à obtenir

Selon plusieurs participants, les placements à majorité semblent plus faciles à obtenir lorsque les enfants sont confiés à des membres de la famille élargie plutôt qu'à une famille de type Banque-Mixte.

C'est plus facile, d'autant plus que les amendements viennent réaffirmer la nécessité d'avoir vérifié dans la famille élargie en premier lieu. On le faisait auparavant, mais la loi le réaffirme. Les juges sont toujours bien heureux de voir que des membres dans la famille élargie sont prêts à accueillir l'enfant. Est-ce que c'est une bonne chose cliniquement? Ça c'est une autre question. Mais en partant, c'est bien vu, les juges applaudissent à deux mains. En plus, c'est facile avec les parents. Souvent c'est les parents qui proposent ça. Le rationnel se tient dans la mesure où ce milieu a du sens aussi. (Réviseur)

On a proposé un placement chez grand-mère [...]. Ça facilite le débat. Les parents se sentent moins menacés quand c'est une ordonnance dans la famille élargie. La loi prévoit qu'on doit faire cette vérification. Alors on rentre dans les objectifs de la loi. 99.9% des chances que le juge va accepter. Ça facilite la tâche du juge. (Avocat)

Non seulement on demande dans la loi d'explorer en priorité cette possibilité, mais il semblerait qu'il s'agisse d'une mesure moins lourde de conséquences pour les parents. En effet, les parents pourront vraisemblablement fréquenter plus facilement leur enfant dans ce contexte puisque celui-ci sera le plus souvent hébergé chez un membre de la famille proche avec qui les parents entretiennent déjà des rapports, comme leurs propres parents, un frère ou une sœur.



Le placement à majorité demeure pour la plupart des participants à cette étude une mesure difficile à défendre et ce pour différentes raisons. Cette mesure est lourde de conséquence et suscite souvent beaucoup d'opposition de la part des parents. Certains juges pourraient également être réticents à rendre des décisions allant dans ce sens à cause des valeurs qu'ils entretiennent face aux liens du sang par exemple. Bien que la nouvelle LPJ en facilite l'obtention, il n'en demeure pas moins qu'une telle mesure demande une préparation méticuleuse de la part des intervenants sociaux. Le placement dans la famille élargie semble pour sa part plus facile à obtenir.

### **3.2 Influence de la situation de compromission sur la résolution du dossier**

Les acteurs socio-judiciaires rencontrés ont principalement identifié la clarté de la situation de compromission comme ayant une influence sur l'obtention ou non d'un jugement favorable.

### **3.2.1 Une situation de compromission claire : un facilitant pour l'obtention d'un jugement favorable**

Lorsque la situation de compromission est claire, il semble plus facile pour les participants d'obtenir gain de cause :

Les parents avaient plusieurs problématiques lourdes et c'étaient de jeunes parents. Cela influençait positivement la résolution du dossier, pas le dossier nécessairement. Je suis mal à l'aise de dire « positivement » mais... On a pu établir un projet de vie rapidement à cause de la lourdeur des problèmes des parents. Il y avait beaucoup de services dont les parents s'étaient désengagés. La preuve était quand même assez accablante. (Avocat)

C'est un dossier de négligence lié à un problème de santé mentale de la mère. [...] Elle n'a pas de déficience, mais elle n'a pas de capacité d'apprentissage au niveau des capacités parentales sur comment s'occuper de l'enfant ou d'empathie face à son enfant. Lorsque l'enfant a habité avec sa mère, sa vie a été en danger à cause de cela. On a pu démontrer cela avec différentes expertises, le juge n'avait pas d'autres choix que de dire que l'enfant ne pouvait pas revenir avec sa mère. C'était très clair. (Intervenant)

Dans de telles situations, où les problèmes sont évidents et majeurs, il deviendrait clair pour la magistrature que l'enfant doit obtenir un nouveau milieu de vie. Naturellement, on ne saurait souhaiter qu'un enfant se retrouve dans une telle situation, mais, à tout le moins, une situation où la compromission reste sans ambiguïté faciliterait la demande de placement à majorité puisqu'il devient clair que l'enfant doit être placé dans un milieu pouvant assurer son bien-être.

Dans cette optique, certains motifs de compromission seraient plus faciles à trancher. À ce propos, les participants dont le dossier retenu impliquait une problématique d'abandon mentionnaient que ce motif de compromission était très clair. Dans cette situation, comme les parents ne prodiguent plus à l'enfant les soins qui lui sont nécessaires, celui-ci doit impérativement être placé.

C'était un cas d'abandon. C'était plus facile et rapide au niveau de la résolution : la mère n'est pas là. C'est dommage pour l'enfant, car il n'a pas beaucoup d'information sur ses parents, pas de livre de vie par exemple. Mais les situations d'abandon, c'est plus simple et plus rapide. (Intervenant)

Les juges sont frileux avec les projets de vie permanents. Maintenant ils disent que 4-5 ans c'est un projet de vie permanent. Mais avec un jeune bébé et une situation d'abandon, ils sont plus enclins à se prononcer rapidement. Mais c'est quand les enfants sont plus vieux, c'est plus compliqué. Mais quand le parent ne se présente même pas, le juge tranche rapidement. (Réviseur)

L'abandon des parents, leur absence aux rencontres fixées par les intervenants ainsi qu'aux visites supervisées sont autant de situations qui facilitent l'obtention d'un jugement favorable puisqu'il devient évident que ces parents ne seront pas en mesure de prendre soin adéquatement de leur enfant.

### 3.2.2 Les situations de compromission ambiguës : plus difficiles à trancher

Au contraire, lorsque la situation de compromission est moins évidente, les participants rapportent qu'il est plus difficile d'obtenir gain de cause.

Dans ce cas : il y a un problème de consommation très grave avec tout son lot de problèmes concernant les deux parents. La mère n'a pas de capacités parentales : c'est réglé. Au niveau du père : il a des capacités parentales. Mais le problème c'est qu'avant d'en venir à dire que malgré ses capacités parentales, il ne peut pas garder l'enfant, ça peut être long et compliqué. Pendant un bout, il peut être correct, mais avoir une rechute après. Ce va-et-vient fait que ce n'est pas clair. (Réviseur)

De l'avis de certains acteurs socio-judiciaires, la négligence est un motif de compromission plus difficile à prouver :

Avec la négligence c'est les dossiers parfois les plus difficiles. Il n'y a jamais une situation de négligence qui fait que c'est un dossier de DPJ. C'est 1 + 1 + 1 + 1 + qui fait la preuve. Si en plus on a des parents manipulateurs, ce n'est pas facile. Si c'est un parent démuné c'est souvent plus facile parce que son témoignage est ta preuve. (Avocat)

C'est un dossier qui s'annonçait problématique. De la négligence ce n'est pas nécessairement mesurable ou quantifiable contrairement à la violence ou à un abus où il y a des traces, même si ce n'est pas toujours facile ça non plus. La négligence, c'est plus insidieux, ça s'installe tranquillement. C'est plus difficile à prouver quand les parents semblent être de bonne foi et vouloir se reprendre en main. (Intervenant)



La négligence serait donc plus difficile à prouver parce qu'il s'agit d'éléments qui, pris individuellement, ne seraient pas nécessairement problématiques ou faciles à prouver, mais qui mis ensembles pourraient motiver une mesure comme le placement à majorité.

Du point de vue des intervenants, la situation de compromission et le contexte de cette situation exercent une influence certaine sur leur satisfaction face à la résolution de leur dossier puisqu'ils auront davantage de chances de gagner cette cause. Un dossier où le motif de compromission est clairement établi sera plus facilement réglé que celui où la situation est plus ambiguë comme parfois peut l'être la négligence des parents.

### **3.3 L'influence des parents sur la résolution du dossier**

Les réponses des participants laissent entendre que la relation avec les parents ou leur comportement semble être un facteur important pour faciliter l'obtention d'un jugement favorable ou non à la position de la DPJ. Plusieurs facteurs à ce sujet ont été identifiés par les participants.

### 3.3.1 Des parents désengagés : de la résolution du dossier

Le désengagement des parents influencerait la résolution du dossier. Ainsi, certains participants mentionnent que si les parents ne sont pas impliqués, comme dans les cas d'abandon, cela est plus simple puisqu'il devient clair que le parent ne veut pas ou ne peut pas s'occuper adéquatement de l'enfant.

Et le fait que la mère n'était pas là, cela simplifie le dossier. J'ai un contre-exemple, dans un autre dossier, la maman n'offre pas les soins, mais est présente au niveau des contacts une fois par mois, alors ça rend la situation plus complexe. La présence du parent et son implication complexifie le dossier. (Intervenant)

Il arrive aussi parfois que les parents, bien que n'ayant pas abandonné leur enfant ne se présentent pas dans la salle d'audition. Un participant souligne que cela peut envoyer un message sur la mobilisation des parents.

Comme les parents n'étaient pas là, il n'y a eu aucune contestation : les rapports ont été déposés, l'intervenante a témoigné et le juge a tranché [...] C'est assez parlant que dans la salle d'audition il y avait seulement les avocats et les grands-parents. (Avocat)

De plus, une telle absence peut avoir comme effet d'affaiblir la preuve des parents, voire de faire en sorte qu'il n'y a aucune contre preuve.

Le fait qu'ils ne se soient pas présentés au tribunal parlait tout seul. Il n'y avait pas de contre preuve. (Intervenant)

### **3.3.2 Des parents impliqués dans le dossier : résolution plus longue et difficile**

Par ailleurs, plusieurs participants mentionnent qu'ils doivent faire face à une plus grande résistance lorsque les parents s'impliquent dans le dossier et contestent activement la position de la DPJ. Dans de tel cas, les acteurs sociaux-judiciaires ne peuvent pas espérer un consentement et le passage au tribunal est inévitable.

C'est certain que de par sa condition, Madame était très opposée aux mesures. Le procureur de Madame a trouvé ça difficile, à cause de ses problèmes de santé mentale. La relation n'était pas mauvaise, elle collaborait, mais elle était très opposée aux mesures proposées. [...] Cela a influencé la résolution, parce que nos positions étaient opposées, il a fallu l'amener à terme. (Avocat)

De plus, les parents (et leurs avocats) qui s'opposent à la position de la DPJ apporteront une contre-preuve et des arguments pour faire douter le juge de la pertinence de la position de la DPJ. Les acteurs socio-judiciaires devront donc investir plus d'effort dans un tel dossier afin de faire face à la résistance qui s'offrent à eux.

Certains parents ne veulent lâcher prise. Ils se battent. Malgré tout ce qu'on peut apporter à la cour pour illustrer les lacunes, les avocats vont aller chercher les points forts. Cela déstabilise les juges. Ça fait que c'est plus long,



même parfois les juges dépassent le délai maximal pour s'assurer que c'est vraiment la bonne décision. (Réviseur)

De façon plus générale : c'est les dossiers très contestés où on doit mettre beaucoup de temps. Mais on manque de temps. (Avocat)

Cependant, les parents peuvent également être moins opposés ce qui facilite l'obtention d'un jugement favorable, puisque les contestations sont moins vigoureuses. Un participant illustre cette situation :

Les deux parents reconnaissent leurs difficultés et étaient d'accord avec nos recommandations. Si tu mets tout ça bout à bout, il n'a pas tellement de grandes contestations... [...] Dès l'instant où on s'entend, on passe à la cour et c'est facile. (Réviseur)

### **3.3.3 Le comportement des parents : parfois une preuve contre eux-mêmes**

Malgré l'opposition que peuvent avoir les parents à la position de la DPJ, certains participants rapportent que les parents eux-mêmes peuvent faciliter la preuve qui est faite contre eux par leur comportement au tribunal ou par leur témoignage.

Dans ce dossier, c'était facile de démontrer que les parents n'avaient pas les compétences parentales. Tu mettais le parent dans la boîte pour témoigner et deux minutes après, la preuve était faite. Les choses parlaient par eux-mêmes. Le débat n'était pas là. C'était de maintenir l'enfant dans le milieu élargi ou pas. (Réviseur)



Mais les faits parlaient d'eux-mêmes : Sur trois rencontres, la mère ne s'est pas présentée à deux, le père a éclaté au tribunal, il a démontré son potentiel d'agressivité en pleine cour et la famille d'accueil a fait bon témoignage (Intervenant)

Le comportement inadéquat des parents viendrait donc confirmer la position de la DPJ et potentiellement leur faire perdre leur crédibilité devant la cour.

### **3.3.4 Des parents cachant parfois de l'information : résolution plus complexe**

Certains participants rapportent que les parents cachent parfois de l'information ou sont manipulateurs. Cette dissimulation potentielle aurait pour effet de rendre l'établissement de la preuve plus difficile, puisque des morceaux d'information ne seraient pas accessibles aux acteurs socio-judiciaires.

Le juge tout ce qu'il voit ce sont les gens devant lui, alors c'est important d'avoir de bons témoignages, de bons rapports. Quand on a des parents démunis ou déficients et qu'on les fait témoigner, on n'a pas besoin d'une aussi grande panoplie de preuve : leur témoignage devient ta meilleure preuve. C'est plus difficile quand c'est des « bons bougons ». C'est d'autant plus important d'avoir un intervenant qui a fait un suivi, qui a l'histoire antérieure pour offrir bon témoignage. (Avocat)

Le père n'avait pas une bonne relation avec l'intervenant d'avant. Avec moi, ce n'était pas facile non plu et je pense qu'il m'a caché de l'information. Cela a eu un impact. (Intervenant)

Un participant rapporte que face à de tels parents, il faut beaucoup de discipline afin d'être en mesure de départager le vrai du faux et de ne pas perdre le fil des événements :

Pour moi c'est facile, mais ce n'est pas facile pour tout le monde. À chaque fois qu'il nous donne une information, il faut aller la vérifier et la valider. Quelqu'un de pas discipliné va avoir de la difficulté à obtenir toute l'information. Il faut être à l'aise de se démêler dans tous les services, comme par exemple à Ste-Justine, où il y a énormément de postes et de professionnels et de savoir qui fait quoi. Il faut être à l'aise de poser les questions, avoir un petit côté investigateur, et démêler l'information qu'ils nous donnent. Il ne faut pas prendre ce qu'ils nous disent pour acquis. (Intervenant)

Selon les témoignages recueillis, le comportement des parents tout comme la relation qui s'établit entre eux et l'acteur socio-judiciaire influencent positivement ou non la résolution du dossier. Ainsi, le parent peu ou pas engagé auprès de son enfant ou encore le parent dont le comportement déviant est facilement observable permettra souvent une résolution rapide du dossier. Par contre, le parent qui malgré un comportement souvent lacunaire demeure impliqué auprès de son enfant pourra entraîner de plus longs délais. Il en va de même pour le parent qui cache ou déforme l'information sur ses actions compromettantes.

#### **4. QUEL EST LE RÔLE DE LA PREUVE DE LA DPJ DANS LA SATISFACTION DES PARTICIPANTS FACE À LA RÉSOULTION D'UN DOSSIER?**

Cette recherche veut explorer l'importance de la preuve de la DPJ dans la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution du dossier. Plusieurs participants ont d'ailleurs mentionné l'importance d'être adéquatement préparé pour obtenir gain de cause, surtout dans le contexte d'une demande de placement à majorité qui, tel que présenté précédemment, peut augmenter le niveau de difficulté.

##### **4.1 La base d'une bonne préparation : expertise psycho-sociale bien assise**

La DPJ décide de ses orientations à partir cette expertise. Il n'est pas donc surprenant que plusieurs participants l'aient mentionnée comme un élément important de l'obtention d'un jugement favorable.

#### **4.1.1 Un rapport de qualité sur lequel repose la preuve**

Plusieurs participants insistent sur l'importance d'un rapport de qualité. Les participants mentionnent fréquemment que ces rapports doivent être complets, concis et clairs tout en répondant aux attentes des juges.

Au niveau du rapport, on doit avoir des éléments clairs, mettre des dates précises. On se fait questionner là-dessus. On doit parler du travail qu'on a fait avec les parents, tout ce qui a été fait pour respecter leur droit. C'est très important, car les juges posent beaucoup de questions là-dessus. (Intervenant)

On avait de bons rapports pour [l'enfant], c'est important. Ils n'étaient pas trop longs, trop c'est comme pas assez. J'aime une histoire chronologique facile à suivre. Mais on doit s'adapter au juge. (Avocat)

Avec les avocats, les juges, ce qui est important, c'est la qualité de la manière dont on rédige les rapports, ils sont précis, concis, etc. Les rapports découlent : voilà le support offert, l'aide. (Réviseur)

#### **4.1.2 Un rapport nuancé qui ne s'attaque pas aux parents**

Non seulement les rapports se doivent d'être complets, mais plusieurs participants mentionnent qu'ils doivent user de nuance et de respect envers les parents. Ils suggèrent de montrer les forces des parents et non pas seulement pointer leurs faiblesses.



Il y a beaucoup d'empathie de la part des intervenants. Il ne faut pas mettre d'étiquette. Il faut parler des choses à travailler, des forces. Aborder les choses avec espoir et pas avec défaite. On perd de la crédibilité si on cale tout le monde avec les clichés, des phrases dures. Ça fait perdre de la crédibilité aux intervenants. (Réviseur)

Ce qui est le plus important est de donner le plus d'information possible sur ce qui est nécessaire tout en faisant ressortir les forces et les faiblesses de la situation. Quand on tend à donner un portrait qui fait ressortir toutes les lacunes des parents, ça fait en sorte que les gens se sentent heurtés. Mais quand on fait un portrait avec les forces, parce que les parents en ont des forces, ça fait en sorte que les juges et les avocats sont capables de les noter, de mettre en lumière ces choses-là. (Intervenant)

Les acteurs socio-judiciaires démontrent ainsi de l'impartialité et gagnent de la crédibilité aux yeux du juge et des autres personnes impliquées.

#### **4.1.3 Une démonstration de l'ensemble des services qui ont été offerts**

Plusieurs participants soulignent l'importance de démontrer que les intervenants ont offert, sans succès, tous les services et le soutien social pour aider les parents à garder leur enfant avant de demander un placement à majorité.

[L'intervenant] doit démontrer clairement ce qu'on a fait pour aider les parents, le nombre d'heures d'intervention, des choses qui parlent pour montrer l'intensité du travail qui a été fait. (Réviseur)

Cette exigence semble lourde à porter pour certains, comme en témoigne ce participant:

On doit montrer qu'on a mis l'intensité de service dans cette année. Montrer qu'on a travaillé très fort. Et que malgré tout ça, le parent n'a pas modifié ses choses. C'est nous qui devons faire la preuve qu'on a tout fait pour les aider. C'est nous qui avons la pression de faire la preuve de ce travail. C'est lourd pour l'intervenant. On est dans le concept de l'intensité de service. On est sous la loupe. (Intervenant)

Un réviseur mentionne qu'il est important de toujours offrir tous les services aux parents, même s'il ne croit pas que cela va donner de réels résultats.

[Il] y a peut-être eu des manques de notre part, il faut le reconnaître. Pas par mauvaise intention, on a toujours été de bonne foi là-dedans. On veut toujours le bien des enfants. Mais on a peut-être omis de tout faire ce qui était possible, qu'on y croit ou pas. Il ne faut pas arrêter d'offrir des services et d'essayer, qu'on y croit ou non. (Réviseur)

Un participant souligne que, le cas échéant, les parents pourraient se plaindre de ne pas avoir reçu ces services, compromettant ainsi les chances de la DPJ d'obtenir un jugement favorable.

Le juge demande toujours qu'on ait tout mis en place. Il veut qu'on ait exploré tous les chemins. Sinon, il va nous renvoyer le faire. C'est à notre avantage de le faire à l'avance. Ça évite que les parents prennent une porte de sortie en blâmant la DPJ. En disant que ce n'est pas de leur faute parce qu'ils n'ont pas eu d'aide, pas d'argent. (Intervenant)

Il semble donc impératif du point de vue des participants d'offrir tous les services requis dès le début de l'intervention psychosociale.

#### **4.1.4 Un projet de vie alternatif bien démontré**

Lors d'un placement à majorité, il faut non seulement démontrer que les parents ne sont plus en mesure d'assurer la sécurité et le développement de l'enfant, mais il faut également proposer un projet de vie alternatif.

Un autre obstacle [à une demande de placement à majorité], il faut trouver une famille d'accueil, ce qui n'est pas évident. (Réviseur)

Certains participants rapportent que les juges exigent que le caractère permanent du projet de vie soit clairement prouvé. Il ne s'agit pas seulement de trouver un foyer qui peut accueillir l'enfant pour un temps et, qui sait, jusqu'à majorité. On doit démontrer que le jeune y sera jusqu'à majorité :

Ce n'est pas juste le fait qu'il faut faire la preuve que l'enfant ne pourra pas vivre avec la mère, les juges veulent de plus en plus la preuve d'un projet de vie stable. Pour éviter qu'une fois qu'ils donnent le placement à majorité, on change le jeune de place huit fois. Cela fait bien du sens. Pour un placement à majorité, il faut faire une preuve plus étayée parce que cela a un impact beaucoup plus grand sur l'enfant et la famille. (Intervenant)



Un avocat laisse également entendre que la démonstration de la solidité du projet de vie alternatif est de plus en plus exigée par les juges.

C'est une problématique qu'on vit de plus en plus avec les juges. Ils veulent voir les familles d'accueil, qu'ils viennent s'engager devant eux. (Avocat)

Ainsi, les participants rapportent qu'un bon rapport contribue à l'obtention d'un jugement favorable. Ils décrivent ce rapport comme clair et concis et très près de la matérialité des faits. Un bon rapport spécifie les forces des parents et non seulement leurs faiblesses et il fait la démonstration de l'aide qui leur a été apportée. Puisqu'il s'agit d'une demande de placement à majorité le rapport doit présenter un projet de vie alternatif solide et réaliste.

#### **4.2 Le temps nécessaire à la préparation : une différence entre le milieu social et le milieu judiciaire**

Contrairement aux autres thèmes abordés, celui-ci se démarque par une différence prononcée entre, d'une part les intervenants et les réviseurs et, d'autre part, les avocats. Les avocats disent manquer de temps alors que les intervenants et réviseurs semblent dire que, d'une façon générale, la situation n'est pas problématique.



Plusieurs avocats disent rencontrer des délais serrés avec lesquels ils doivent composer et leurs conséquences sur leur travail.

[On] a trop de dossiers, on n'a pas suffisamment temps. On n'est jamais au bureau, on est toujours en cour. On travaille sur les dossiers le matin et le soir. On n'a vraiment pas le temps. On manque de ressources. Mais on dirait que c'est normal... Nos journées sont très chargées, on a souvent quinze dossiers. Et on n'a pas le temps de les préparer. (Avocat)

Mais on n'a pas tout le temps le temps de bien préparer ses dossiers. Souvent, on est sur le pilote automatique et par manque de temps on parcourt les dossiers en diagonale. On ne peut rencontrer nos clients que le matin même de l'audition. C'est ce qui fait que parfois c'est insatisfaisant pour nous, pour les clients, pour les autres procureurs parce qu'on est plus ou moins préparé et aussi pour le juge pour les mêmes raisons. Au nombre de dossier qu'on fait, ça nous arrive d'en mêler de temps en temps. (Avocat)

À partir de ces extraits il apparaît que les avocats manquent non seulement de temps pour leur préparation personnelle, mais qu'ils en manquent également pour travailler avec les intervenants sociaux. Plus loin, la sous-section *La collaboration entre le milieu social et le milieu judiciaire : importante mais pas toujours facile* illustrera que la collaboration entre les différents acteurs semble être un facteur important à une préparation adéquate de la DPJ.

Par ailleurs, les intervenants et réviseurs semblent dire que la situation s'est améliorée à ce sujet et qu'ils disposent maintenant de plus de temps et de soutien pour préparer leurs dossiers.

Avant il n'y avait pas autant de comités, le processus clinique n'était pas bien intégré, la connaissance de la loi n'était assez pas approfondie et pas partagée, la supervision était moins systématique. Maintenant, il y a moins de dossiers, plus de travail en équipe, de comités aviseurs, les parents peuvent rencontrer plus de personne. (Réviseur)

Ça s'améliore déjà depuis quelques années. Maintenant, la charge de travail fait qu'on a plus le temps de s'appliquer dans un dossier, s'impliquer, aller chercher de l'information. Il y a 10 ans, j'avais 26 dossiers et maintenant 10-14. (Intervenant)

Un intervenant mentionne le problème que posent les placements en situation d'urgence qui doivent passer rapidement devant la cour, tout en disant qu'en général la situation est acceptable.

Oui, d'une manière générale, on a suffisamment de temps. Dans certains cas on est pris par surprise, par exemple un placement d'urgence. C'est plus dur dans ces cas-là, c'est dur pour tout le monde. (Intervenant)

En résumé, la plupart des avocats participant à cette recherche indiquent manquer de temps dans la préparation des dossiers. Cette lacune jouerait un rôle certain dans leur satisfaction face à la résolution du dossier. Par contre, pour les intervenants et les réviseurs le temps ne semble pas aussi déterminant, ceux-ci rapportant avoir généralement assez de temps.

### **4.3 La collaboration entre le milieu social et le milieu judiciaire : importante mais pas toujours facile**

De nombreux participants se sont exprimés sur les défis et l'importance d'une collaboration entre les acteurs du milieu social, soit les intervenants et réviseurs, et les acteurs du milieu judiciaire, soit les avocats. Cette collaboration, c'est-à-dire les rencontres et les échanges entre les acteurs du milieu social et du milieu judiciaire, aurait un rôle dans la préparation adéquate des dossiers et du passage à la cour, deux éléments ayant une influence dans l'obtention d'un jugement favorable.

#### **4.3.1 Importante mais peu fréquente**

Afin de se préparer adéquatement au passage à la cour, les acteurs socio-judiciaires gagnent à se rencontrer à l'avance. Si plusieurs acteurs socio-judiciaires s'entendent pour dire qu'une collaboration entre eux est pertinente, il semble cependant que celle-ci soit, dans les faits, plutôt rare.

[On devrait] avoir du temps pour préparer les nouveaux intervenants qui ne sont jamais passés à la cour et qui arrivent avec des gros dossiers de projet de vie de placement à majorité. Ils sont souvent pas assez préparés ou assez solides. Cela influence le rapport avec le juge : quand les intervenants ne sont pas préparés, les juges ne sont pas patients. [...] On a des procédures à l'interne mais on ne tient pas compte du temps qu'on a pour les respecter. On veut qu'on soit plus présents, qu'on soit davantage présents aux comités. On

aimerait ça être là dès le début avec les intervenants pour ne pas les faire travailler pour rien, pour être là au niveau de la prise de décision. Pour éviter de dire à la dernière minute que leur projet n'est pas possible. Mais n'on a pas le temps. J'ai travaillé dans d'autres contentieux et ce n'était pas comme ça. (Avocat)

Il y a un processus qui pour nous normalement devrait être toujours fait. On devrait avoir une rencontre avec l'avocat à l'avance : au moins une entrevue téléphonique. Mais souvent cela ne se fait pas, voire jamais. Personnellement, ça fait deux ans que je travaille au CJ et je n'ai jamais eu une telle rencontre. Ça rend la collaboration difficile. On rencontre l'avocat le matin même, on doit discuter dans le corridor, on ne pense pas à tout dire. Notre témoignage n'est pas préparé, on ne sait pas ce qui va nous être demandé. (Intervenant)

Le manque de temps semble un élément central à mise en place de la collaboration entre acteurs socio-judiciaires. Comme le souligne un avocat, il n'a même pas le temps de lire les rapports des intervenants avant qu'ils soient déposés. Ceci limite beaucoup l'implication et la contribution que les avocats de la DPJ peuvent avoir dans le dossier.

Les rapports, le problème, c'est qu'ils arrivent ici cinq jours avant et je n'ai pas le temps de les lire avant qu'ils soient déposés. Ils sont déposés, alors je dois vivre avec le rapport de la façon dont il a été déposé. Je les lis après qu'ils soient déposés 75% du temps. Je n'ai pas le temps de préparer les rapports avec mes clients. Dans les gros dossiers, on prend le temps, mais c'est l'exception. Des fois le rapport psychologique arrive deux ou trois jours avant et il doit être déposé tout de suite pour être dans les temps. En général, c'est correct, mais on n'a pas les outils ou le temps de toujours le préparer. (Avocat)



Un intervenant rapporte les conséquences que peuvent avoir le fait de ne pas avoir une bonne communication avec les avocats :

Dans ce dossier, on a changé notre recommandation au tribunal, avant l'audition. Mais on a oublié de parler à avocat, ça été presque catastrophique rendu au tribunal [...]. Je me rends compte que ce n'est pas juste clinique comme processus, mais aussi juridique. C'est important d'impliquer l'avocat dans la prise de décision. [...] Les avocats devraient nous appeler pour préparer notre cause, mais ils ne le font à peu près jamais. On se prépare de notre bord et on se parle cinq minutes avant si on a le temps. C'est un peu déstabilisant, ce n'est pas toujours facile de témoigner dans le contexte où on n'a pas eu le temps de se préparer avec eux sur ce qui va se passer. Si on a eu le temps de se parler pour s'assurer qu'on a tout intégré, qu'on est tous d'accord sur les mêmes recommandations, en général ça se passe bien. Si on ne fait pas ça, on peut avoir l'air un peu tarte. (Intervenant)

#### **4.3.2 Le respect des expertises mutuelles entre le milieu judiciaire et le milieu social**

Plusieurs acteurs socio-judiciaires mentionnent que les expertises mutuelles devraient être respectées. Cependant, selon les données recueillies dans cette étude, il semble que tant les acteurs du milieu social que les acteurs du milieu judiciaire soient parfois insatisfaits de la façon dont ce partage se fait.

Certains avocats se plaignent du fait que les intervenants ne respectent pas leur expertise. Ils avancent que bien qu'un projet de vie permanent soit valide sur le plan social, il ne le deviendra pas automatiquement sur le plan juridique.

Il y a parfois une incompréhension de la part des intervenants. [...] Ils ont de la difficulté à faire la différence entre les règles du milieu de l'intervention sociale et les règles juridiques. Par exemple, on a dossier où on veut un placement de cinq ans. Les parents disent qu'ils vont nous donner un consentement si on dit deux ans. La réponse des clients est souvent un non catégorique tout de suite. Et ils ne comprennent même pas que c'est notre obligation de rapporter les propositions qui viennent de l'autre côté de la table. Ils comprennent mal le jeu de la négociation qui se joue. Ce n'est pas parce qu'on demande cinq ans qu'on va l'avoir. On peut se retrouver avec une tout autre ordonnance. (Avocat)

Selon ce participant, les avocats seraient particulièrement bien placés pour saisir le jeu de la négociation et les risques de ne pas obtenir l'ordonnance souhaitée ainsi que pour décider de ce qui serait le plus pertinent de demander selon les circonstances.

Pour un autre avocat, les intervenants devraient se concentrer sur leur travail, c'est-à-dire s'assurer de mettre en place les conditions permettant à l'avocat de plaider avec succès le dossier devant le juge :

Aussi, les intervenants ont de la difficulté à s'en tenir à leurs champs d'expertise : le social. Par exemple, les placements à majorité, l'article 94.1. Cet article donne un délai maximal de placement, mais il y a certaines conditions pour que ça soit fait comme ça : on doit avoir un enfant stabilisé, qui est dans un milieu depuis un certain temps, qu'il évolue positivement, qu'il y a eu quelque chose mis en place pour favoriser les contacts avec les parents. Pour les clients, dès qu'il y a le dépassement de ce délai, ça devrait être placement à majorité. Mais ça c'est l'interprétation du milieu social... Ce n'est pas l'interprétation du judiciaire. Les intervenants doivent donc mettre en place les conditions pour que ça marche. Il faut bien documenter le *dossier*,

écarter les exceptions, les parents ont été respectés, etc. Si cela est fait, ça facilite notre travail, ça rassure le juge. (Avocat)

Un avocat souligne le danger de présenter des demandes qui ne remplissent pas ces exigences en expliquant que la crédibilité des avocats est mise à mal s'ils acceptent de plaider des causes reposant sur des dossiers mal préparés.

Nous aussi on se fait dire « ah oui les avocats de la DPJ... » C'est facile de perdre sa crédibilité. Il faut être conséquent avec ce qu'on demande. Certains acceptent de plaider une cause où on demande un placement à majorité pour un enfant qui n'a pas de famille d'accueil. C'est mauvais pour notre crédibilité. C'est sûr que quand on ne le fait pas, c'est frustrant pour la DPJ. Le problème c'est que certains avocats ici acceptent de le faire. Ça rend les juges plus méfiants, plus réticents. Les clients [c'est-à-dire les intervenants] font du magasinage et cherchent dans le contentieux un avocat qui va accepter de plaider leur cause, qui va dire « ok, on va l'essayer même si on va perdre ». Ça, c'est super mauvais pour notre crédibilité face aux autres procureurs et face aux tribunaux parce qu'ils vont penser qu'on plaide n'importe quoi. C'est pour ça que c'est important avoir une constance et que tout le monde s'enligne sur la même chose. (Avocat)

L'avocat suivant partage le même avis :

Si je vois qu'un dossier est mal préparé, je l'arrête. Quand on perd en cour d'appel, on recule de 5 ans. On doit prendre le temps de monter les dossiers. (Avocat)

Cette question de l'importance de la crédibilité sera également abordée plus bas dans la section portant sur l'équité procédurale.

Un avocat mentionne que, malgré tout, il faut rester ouvert à la position des clients afin de maintenir une bonne relation avec eux, et ce même si on n'est pas complètement d'accord avec cette position.

Mais j'ai toujours fait ça avoir le souci de vérifier avec mes clients [c'est-à-dire les intervenants] ce que je compte faire. Je vais leur exposer nos faiblesses, et pourquoi on doit négocier parfois avec l'autre avocat. Aussi, je leur dis « le pire des consentements est mieux que le meilleur des jugements » au niveau de l'adhésion. Certains réviseurs ou intervenants ne veulent pas négocier, et ça fait partie de mon mandat. On doit rester souple dans notre travail pour maintenir une bonne relation avec nos clients. (Avocat)

Du côté du milieu social, certains intervenants et réviseurs ont l'impression que leur opinion et position sur la demande à présenter n'est pas suffisamment prise en compte par les avocats. Un intervenant mentionne que les expertises devraient être respectées et partagées entre le milieu social et le milieu judiciaire, et que les avocats devraient représenter leur position et non pas la leur.

C'est beaucoup dans le respect de l'expertise de chacun. Quand on travaille en équipe, chacun connaît son métier, son domaine. Alors, c'est faire confiance à l'autre dans ce qu'il fait. Si on remet en question tout le monde et qu'on embarque dans l'expertise de l'autre, on ne fait pas bien son travail. Se concentrer sur notre expertise et faire confiance à l'autre. Ça s'applique aux juges et aux avocats. Le juge décide, ce n'est pas à nous de le faire. Nous, c'est de faire la preuve. Les avocats, c'est de nous représenter, et c'est là parfois que ça fait conflit. Quand les avocats ne prennent pas le temps de bien lire les rapports. Ça arrive à l'occasion. Ils nous représentent, c'est à nous de faire la preuve et ils ne devraient pas remettre en question ce que nous



voulons. [...] Nous lui donnons son mandat, il devrait représenter son mandat et ne pas faire son propre mandat. (Intervenant)

Dans la même ligne idée, un réviseur déplore la place que prennent les avocats dans des décisions qui devraient relever de l'expertise sociale.

On aurait pu demander la majorité beaucoup plus rapidement. On a amendé notre requête pour demander la majorité, mais on a eu seulement ce qu'on a demandé dans notre première requête. On avait un nouvel avocat qui était d'accord avec nous. Les avocats sont des aviseurs légaux, alors ils ont des avis différents. En fin de compte on est leur client et ils devraient prendre ce qu'on leur demande. Les intervenants ont l'expertise au niveau social. Le balancement du légal prend beaucoup de place. Aussi avec les amendements à la loi, la jurisprudence est en train de se bâtir et ils peuvent prendre plus de place. (Réviseur)

Un autre réviseur se plaint que les avocats proposent parfois des changements à la demande à la dernière minute alors que ces propositions de modification devraient plutôt être faites à l'avance.

Des fois [les avocats] essayent de nous faire changer notre orientation, et c'est déplaisant. Les intervenants ont cette pression là aussi. Ils arrivent et ils se font dire par nos propres avocats qu'on devrait peut-être changer de stratégie. Mais il est trop tard. En tout cas, c'est vrai que des fois on peut se réajuster, mais moi je n'aime pas tellement ça. On devrait bien se préparer avec les avocats. S'ils doutent qu'on puisse aller dans telle direction, qu'ils manquent d'éléments, ils devraient nous le dire, et pas le matin même. (Réviseur)

#### **4.3.3 Les désaccords entre intervenant et réviseurs : un malaise parfois perceptible**

Quelques participants rapportent également des désaccords entre les intervenants et les réviseurs relativement à la demande qui devrait être présentée au juge. Par exemple, l'intervenant n'est parfois pas d'accord avec la mesure que le réviseur, son supérieur, lui demande de défendre. Un avocat remarque qu'on peut sentir le malaise résultant de ce désaccord :

Parfois dans certains dossiers, on sent que l'intervenant à un malaise face à ce qu'il doit défendre et ça se sent. C'est une orientation qui vient d'en haut.  
(Avocat)

Un autre avocat affirme que lors de telles situations, les juges peuvent percevoir ce malaise et être alors tenter de rendre un jugement allant à l'encontre de la position de la DPJ qui ne semble pas faire l'unanimité au sein même de l'équipe socio-judiciaire.

Les réviseurs et les intervenants ne partagent pas toujours le même point de vue. Les intervenants doivent parfois venir en cour défendre une position avec laquelle ils ne sont pas d'accord. Aussi, on se retrouve avec une position à défendre qui nous rend mal à l'aise parce qu'elle n'est pas en accord avec les principes de la loi. Et en plus, si l'intervenant n'est pas d'accord et le laisse parfois savoir, les juges le comprennent et se sentent à l'aise d'aller contre la position du DPJ. Les réviseurs ne sont pas contents après. Nous on veut protéger notre client, mais en même temps, c'est un représentant de la DPJ, du réviseur. Alors, c'est compliqué. Les intervenants n'ont pas besoin de dire

grand-chose pour que le juge comprenne qu'ils ne sont pas d'accord avec la recommandation. (Avocat)

Force est de constater que la collaboration entre les acteurs sociaux judiciaires à l'obtention d'un jugement favorable contribue à une décision satisfaisante chez les participants même si une majorité d'entre eux reconnaissent que cette collaboration n'est pas toujours facile à développer et à entretenir. L'incompréhension de part et d'autre, le respect des champs d'expertise, une confiance mutuelle parfois chancelante, un manque de préparation, de communication, des points de vue divergents, etc., sont autant d'irritants à une bonne collaboration. En retour cette collaboration est un élément contribuant à l'obtention d'un jugement favorable et, par le fait même, à la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution du dossier.

#### **4.4 L'utilisation de connaissances scientifiques : surtout, ne pas sortir de son expertise**

Tel que mentionné dans le contexte théorique, le recours à un expert qui apporte un éclairage scientifique à une question peut augmenter les chances de succès d'obtenir un jugement favorable. Plusieurs acteurs socio-judiciaires disent utiliser l'expertise de médecins ou de psychologues lorsque nécessaire. Cependant, plusieurs d'entre eux



soulignent qu'ils ne peuvent pas mettre en preuve eux-mêmes des connaissances scientifiques qui ne relèvent pas directement de leur champ d'expertise.

Moi je ne peux pas citer des auteurs scientifiques. Je cite des auteurs de doctrine de droit. À moins que je fasse venir des experts. Et s'il n'y a pas de contre preuve, par prépondérance de la preuve, le juge doit donner raison à mon expert. Je ne peux rien citer, à moins que mon témoin expert ne l'ait cité.  
(Avocat)

Si un acteur sort de son champ d'expertise, il risque de se faire rabrouer par la partie adverse comme le rapporte cet intervenant :

Parfois, si on veut en parler [des connaissances scientifiques] les avocats des parents s'opposent à ça. On se fait remettre à notre place : on n'est pas témoin expert et on n'est pas là comme témoin expert, mais comme intervenant social. Habituellement on se fait ramasser : « De quel droit vous venez parler de ça? ». Je pense qu'on devrait pouvoir s'appuyer sur des connaissances scientifiques. Ça donne de la crédibilité à ce qu'on dit. Il faut asseoir nos conclusions sur quelque chose. Il faut y faire allusion sans en parler directement, sinon on se fait trop remettre en question. Il faut l'intégrer implicitement. Si cela a trop l'air formel et expert, ça ne passe pas. [...] Si notre théorie est intégrée dans un discours continu, ça marche mieux.  
(Intervenant)

Ce participant mentionne que les connaissances scientifiques sont utilisées de façon détournée : on y fait allusion sans explicitement mentionner les sources et on les intègre subtilement en évitant de donner l'impression de poser un diagnostic.



Développant la même idée, un autre intervenant explique comment il utilise certaines connaissances scientifiques :

Les théories de l'attachement, si on les utilise, on se fait ramasser par avocat. Mais on peut en utiliser des petits bouts. Nous utilisons la GED, la Grille d'évaluation du développement. C'est un outil, mais on ne peut pas amener ça au tribunal avec ça et dire « selon le GED, l'enfant cote tant à ça ». Si tu n'es pas expert, vaut mieux oublier ça, tu risques de te faire questionner. Mais je rapporte les éléments du GED : l'enfant peut faire telle ou telle chose, et telle ou telle autre chose. Je donne les comportements sans donner des conclusions. Par exemple, rapporter le nombre de mots qu'il peut dire à son âge, le fait qu'il n'est pas capable de sauter par-dessus un obstacle, qu'il ne connaît pas ses couleurs, etc. (Intervenant)

Un réviseur déplore cependant que l'utilisation des connaissances scientifiques par les intervenants soit si limité par des règles de droit. Selon lui, les intervenants possèdent une expertise qui devrait davantage être mise de l'avant :

Ce n'est pas une pratique courante de mentionner explicitement des textes, c'est une pratique très occasionnelle. Les intervenants ont peur de se faire ramasser, ce ne sont pas des experts dans tout. Et se prononcer là-dessus fera en sorte qu'ils se feront interroger de façon pointue. Les avocats tentent de discréditer le témoin quand on n'a pas de consentement. Alors, on se cantonne dans les faits. Mais je ne suis pas d'accord. On est dans un modèle socio-judiciaire avec la LPJ mais je trouve que le judiciaire prend beaucoup plus de place que le social. Il y aurait intérêt à ce que les intervenants fassent valoir leur expertise, car ils en ont. La personne autorisée est considérée comme partie au dossier, alors que le psychologue est considéré comme un expert neutre. On ne considère pas la personne autorisée comme étant neutre. La loi est faite ainsi, on ne peut pas faire autrement. (Réviseur)

En résumé, certains participants déplorent que l'utilisation des connaissances scientifiques soit limitée par des règles de droit strictes. En effet, plusieurs acteurs socio-judiciaires, et principalement les intervenants, ont rapporté souhaiter pouvoir utiliser ces informations si besoin est. Aux yeux de certains participants, cette restriction limite la mise à profit de leur expertise et pourrait ainsi réduire leur chance d'obtenir un jugement favorable et avoir par le fait même un impact sur leur satisfaction face à la résolution du dossier.

## **5. QUEL EST LE RÔLE DE L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE DANS LA SATISFACTION DES PARTICIPANTS FACE À LA RÉOLUTION D'UN DOSSIER?**

Cette recherche vise également à explorer comment l'équité procédurale influence la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution du dossier

### **5.1 La neutralité du juge parfois remise en question**

Plusieurs des participants à cette étude croient que les valeurs et la personnalité du juge peuvent avoir une influence sur la décision à rendre lorsque la DPJ demande un placement à majorité. De nombreux témoignages illustrent clairement cette perception.

Au niveau des valeurs, ce serait bien que les juges puissent faire abstraction de leurs valeurs et de leur vécu propre avant de porter un jugement. (Intervenant)

C'est sûr on est tous des êtres humains. Autant les juges que les intervenants que les procureurs. On a un bagage personnel et des fois on a l'impression que ça interfère, que ça influence. Quand c'est un juge, on sent qu'on fait face à ce bagage personnel sur lequel on n'a pas d'influence. (Avocat)

Plus spécifiquement, certains participants croient que les valeurs favorisant les liens du sang, c'est-à-dire les valeurs favorisant le maintien de l'enfant avec ses parents biologiques, influencent indûment les décisions de certains juges. Ainsi, selon ces participants, ces juges seraient moins portés à rendre des jugements qui auraient pour effet de retirer aux parents la garde de leur enfant de façon permanente.

Certains tendent à croire que le lien biologique est plus fort que le lien psychologique. Et que toutes les décisions doivent tendre dans ce sens-là. C'est un peu dangereux de juste prioriser les liens de sang. On en tient compte, mais quand il n'y a pas de relations, d'affection, de lien significatif, le lien de sang ne justifie peut-être pas [tout]. Si on ne va pas plus loin que le lien de sang, c'est dangereux. (Réviseur)

Un avocat croit que la loi donne un cadre aux décisions du juge, mais que celui-ci dispose d'une large marge de manœuvre à l'intérieur de ce cadre pour rendre la décision qu'il croit appropriée. Ses valeurs et croyances pourraient alors le guider :

Les valeurs jouent surtout au niveau des juges. Avec certains juges, c'est plus difficile de faire passer notre message. Les valeurs du lien de sang, entre autres, sont plus présentes chez certains juges, la crédibilité de l'intervention

psycho-sociale vs l'intervention judiciaire reste à démontrer, il faut ramer à contre-courant. C'est le facteur principal. C'est le juge qui est décisionnel, il va se laisser influencer davantage par un point de vue plus que l'autre en fonction de sa perception, de sa lecture de la loi, mais aussi, foncièrement, de ses valeurs fondamentales. La loi donne un cadre, mais laisse une place à la discrétion pour permettre aux tribunaux de rendre une décision qu'ils croient appropriée. Les juges ne se font pas violence pour rendre décision avec lesquelles ils ne sont pas d'accord ou qui les rend mal à l'aise, il y a toujours une porte de sortie juridique ou un rationnel juridique pour rendre telle ou telle décision. (Avocat)

Ce même avocat ajoute cependant que les juges n'ont pas tous les mêmes biais. Certains juges ont parfois un biais favorisant la position de la DPJ et leurs valeurs facilitent l'obtention d'un jugement favorable.

Le juge est le point majeur d'achoppement: il faut se lever de bonne heure pour avoir majorité avec certains juges [...]. Mais cela peut jouer dans les deux sens : c'est parfois plus facile de faire adhérer un juge à nos recommandations. (Avocat)

Un intervenant relativise également l'importance des valeurs des juges en affirmant que si ces valeurs entrent en jeu, elles n'agissent pas systématiquement. Un juge ne rendrait pas des décisions toujours en faveur des parents ou toujours en faveur de la DPJ.

[C]'est trop facile de dire que certains juges sont seulement pro-parents ou pro-DPJ. Ils ne prennent pas toujours des décisions dans ce sens. C'est plus des tendances. On connaît les juges, et on s'adapte. (Intervenant)



Des avocats soulignent également l'importance de s'adapter au juge en fonction de sa personnalité. D'un point de vue stratégique, il serait pertinent selon eux de modifier sa stratégie en conséquence pour augmenter ses chances de succès.

Aussi, il faut s'adapter aux juges. Ne pas se priver de plaider quelque chose devant tel ou tel juge, mais s'adapter. Par exemple donner plus de détails à tel juge qui en veut. Apprendre à connaître les juges est un atout. (Avocat)

La majorité des répondants questionnent à l'occasion la neutralité d'un juge. Ainsi plusieurs ont l'impression que les valeurs ou le vécu du juge viennent parfois influencer sa décision. Certains d'entre eux rapportent organiser leur préparation en fonction du juge en poste. La satisfaction des participants face à la décision peut donc être influencée par la perception qu'ils ont de la neutralité du juge. En effet, tel que mentionné dans le contexte théorique, un acteur socio-judiciaire sera moins satisfait d'une décision s'il croit que celle-ci a été guidée par les valeurs du juge et non pas les faits en l'espèce, et ceci à plus forte raison s'il n'a pas obtenu gain de cause.

## **5.2 L'importance de l'attention portée à l'expertise des acteurs socio-judiciaires**

Tel que mentionné dans le contexte théorique, il est important pour les personnes qui sont devant un juge d'avoir l'opportunité de s'exprimer. Avoir le sentiment d'être écouté par le juge favorise le sentiment d'équité procédurale et diminue l'insatisfaction en cas de décision défavorable. Les participants à cette étude vont

dans ce sens et se disent très sensibles au fait de se sentir écouté par le juge. De plus, les intervenants accordent beaucoup d'importance au fait que le juge et les avocats des parties aient pris le temps de lire leur rapport. Finalement, les participants restent sous l'impression que certains juges n'accordent pas suffisamment de crédibilité à l'expertise psychosociale.

### **5.2.1 Écouter les acteurs socio-judiciaires**

Pour plusieurs acteurs socio-judiciaires, le fait de se sentir écouté semble déterminant dans l'appréciation du processus judiciaire.

Les plus belles auditions, c'est celles où on a senti qu'on a été entendu. Le juge peut être en désaccord, mais au moins il a bien reçu nos perceptions, il nous entendu. Mais on sent qu'il a fait l'analyse, qu'il nous a respecté.  
(Avocat)

Un intervenant se sent respecté quand il a l'impression d'avoir pu dire ce qu'il avait dire, en toute sincérité, en toute transparence, sans se sentir attaqué de tout bord tout côté. D'avoir pu s'exprimer librement. (Réviseur)

À l'inverse, plusieurs participants ne se sont pas sentis respectés quand ils n'avaient pas l'impression que le juge les laissait s'exprimer suffisamment.

Il me coupait sans cesse. Il ne me laissait pas finir mes explications. Il disait « c'est assez, j'en ai assez attendu ». C'était irrespectueux. Le juge a le droit de ne pas partager le même point de vue que nous, mais il doit au moins

laisser l'intervenant exprimer ce qu'il a dire. Ce n'est pas parce que c'est un juge qu'il connaît tout. Le travail au quotidien c'est l'intervenant qui le fait, pas le juge. C'est important que le juge écoute l'intervenant. Il coupait même l'avocat du contentieux. Il se doit d'écouter toutes les parties et d'être respectueux. (Intervenant)

Je peux vous dire que dans certaines situations, le savoir-être entre collègue ou avec la magistrature ça peut être difficile, donc très insatisfaisant. Pour moi c'est insatisfaisant. Ça se traduit par des commentaires acerbes, de la non écoute, des surenchères des postions à voix haute, etc. Pour la magistrature, c'est le fait de ne pas nous permettre d'élaborer sur nos positions, de ne pas nous écouter, d'avoir des décisions qui nous donnent l'impression d'être déjà prises, des refus systématiques de preuve. (Avocat)

Qu'est-ce qui fait qu'un acteur socio-judiciaire se sente écouté ou non? Plusieurs d'entre eux se prononcent sur la question.

C'est bien quand on sent que le juge est intéressé et qu'il n'a pas l'air d'avoir une idée faite d'avance. Quand il nous pose des questions d'ordre clinique, des questions qui poussent le questionnement plus loin, quand on sent que comme professionnels, comme cliniciens notre travail est pris en considération, qu'il reconnaît notre compétence. Aussi, quand il s'adresse directement à nous, que ce n'est pas seulement les avocats, qu'il a l'air intéressé quand il nous regarde quand on parle, quand il nous demande notre avis, quand il nous pose parfois une question de clarification. (Intervenant)

Oui, il a pris le temps de questionner, d'essayer de comprendre ce que j'écrivais de voir le sens de ce que je disais. Il n'a pas seulement écouté bêtement, certains juges font comme s'ils n'écoutaient pas. Il a vraiment écouté et posé des questions. Certains juges ont carrément les yeux fermés. (Intervenant)

On remarque si un juge nous écoute avec son comportement non-verbal : il semble intéressé quand on parle, il initie un contact visuel. (Intervenant)

Il ressort de ces extraits que les participants ont l'impression qu'un juge les écoute quand il démontre de l'intérêt, pose des questions et regarde son interlocuteur. Cette écoute contribue à la satisfaction des acteurs-socio-judiciaires puisqu'il encourage un sentiment d'équité procédurale qui permet de diminuer l'insatisfaction face à une décision défavorable.

### **5.2.2 Lire les rapports des intervenants**

En plus de se sentir écouté, plusieurs intervenants mentionnent qu'il est important pour eux de sentir que le juge a consulté leur rapport avant l'audition, ce qui ne semble pas toujours être le cas. Les intervenants rencontrés semblent également penser que les avocats ne consultent pas toujours ces rapports non plus.

Le juge devrait avoir tout lu l'inventaire des pièces ce qui n'est parfois pas le cas. J'ai parfois l'impression que les juges ou les avocats n'ont pas lu ça, qu'ils n'ont pas eu le temps. Pour avoir le même niveau de préparation, qu'on ne perde pas de temps et qu'on ait une bonne compréhension, c'est important qu'ils se préparent autant que nous. (Intervenant)

Certains juges peuvent réciter la phrase que j'ai écrite alors que d'autres ont lu mon rapport en survol. Même chose pour les avocats. Certains n'ont pas lu le dossier et ne savent pas de quoi on parle. Ils peuvent faire semblant, mais ça se voit. (Intervenant)



### 5.2.3 Accorder de la crédibilité à l'expertise psycho-sociale

Plusieurs participants croient que certains juges ne leur accordent pas suffisamment de crédibilité et que ceux-ci gagneraient à être sensibilisés davantage à l'importance du travail social.

On vient à les connaître les juges et celui-là est comme ça avec les intervenants. Il a des préjugés contre les intervenants. On n'est pas des professionnels, on est juste des petits intervenants. Je me sens comme ça avec ce juge-là. Son attitude me faisait sentir comme ça. (Intervenant)

À cet effet, certains pensent qu'il serait nécessaire de sensibiliser les juges à leur travail afin leur montrer le bien-fondé de leur intervention :

Les juges devraient être sensibilisés à notre travail. Qui on est, qu'est-ce qu'on fait dans la vie, comment on travaille, comment on applique cette loi. Dans ce dossier ce n'était pas un problème. Mais dans une autre cause, pour ce juge, on est incompetent. Il ne tient pas compte de ce qu'on dit. Il va chercher plusieurs autres évaluations alors que ce n'est pas toujours nécessaire. (Intervenant)

Au niveau des juges, de façon systématique il pourrait être pertinent de les informer de nos programmes, de nos fondements cliniques, etc. On gagnerait à long terme de se faire connaître. On doit leur montrer que les placements sont adéquats. Rassurer les juges pour leur montrer qu'on n'est pas contre la loi, mais qu'on est avec elle. Plus on informe les juges de notre travail et du sens de nos interventions, meilleure sera notre crédibilité. (Avocat)

Dans la section traitant du respect des expertises mutuelles entre le milieu judiciaire et le milieu social, des avocats ont également mentionné l'importance de la crédibilité. Afin de la conserver, ils suggéraient de ne pas plaider des dossiers incomplets ou ayant peu de chance de succès.

### **5.3 Des échanges qui manquent parfois de civisme**

Certains participants déplorent les commentaires irrespectueux dont ils se disent parfois victimes. Un intervenant raconte comment il s'est senti devant un juge :

Le juge a été très sévère à mon égard. Je ne me sentais pas considérée comme un professionnel. Il a passé un commentaire à la limite du manque de respect. On vient à les connaître les juges et celui-là est comme ça avec les intervenants. Il a des préjugés contre les intervenants. On n'est pas des professionnels, on est juste des petits intervenants. (Intervenant)

Un réviseur considère même que la situation se détériore.

On assiste de plus en plus au fait que les travailleurs sociaux se font rentrer dedans par les juges. Il y en même qui leur manquent carrément de respect. Ils leur disent par exemple « Savez-vous lire?! ». Ça commence à se détériorer. Je n'ai pas connu ça du temps où j'étais intervenant. Les juges pouvaient ne pas être d'accord, mais ils n'étaient pas irrespectueux. Le juge qui a dit ça, je ne pense pas qu'il représente la majorité, mais les juges sont beaucoup plus agressifs. (Réviseur)

Un avocat perçoit que ce manque de respect est particulièrement présent à Montréal.

Je n'ai jamais vu des juges et des avocats aussi irrespectueux qu'à Montréal. Il y a une exaspération généralisée. Je n'avais pas vu ça avant d'arriver à Montréal. Des juges s'attaquer à des intervenants de façon personnelle. J'ai vu plusieurs de mes collègues sortir de la cour en pleurant. (Avocat)

Ces résultats laissent entendre que certains acteurs socio-judiciaires ne se sentent pas respectés devant certains juges.

## **ANALYSE TRANSVERSALE RÉSULTATS**

Dans la section précédente, différents thèmes ont émergé de l'ensemble des entrevues permettant de documenter les déterminants potentiels de la satisfaction des participants face à la résolution d'un dossier. Le modèle a été modifié en incluant les thèmes identifiés lors de l'analyse verticale. À l'aide de ces informations, le tableau suivant a été élaboré afin d'évaluer comment chacun de ces thèmes est lié à la satisfaction des participants face à la résolution du dossier spécifiquement visé par l'entrevue.



Tableau 2 : Analyse transversale de satisfaction des participants dans le dossier sur lequel ils étaient interrogés en fonction des thèmes ayant émergées de l'analyse verticale

Thèmes		Satisfaits (N=15)	Ambivalents (N=3)	Insatisfaits (N=5)
<b>Jugement favorable à la position de la DPJ</b>	Jugement favorable	11	0	0
	Jugement défavorable	4	3	5
<b>Effet du jugement</b>				
Sur l'enfant	Effet positif / non négatif	10	3	0
	Effet négatif	0	2	2
	Non spécifié	5	0	3
Sur la famille d'accueil	Effet positif	1	0	0
	Effet négatif	0	1	2
	Non spécifié	14	2	3
<b>Caractéristiques du dossier</b>				
Situation de compromission claire	Oui	9	2	0
	Non	1	0	3
	Non spécifié	5	1	2
Collaboration des parents	Parents désengagés	8	0	0
	Parents opposés	8	3	4
	Parents peu opposés	3	0	0
	Font la preuve contre eux-mêmes	2	1	1
	Parents cachent de l'info	2	0	4
Problématique	Abandon	3	0	0
	Négligence	12	3	5
	Mauvais traitements psycho	0	0	0
	Abus sexuels	0	0	0
	Abus physiques	0	0	0
	Troubles de comportement	0	0	0
Mesure proposée	Placement à maj fam d'accueil	10	3	4
	Placement chez grands-parents	5	0	1
<b>Preuve de la DPJ</b>				
Expertise psychosociale	Rapport de qualité : oui	10	1	0

Thèmes		Satisfaits (N=15)	Ambivalents (N=3)	Insatisfaits (N=5)
bien assise	Rapport de qualité : non	0	0	0
	Non spécifié	5	2	5
	Rapport nuancé : oui	1	0	0
	Rapport nuancé : non	0	0	0
	Non spécifiée	14	3	5
	Services rendus : oui	7	0	0
	Services rendus : non	0	1	0
	Non spécifié	8	2	5
	Projet alternatif démontré : oui	4	0	0
	Projet alternatif démontré : non	2	2	1
	Non spécifié	10	1	4
Temps et outils nécessaires	Oui	12	2	4
	Non	1	1	1
	Non spécifié	2	0	0
Collaboration entre les acteurs socio-judiciaires	Respect expertises mutuelles			
	Oui	0	0	0
	Non	1	0	1
	Non spécifié	14	3	4
	Opportunité de collaborer			
	Oui	0	0	1
Utilisation des connaissances scientifiques	Non	2	1	0
	Non spécifié	13	2	4
	Oui	3	0	0
	Non	12	3	5
	Non spécifié	0	0	0
<b>Équité procédurale</b>				
Perception de la neutralité du juge	Oui	12	1	0
	Non : juge défavorable	0	1	4
	Non : juge favorable	1	0	0
	Non spécifié	2	1	1
Attention suffisante à l'expertise	Oui	14	2	0
	Non	0	1	5
	Non spécifié	1	0	0
Courtoisie	Oui	1	0	0
	Non	0	0	1
	Non spécifié	14	3	4

Sans procéder à des analyses statistiques, certains constats se dégagent à partir de la distribution des résultats de ce tableau. Lors de l'interprétation de ces données, il faut cependant garder en tête que le canevas d'entrevue explorait certaines de ces catégories directement (par exemple, il était directement demandé au participant s'il croyait que le juge avait donné à son expertise une attention suffisante dans le dossier en cause) alors que d'autres ont été abordé indirectement (par exemple, même si cela n'était pas demandé lors des entrevues, plusieurs participants ont mentionné spontanément que, d'une façon générale, le respect et la courtoisie étaient des éléments essentiels à leur satisfaction). Cela explique pourquoi dans certaines catégories, il y ait beaucoup de « Non spécifié ».

## **1. JUGEMENT FAVORABLE À LA POSITION DE LA DPJ**

Tous les 11 participants ayant obtenu un jugement favorable étaient satisfaits du jugement rendu. Par contre, parmi les 12 participants ayant obtenu un jugement défavorable, le sentiment de satisfaction est plus variable. On voit que, grosso modo, le tiers des participants est satisfait, le tiers ambivalent et le tiers insatisfait.

## **2. CONSÉQUENCES DU JUGEMENT**

On remarque également qu'aucun participant satisfait ne percevait d'effets négatifs sur l'enfant et qu'aucun participant insatisfait ne percevait des effets positifs chez



l'enfant. Deux des trois participants ambivalents percevaient à la fois de effets positifs et négatifs chez les jeunes.

### **3. CARACTÉRISTIQUES DU DOSSIER**

On peut aussi observer que huit des participants satisfaits ont mentionné que les parents étaient désengagés alors qu'aucun des participants ambivalents ou insatisfaits ne disait avoir eu affaire à des parents désengagés. Également, quatre des cinq participants insatisfaits ont perçu que les parents leur cachaient de l'information.

Les situations de compromission étaient passablement homogènes, 20 sur 23 étant de la négligence. Cependant, les trois cas d'abandon ont connu une résolution satisfaisante pour les participants concernés.



#### **4. PREUVE DE LA DPJ**

Il n'y a pas d'éléments qui se démarquent particulièrement dans cette catégorie. Il faut rappeler que plusieurs de ces catégories n'ont pas été explorées spécifiquement pour le dossier en question, ce qui explique vraisemblablement le nombre élevé de « Non spécifié ».

Parmi les participants interrogés, le manque de temps a rarement été cité comme ayant eu une influence dans le dossier en question. Seulement 3 participants –un dans chaque catégorie – ont mentionné avoir manqué de temps. Il reste cependant qu'il s'agit de 1 sur 3 dans le cas des participants à la satisfaction mitigée et 1 sur 4 dans le cas des participants insatisfaits.

#### **5. ÉQUITÉ PROCÉDURALE**

Les participants insatisfaits ont pratiquement tous rapporté que le juge ne leur semblait pas neutre et qu'il n'avait pas accordé à leur expertise une attention suffisante. Il s'agit de la situation contraire pour les participants satisfaits qui rapportent pratiquement tous que le juge était neutre et leur accordait une attention suffisante. Les opinions sont partagées parmi les participants ambivalents.

## CHAPITRE VII

### DISCUSSION

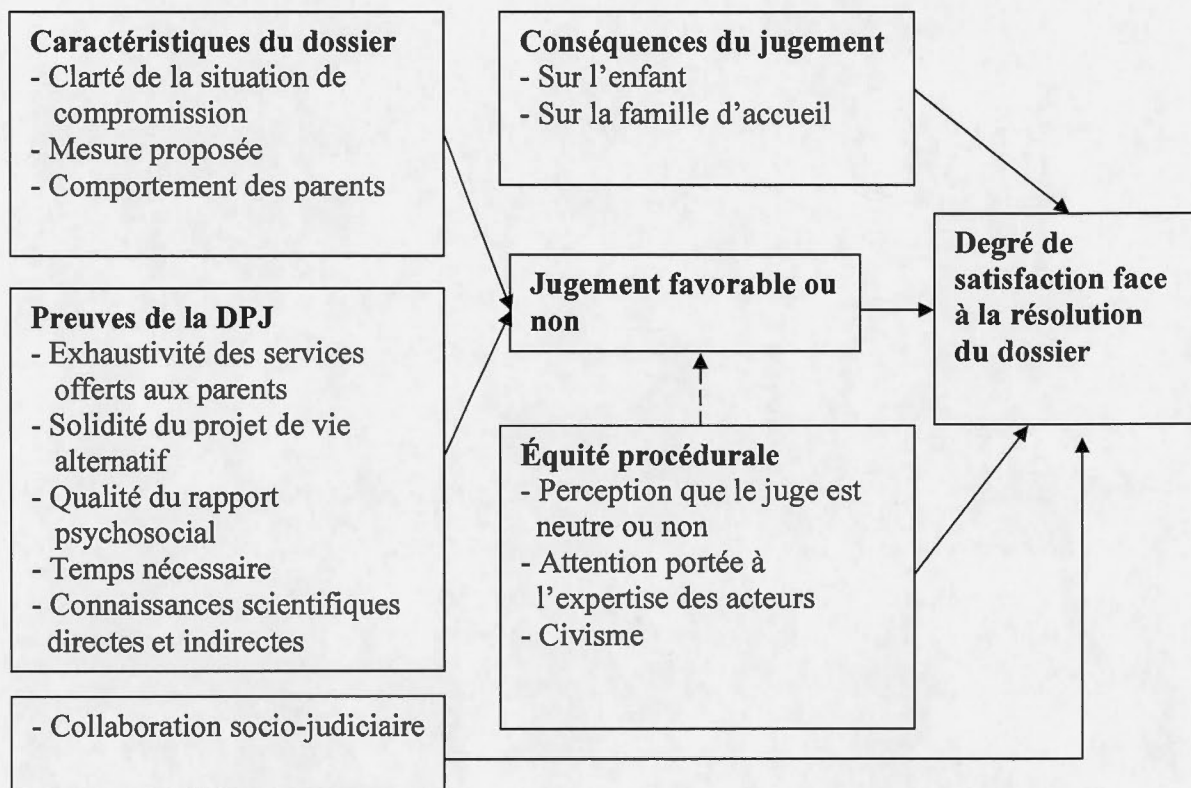
Cette recherche vise à 1) comprendre les facteurs en cause dans la satisfaction des acteurs socio-judiciaires en centres jeunesse face à la résolution des dossiers dans lesquels un placement à majorité est demandé en vertu de l'article 91.1 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* ; 2) comprendre les relations entre ces facteurs ainsi que leur importance relative; et 3) vérifier la pertinence du modèle préliminaire et en proposer, si nécessaire, une version corrigée et enrichie. Bien qu'il s'agisse d'une étude exploratoire, la réponse à ces objectifs apporte un éclairage inédit sur les facteurs qui contribuent à la satisfaction des acteurs socio-judiciaires lors d'un évènement lourd en conséquence : la décision de la Cour face à une demande de placement à majorité. Ce modèle pourrait aider les acteurs socio-judiciaires et leurs gestionnaires à comprendre les défis auxquels ils ont à faire face quand ils défendent leurs dossiers à la cour et l'impact que cela peut avoir sur leur satisfaction et, de façon plus large, sur le bien-être des enfants en cause.

Globalement, cette recherche montre que bien que le fait d'obtenir un jugement favorable ou non est important dans la satisfaction d'un acteur socio-judiciaire face à

une décision judiciaire donnée, cela n'est pas le seul déterminant. Plus précisément, si un acteur socio-judiciaire se déclarera pratiquement toujours satisfait d'une décision lui étant favorable, il ne se déclarera pas systématiquement insatisfait d'un jugement défavorable. Effectivement, d'autres éléments comme le sentiment d'équité procédurale et l'impact positif perçu du jugement sur le bien-être de l'enfant pourra faire en sorte que l'acteur socio-judiciaire se déclare satisfait, ou à tout le moins pas trop insatisfait, d'un jugement lui étant défavorable.

Suite aux analyses effectuées dans le cadre de cette recherche, le modèle préliminaire explicatif de la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution d'un dossier tel que présenté le contexte théorique semble prometteur. En effet, les réflexions des participants tendent à appuyer le modèle. Cependant, les participants ont également fourni plusieurs informations et de nombreuses précisions permettant de nuancer et d'enrichir le modèle préliminaire initialement conçu. La figure 2 présente le modèle explicatif ajusté suite à l'analyse des résultats.

Figure 2 : Modèle explicatif ajusté de la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution judiciaire d'un dossier



Les différentes composantes de ce modèle ajusté seront présentées et discutées dans la section suivante.



## 1. JUGEMENT FAVORABLE OU NON

En accord avec la littérature citée dans le contexte théorique (Resnik, 1990 ; Ohbuchi, 2005), l'obtention d'un jugement favorable semble influencer positivement la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à une décision. Ainsi, aucun des participants ayant obtenu un jugement favorable ne rapporte avoir été insatisfait de ce jugement. Le seul élément pouvant altérer la satisfaction liée à un jugement favorable serait une divergence d'opinion entre les acteurs socio-judiciaires. Cet élément sera abordé de façon détaillée plus loin dans la discussion.

Plusieurs participants à l'étude en conviennent, l'obtention d'un jugement favorable est tributaire de différentes caractéristiques du dossier et passe par une préparation minutieuse du dossier. Leurs propos viennent ainsi porter appui au modèle développé.

Par ailleurs si un jugement favorable entraîne la satisfaction des participants, le contraire ne s'applique pas de façon aussi définie. Ainsi, un jugement défavorable peut être néanmoins satisfaisant, ou, à tout le moins pas trop insatisfaisant. Selon les répondants, il semble que les deux éléments contribuant le plus à leur satisfaction face à une décision défavorable sont, d'une part, leurs perceptions des conséquences de ce jugement sur le jeune et, d'autre part, le sentiment que l'équité procédurale a été respectée.

## **2. CONSÉQUENCES DU JUGEMENT**

### **2.1 Conséquences sur l'enfant**

Les résultats des entrevues ont permis d'identifier un nouvel élément au modèle préliminaire: les conséquences du jugement sur le jeune. Selon les dires des participants cet élément semble crucial à leur satisfaction. Un jugement perçu comme entraînant des conséquences positives pour l'enfant serait plus satisfaisant qu'un jugement perçu comme ayant des conséquences négatives. D'ailleurs, l'ensemble des participants ayant perçu le jugement comme négatif pour l'enfant étaient insatisfaits de la décision. Par contre, les participants qui, tout en ayant obtenu un jugement défavorable, percevaient le jugement comme ayant des conséquences positives sur l'enfant, ou du moins ayant peu de conséquences négatives se disaient satisfaits de la décision ou avaient une opinion mitigée.

Tel que mentionné plus haut, le concept de stabilité est au cœur des préoccupations de la DPJ. Afin d'éviter les problèmes causés aux jeunes par des milieux de vie précaires et des déplacements successifs, la LPJ favorise l'adoption relativement rapide d'un projet de vie permanent. Ceci étant dit, on doit garder à l'esprit que la LPJ et l'intervention sociale reposent sur la notion d'intérêt de l'enfant. En accord avec ce principe, les résultats obtenus suggèrent que les acteurs socio-judiciaires ne considèrent pas le placement à majorité comme une fin en soi. Si, après coup, ils

considèrent que le jugement, bien que n'accordant pas le placement à majorité, ne nuit pas aux intérêts de l'enfant, leur satisfaction face à ce jugement s'en trouvera augmentée. Certains participants rappelaient d'ailleurs qu'on ne doit pas chercher à gagner à tout prix : on doit plutôt exposer l'ensemble de la preuve à une tierce partie, le juge, qui tranche en fonction de l'intérêt de l'enfant. Naturellement, un problème est que la notion d'intérêt de l'enfant est une notion qui peut amener différentes interprétations. Ainsi, suite à une décision défavorable, un acteur socio-judiciaire pourra rester convaincu que cette décision va à l'encontre de l'intérêt de l'enfant, et par le fait même, en être insatisfait.

De plus, ces résultats appuient l'énoncé du contexte théorique selon lequel il est largement admis qu'une personne cherchera davantage à réfuter un fait lorsque celui-ci est en désaccord avec ses croyances, valeurs et positions (Estabrooks, 2003 ; Hancock, 2004 ; Kramer, 2003 ; Lomas, 2000). Dans la mesure où l'intérêt de l'enfant est une croyance et une valeur centrale chez les acteurs socio-judiciaires, il est normal qu'un jugement perçu comme ne nuisant pas à l'intérêt de l'enfant soit moins insatisfaisant pour les acteurs socio-judiciaires. Dans un tel contexte, il apparaît d'autant plus pertinent de justifier à même le jugement en quoi celui-ci favorise le bien-être de l'enfant. Une telle explication pourrait peut-être influencer positivement la satisfaction qu'aurait l'ensemble des acteurs socio-judiciaires face à une décision qui est défavorable à leur position.

## 2.2 Conséquences sur la famille d'accueil

Les conséquences du jugement sur la famille d'accueil ont également été mentionnées par certains les participants comme pouvant avoir un effet sur leur satisfaction face au jugement rendu. Bien que seulement mentionné par quelques participants, cela semble néanmoins un point intéressant. On peut comprendre que l'acteur socio-judiciaire s'attache à une famille d'accueil avec laquelle il a collaboré pour la préparer à participer à un projet de vie auquel ils croient. Cependant, comme le rappelait un participant, chaque acteur doit garder en tête la primauté de l'intérêt de l'enfant. En effet, le premier paragraphe du premier alinéa l'article 3 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* stipule que : « *[l]es décisions prises en vertu de la présente loi doivent l'être dans l'intérêt de l'enfant et dans le respect de ses droits.* ».

## 3. CARACTÉRISTIQUES DU DOSSIER

Le modèle préliminaire postulait que les caractéristiques du dossier avaient une influence sur l'obtention d'un jugement favorable ou non. Plus précisément il mentionnait que la mesure proposée, la complexité du cas, la problématique, et la relation avec les parents aurait un effet sur l'obtention d'un jugement favorable ou non. Les réponses des participants, permettent de revoir ces constats avec quelques nuances, tel qu'illustré à la figure 2. Ainsi, dans le modèle ajusté, on retient trois caractéristiques du dossier pouvant avoir une influence sur l'obtention d'un jugement



favorable ou non : (1) la mesure proposée, (2) la clarté du motif de compromission et (3) le comportement des parents.

### **3.1 Mesure proposée**

Cette recherche stipulait à son départ que le placement à majorité est une mesure perçue comme étant ardue à obtenir de par l'hésitation de certains juges à séparer les enfants de leur famille biologique (Binnie, 2007 ; Paciocco, 1999 ; Huber, 1991 ; Lederman, 2000 ; Wenden, 2001 ; Turcotte, 2006). Appuyant ce constat, des participants ont rapporté que la difficulté à obtenir un placement à majorité pourrait être liée, entre autres, aux valeurs de certains juges qui hésiteraient à rendre de tels jugements

Cependant, les résultats sont également venus nuancer cette affirmation. Certains participants ont ainsi expliqué que si le placement à majorité peut être une mesure plus difficile à obtenir, c'est qu'il s'agit d'une mesure aux conséquences majeures, propice à soulever une vive opposition de la part des parents et qu'on ne peut la demander sans arguments solides. Cependant, avec un dossier bien monté, il ne ressort pas de leurs propos qu'il s'agisse d'un défi insurmontable, surtout depuis les modifications à la *Loi sur la protection de la jeunesse* qui ont introduit des durées maximales de placement. Finalement, plusieurs participants ont ajouté que les placements à majorité chez les grands-parents se font plus facilement puisque non

seulement cette mesure peut être moins menaçante pour les parents, mais elle est également inscrite dans les objectifs de la *Loi sur la protection de la jeunesse* qui stipule à la première partie du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 4 que :

« Lorsque, dans l'intérêt de l'enfant, un tel maintien dans son milieu familial n'est pas possible, la décision doit tendre à lui assurer, dans la mesure du possible auprès des personnes qui lui sont les plus significatives, notamment les grands-parents et les autres membres de la famille élargie, la continuité des soins et la stabilité des liens et des conditions de vie appropriées à ses besoins et à son âge et se rapprochant le plus d'un milieu familial. »

### **3.2 Clarté de la situation de compromission**

Suite à l'analyse des réponses des participants, les catégories initiales « Problématique » et « Complexité du dossier » ont été regroupées. En effet, ce qui semble le plus déterminant est le niveau de clarté du motif de compromission. Dans une situation où il est évident que les parents ne sont pas en mesure de reprendre leur enfant, une partie de la preuve de la DPJ devient plus facile à faire : l'enfant ne peut pas rester avec ses parents. Cela rejoint d'ailleurs les propos de Richard et Murrie (, 2007) à l'effet que lorsqu'il est clairement démontré que les parents sont inaptes à s'occuper de leur enfant ou encore que des signes multiples et concordants démontrent de la maltraitance, le juge n'hésite généralement pas à séparer l'enfant du parent négligeant. Cette démonstration est moins facile lorsque le motif de compromission n'est pas aussi clair. À cet effet, tel qu'avancé dans le contexte théorique, certains participants ont confirmé qu'il existait des problématiques qui

semblaient plus ou moins faciles à mettre en preuve. Par exemple l'abandon serait une problématique simple. La négligence semble plus complexe car les acteurs socio-judiciaires doivent parfois accumuler une série de faits qui pris séparément peuvent sembler relativement anodins ou sans effet de compromission, et doivent donc être réunis et liés afin d'établir une preuve suffisante.

Le contexte théorique mentionnait également que les valeurs des juges face à la gravité de certains actes influenceraient directement la probabilité qu'ils rendent un jugement en faveur d'une séparation entre un enfant et son parent. Cependant, si quelques participants ont donné appui à cette hypothèse, la majorité n'y faisait pas allusion. Ainsi, cet aspect n'est pas retenu dans le modèle ajusté.

### **3.3 Comportement des parents**

En accord avec le modèle préliminaire, les participants ont généralement confirmé qu'une mauvaise collaboration des parents rendrait plus ardu l'établissement de la preuve, rendant ainsi l'obtention d'un jugement favorable plus difficile. Ainsi, des participants ont mentionné que certains parents leur cachaient parfois de l'information, nuisant ainsi à la préparation d'un dossier complet et cohérent.

Par ailleurs, les résultats obtenus sont venus compléter ce qui avait été avancé dans le contexte théorique sur l'influence de la relation avec les parents sur l'obtention d'un

jugement favorable. La présence de parents désengagés, c'est-à-dire qui ne s'impliquent pas ou peu dans le processus judiciaire facilitent l'obtention d'un jugement favorable. Dans un tel cas, la preuve de la DPJ est plus facile à faire puisque peu ou pas de contestation serait opposée à leur demande et que parfois même, l'enfant est abandonné et doit donc être placé. À l'inverse des parents qui contestent activement la position de la DPJ rendent l'obtention de ce jugement plus difficile. La preuve de la DPJ est alors plus difficile à établir puisque les parents tentent de remettre cette preuve en question et d'en contester le bien-fondé devant le juge. Le comportement des parents peut aussi jouer en leur défaveur si de par leurs actions ils montrent qu'ils ne sont pas compétents comme parents. Il devient alors évident pour le juge qu'ils ne sont pas en mesure de prendre soin de leur enfant. Pour tenir compte de ces précisions, le modèle ajusté utilise l'expression « comportement des parents ».

#### **4. PREUVE DE LA DPJ**

Selon le modèle préliminaire proposé dans cette étude, il est postulé qu'une preuve montée dans les règles de l'art, complète et bien présentée au tribunal augmenterait les chances d'obtenir un jugement favorable et, par le fait même, un jugement satisfaisant. Quatre éléments avaient été examinés : (1) une preuve convaincante, (2) la collaboration entre les acteurs socio-judiciaires, (3) disposer ou non du temps et des outils nécessaires pour une préparation adéquate et (4) l'utilisation de



connaissances scientifiques. Comme il sera détaillé dans les prochaines sections, les résultats appuient globalement l'importance de ces éléments, tout en fournissant davantage de détails.

#### **4.1 Preuve convaincante**

Le modèle préliminaire postule qu'une preuve convaincante est déterminante dans l'obtention d'un jugement favorable. Les réponses obtenues des participants confirment l'importance de cet aspect. De plus, les participants donnent beaucoup de précisions sur les éléments nécessaires à l'obtention d'une preuve convaincante. Grâce à cette information, le modèle ajusté va plus loin que le modèle préliminaire. Alors que le modèle préliminaire se limitait à prévoir qu'une preuve convaincante était déterminante dans l'obtention d'un jugement favorable, le modèle ajusté précise les éléments qui composent une preuve convaincante : (1) un rapport psychosocial de qualité, (2) la démonstration que tous les services nécessaires ont été offerts aux parents et (3) un projet de vie alternatif durable pour l'enfant.

##### **4.1.1 Qualité du rapport psychosocial**

Les réponses des participants précisent que le rapport psychosocial est la base d'une preuve de qualité. Un bon rapport doit être complet, concis et clair. Plusieurs participants insistent sur le fait qu'ils ne doivent pas dresser un portrait exclusivement

négatif des parents. Les acteurs socio-judiciaires doivent savoir reconnaître les forces des parents et démontrer à l'intérieur même du rapport le soutien apporté pour permettre aux parents de conserver la garde de leur enfant. Ces éléments augmentent la crédibilité des intervenants en montrant qu'ils ne sont pas là contre les parents ou pour gagner une cause, mais plutôt pour dresser un portrait réaliste et complet de la situation.

#### **4.1.2 Exhaustivité des services offerts aux parents**

Afin d'obtenir une preuve convaincante, plusieurs participants mentionnent l'importance d'avoir rendu tous les services d'aide et de soutien aux parents afin qu'ils puissent être en mesure de se reprendre en main et de conserver la garde de leur enfant. Il semble qu'il s'agisse d'une étape incontournable dans l'obtention d'un jugement favorable. Certains disent que même si l'on ne croit pas à la possibilité de mobilisation des parents, il faut malgré tout offrir tous les services pouvant les aider. Une fois ces services offerts, soit les parents auront réussi à se reprendre en main, soit il sera possible d'affirmer avec un bon degré de certitude qu'ils ne sont pas en mesure de reprendre leur enfant. Cette exigence est d'ailleurs mentionnée au premier alinéa de l'article 8 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* qui stipule que :

« L'enfant et ses parents ont le droit de recevoir des services de santé et des services sociaux adéquats sur les plans à la fois scientifique, humain et social, avec continuité et de façon personnalisée, en tenant compte des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de

l'établissement qui dispense ces services ainsi que des ressources humaines, matérielles et financières dont il dispose. »

À son 4<sup>e</sup> alinéa, l'article 91.1 prévoit que le juge peut dépasser la durée maximale de placement si ces services n'ont pas été rendus :

« Toutefois, le tribunal peut passer outre aux délais prévus au premier alinéa si le retour de l'enfant dans son milieu familial est envisagé à court terme, si l'intérêt de l'enfant l'exige ou encore pour des motifs sérieux, notamment dans le cas où les services prévus n'auraient pas été rendus. »

Avoir offert ces services est une exigence incontournable pour l'obtention d'un jugement favorable à la position de la DPJ.

#### **4.1.3 Solidité du projet de vie alternatif**

Selon les résultats de cette étude il apparaît qu'il n'est pas suffisant de mettre de l'avant l'incapacité des parents de reprendre la garde de leur enfant pour obtenir un placement à majorité. Pour avoir une preuve convaincante, il faut de plus, présenter un projet de vie alternatif solide où l'enfant pourra s'épanouir. Il semble donc essentiel de produire une preuve de qualité à cet effet. Certains participants avancent que le témoignage direct de la famille d'accueil peut, à cet effet, être utile.

D'ailleurs, la Cour d'appel, dans le jugement *Protection de la jeunesse — 112010* (C.A., 2011-06-28) a récemment confirmé cette obligation en stipulant que la DPJ

doit « pour permettre au tribunal de rendre son ordonnance, faire la preuve que les mesures permanentes proposées sont viables. Ainsi, sans un engagement de la part de la famille d'accueil et sans la démonstration que des liens existent entre celle-ci et l'enfant, le tribunal peut refuser de rendre l'ordonnance demandée. » (Loslier, 2011)

#### **4.2 La collaboration entre les acteurs socio-judiciaires**

Le contexte théorique souligne l'importance pour les différents acteurs socio-judiciaires de collaborer à la préparation du passage à la cour. Plusieurs participants appuient cette partie du modèle en mentionnant l'importance de rencontres et de discussions préparatoires afin de développer de façon concertée une preuve solide et cohérente lors du passage à la cour. Cependant, ces participants déplorent du même souffle qu'ils ont rarement l'occasion de le faire.

Selon certains participants il existe des frictions au niveau du partage de l'expertise à l'intérieur de l'équipe de la DPJ. Ainsi, les intervenants et réviseurs disent demander à la cour ce qu'ils considèrent le mieux pour l'enfant alors que les avocats rapportent demander ce qu'ils considèrent comme possible d'obtenir dans les circonstances.

Si le premier modèle théorique suggère que la collaboration est un élément important de la construction d'une preuve de qualité, le modèle ajusté va plus loin. En effet, les frictions peuvent rendre le travail de coopération et la préparation plus difficiles (et



donc rendre l'obtention d'un jugement favorable plus laborieuse), mais elles peuvent aussi avoir un impact direct sur la satisfaction face à la décision rendue. Pensons à la situation où l'intervenant voudrait que la DPJ demande un placement à majorité alors que l'avocat pense qu'une telle demande a trop peu de chance d'être accordée. Si la position de l'avocat est retenue et présentée devant le juge, il est possible que l'intervenant soit insatisfait de la décision, même si la cause est gagnée. Un participant a d'ailleurs mentionné être insatisfait d'une décision qui était favorable à la position de la DPJ parce qu'il n'était pas d'accord avec cette position à la base. Tel qu'illustré dans le second modèle par une flèche liant la « Collaboration socio-judiciaire au « Degré de satisfaction face à la résolution du dossier », il est donc possible que malgré l'obtention d'un jugement favorable, un acteur socio-judiciaire soit insatisfait de la décision rendue.

### **4.3 Le temps nécessaire**

Le modèle préliminaire stipule qu'une condition de base pour établir une preuve convaincante est le temps et des outils adéquats. À ce sujet, les entrevues ont révélé un clivage entre les avocats d'un côté et les intervenants et les réviseurs de l'autre côté. Les réviseurs et intervenants interviewés ont révélé ne pas trop souffrir d'un manque de temps. Cependant, il semble qu'il s'agisse d'un aspect problématique chez les avocats qui nuit à la préparation de leurs causes. Plusieurs d'entre eux semblent préoccupés par le manque de temps et par l'organisation du travail. Dans le modèle

révisé, cet élément apparaît donc comme primordial dans la préparation d'une preuve convaincante.

Le modèle préliminaire suppose que certains outils, comme les documents nécessaires contribuaient à établir un rapport complet. Cependant, pratiquement aucun des répondants n'a mentionné ce type d'élément. Ainsi, le modèle ajusté ne tient pas compte de cet aspect.

#### **4.4 Utilisation de connaissances scientifiques directes ou indirectes**

Le modèle explicatif préliminaire indique que les connaissances scientifiques apportent depuis longtemps un soutien aux parties en cause dans un procès pour les aider à établir leur preuve devant les tribunaux. Les participants disent d'ailleurs utiliser des témoins experts au besoin.

Donnant appui au contexte théorique, plusieurs participants expliquent qu'ils ne peuvent pas eux-mêmes utiliser des connaissances scientifiques pour étayer leur rapport sous peine de se faire ramener à l'ordre par la partie adverse. Cependant, ils admettent tout de même utiliser des connaissances issues des sciences humaines, en se gardant bien de les mentionner de façon explicite. Cette façon détournée d'utiliser des connaissances scientifiques semble avoir un impact positif sur la rédaction de leur

rapport (l'élaboration de leur preuve) et donc ultimement sur l'obtention d'un jugement favorable.

L'utilisation des connaissances scientifiques peut donc être directe (en ayant recours à un expert) ou indirecte (en les intégrant dans le discours sans les nommer explicitement). Ainsi le modèle ajusté précise cette nuance en mentionnant que l'utilisation peut être directe ou indirecte.

## 5. ÉQUITÉ PROCÉDURALE

Le modèle explicatif préliminaire stipule que la perception de l'équité procédurale serait déterminante dans la satisfaction des participants face à la décision rendue. Les résultats obtenus viennent soutenir le modèle. Cependant, plusieurs participants ont mentionné que le manque d'équité procédurale était directement responsable du jugement défavorable obtenu (par exemple, « j'ai perdu parce que le juge était pro-parent » ou « j'ai perdu parce que le juge n'accorde pas de crédibilité à notre expertise »). C'est pourquoi dans le modèle explicatif ajusté, une flèche a été ajoutée entre la boîte « Équité procédurale » et la boîte « Jugement favorable ou non ». Cependant, comme les données recueillies ne permettent pas de se prononcer sur l'effet de l'équité procédurale sur le jugement, cette flèche reste en pointillé.

L'équité procédurale semble particulièrement importante dans les situations où les acteurs socio-judiciaires n'obtiennent pas un jugement favorable. Effectivement, tel que mentionné plus haut, le fait d'obtenir un jugement favorable fait en sorte qu'on est le plus souvent satisfait de la décision rendue.

### 5.1 Perception que le juge est neutre ou non

Le modèle préliminaire souligne l'importance de la perception de la neutralité du juge par les acteurs socio-judiciaires : si un acteur socio-judiciaire croit que le juge n'est



pas neutre, celui-ci risque fort d'être insatisfait de la décision lorsque celle-ci est défavorable. Comme pour les participants du rapport Turcotte (, 2006), plusieurs participants de cette recherche croient à l'influence occasionnelle des valeurs et de la personnalité de certains juges sur la décision rendue. D'ailleurs, quatre des cinq participants insatisfaits pensent que les valeurs des juges ont influencé négativement la résolution du dossier. Cependant, tel que mentionné plus haut, les données recueillies ne permettent pas d'évaluer l'influence réelle des valeurs des juges. Par exemple, on pourrait se demander si les participants ont perdu parce que les juges ont tranché le litige en se basant sur leurs valeurs plutôt que sur la preuve déposée devant eux ou, si à l'inverse, les participants pensent que les juges ont tranché le litige en se basant sur leurs valeurs parce qu'ils ont perdu. Quoiqu'il en soit, tel que mentionné dans le contexte théorique, une perception selon laquelle certains juges rendent leurs décisions en se fondant sur leurs valeurs plutôt que sur la preuve sera nuisible à la satisfaction des acteurs socio-judiciaires quand ce jugement leur est défavorable (Tyler, 2000 ; Burke, 2007).

Cette perception de l'importance des valeurs et de la personnalité du juge dans sa prise de décision amène certains avocats interviewés à préparer leur preuve en fonction de la personnalité du juge présent. Ils reconnaissent ainsi devoir s'adapter aux valeurs et à la personnalité du juge afin d'obtenir un jugement favorable. Ce dernier élément contribue également à confirmer la place de la perception de la neutralité du juge dans le modèle explicatif.

## **5.2 Attention portée à l'expertise des acteurs**

Les résultats obtenus ici soutiennent les écrits présentés dans le contexte théorique. Ainsi, l'opportunité de présenter de l'information pertinente à la cour augmente la perception d'équité procédurale (Thibaut, 1975 ; Walker, 1974 ; Lind, 1990). Il est important pour les participants de sentir qu'on s'intéresse à ce qu'ils communiquent. Ils désirent que les juges les écoutent quand ils parlent et qu'ils lisent leurs rapports.

D'une façon plus générale, il semble exister une certaine insatisfaction face à l'attention apportée à l'expertise psycho-sociale. Certains participants croient qu'à la base, les juges n'accordent pas suffisamment de crédibilité à leur expertise et qu'ils gagneraient à être sensibilisés à leur travail. En accord avec la littérature mentionnée dans le contexte théorique, il ne s'agirait donc pas seulement de se sentir écouté ou non dans telle ou telle situation, mais de sentir que l'expertise mise de l'avant est considérée comme crédible par le juge (Tyler, 2000 ; Tyler, 1987).

Cela va donc au-delà du simple fait de se sentir écouté, mais pourrait traduire un malaise plus profond face à l'attention accordée. Si les acteurs socio-judiciaires croient que, peu importe ce qu'ils disent ou ce qu'ils écrivent dans leur rapport, leur position est écartée d'emblée parce que considérée comme n'étant pas crédible, ils risquent davantage d'être insatisfaits des décisions rendues. Enrichie de cette nuance,

l'attention portée à l'expertise est donc conservée dans le modèle ajusté comme ayant une importance déterminante dans la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à un jugement.

### **5.3 Civisme**

Un aspect non prévu dans le premier modèle explicatif est le désir de se sentir respecté par le juge dans le processus judiciaire. Les participants ayant mentionné cet élément déplorent les commentaires irrespectueux dont ils disent avoir été témoins. Cet aspect aurait pu être inclus dans le modèle original, puisque le contexte théorique mentionnait qu'un des quatre éléments nécessaires à un sentiment d'équité procédurale est le respect, c'est-à-dire que les parties se sentent traitées avec dignité et respect par le juge (Tyler, 2000). Ainsi, il apparaît notoire que le civisme en cour a sa place dans un modèle explicatif de la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à la résolution judiciaire d'un dossier. Un acteur socio-judiciaire ayant obtenu un jugement défavorable dans un contexte où il sentait que le juge était irrespectueux à son égard risquera d'être encore plus insatisfait de la décision rendue.

## **6. SOMMAIRE DE LA DISCUSSION**

### **6.1 Adéquation du modèle initiale**

La satisfaction des acteurs socio-judiciaire face à la résolution des dossiers dans lesquels un placement à majorité est demandé dépend de plusieurs éléments. Le modèle préliminaire a tenté de les regrouper par thème et a permis un premier aménagement des données. Globalement, il a offert une base solide à l'élaboration du modèle ajusté et allait dans le sens des données. Peu d'éléments ont été retirés de ce premier modèle suite à l'analyse des données. Cependant, plusieurs thèmes ont été ajoutés ou raffinés. Le modèle ajusté ainsi obtenu est plus riche et complexe, reflétant mieux la variété de différents thèmes ayant une influence sur la satisfaction.

### **6.2 Facteurs influençant la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à une décision**

Selon le modèle proposé, plusieurs éléments contribuent à la satisfaction d'un acteur socio-judiciaire face à la résolution d'un dossier. Ce modèle indique que l'obtention d'un jugement favorable augmente la satisfaction d'un acteur socio-judiciaire. Différentes caractéristiques du dossier rendent plus ou moins facile l'obtention d'un jugement favorable: la clarté de la situation de compromission, la mesure proposée et la relation avec les parents. Selon le modèle ajusté, une preuve de qualité par la DPJ



augmente les chances d'obtenir un jugement favorable. La qualité d'un dossier dépend de plusieurs éléments : l'exhaustivité des services offerts aux parents, la solidité du projet de vie alternatif, la qualité du rapport psychosocial, l'utilisation de connaissances scientifiques et la collaboration des acteurs socio-judiciaires.

Le modèle identifie cependant, d'autres éléments pouvant influencer la satisfaction des acteurs socio-judiciaires que le simple fait de gagner ou non. Les conséquences perçues du jugement, principalement sur l'enfant, semble jouer un rôle déterminant dans la satisfaction des acteurs socio-judiciaires face à un jugement donné. S'ils perçoivent que les conséquences sont positives, ou à tout le moins peu négatives, leur satisfaction s'en trouvera augmentée.

La perception de l'équité procédurale est également importante dans l'appréciation de la satisfaction d'un jugement. Un acteur socio-judiciaire qui a senti que le juge était neutre, qu'il a attentivement écouté ses propos et qui a été respectueux à son égard sera davantage satisfait du jugement rendu.

Finalement, la collaboration socio-judiciaire peut avoir un impact sur la satisfaction face au jugement. Si l'un des acteurs socio-judiciaire n'est pas d'accord avec la position de la DPJ, il risque d'être insatisfait du jugement rendu si celui-ci donne raison à la position de la DPJ.

## **CHAPITRE VIII**

### **FORCES ET LIMITES DE LA RECHERCHE**

#### **1. LES FORCES**

Ce mémoire a utilisé comme stratégie principale l'analyse dirigée de contenu (directed content analysis) (Hsieh, 2005). Cette méthode a permis d'élaborer un modèle préliminaire basé sur les écrits scientifiques à partir duquel l'auteur a développé une grille d'entrevue regroupant les rubriques et les thèmes qui y sont présentés. Les entrevues ont été menées auprès d'intervenants sociaux judiciaires qui ont participé avec enthousiasme. Certains d'entre eux ont souligné l'importance du sujet abordé. L'auteur a mené lui-même ces entrevues. Il a adopté une attitude phénoménologique, en prenant soin de laisser la parole aux participants, en démontrant écoute et empathie afin de permettre aux propos d'émerger sans contrainte.

Ce mémoire de maîtrise visait d'abord à comprendre les facteurs en cause dans la satisfaction des acteurs socio-judiciaires des centres jeunesse face à la résolution des dossiers dans lesquels un placement à majorité est demandé en vertu de l'article 91.1 de la *Loi sur la protection de la jeunesse*. Le modèle conceptuel réalisé ici a identifié

plusieurs de ces facteurs et en a fait une description basée à la fois sur les écrits scientifiques et sur l'expérience vécue par les acteurs sociaux-judiciaires telle qu'ils la rapportent eux-mêmes.

Le deuxième objectif était de comprendre les relations entre ces facteurs et leur importance relative. Le second modèle ajusté décrit les relations entre les facteurs identifiés et propose également de nouvelles relations repérées lors de l'analyse des entrevues.

Le dernier objectif du mémoire était de vérifier la pertinence du modèle préliminaire et de proposer une version corrigée et enrichie. L'analyse du contenu des entrevues a permis de confirmer la pertinence du premier modèle et de le bonifier. Le modèle produit dans le cadre de ce mémoire apporte un regard inédit et novateur sur les éléments qui contribuent ou non à la satisfaction des acteurs socio-judiciaires des centres jeunesse face à la résolution des dossiers.

## **2. LES LIMITES**

Les résultats de ce mémoire se basent sur les propos tenus par des participants à partir d'un canevas d'entrevue. Ces propos ne sont pas vérifiés de façon empirique indépendante. Cette remarque est particulièrement importante pour les questions portant par exemple sur la neutralité des juges. Cette question mesure la *perception*

qu'ont les participants de la neutralité des juges et non pas directement la neutralité des juges. Il ne serait donc pas prudent de tirer de ces données des conclusions sur la neutralité des juges et sur l'effet de leurs valeurs sur l'obtention d'un jugement favorable ou non à la position de la DPJ. Par ailleurs, tel n'était pas l'objectif de ce mémoire.

Par contre, les résultats obtenus sont appropriés pour comprendre la perception des participants quant à la neutralité des juges et pour réfléchir sur l'effet que peut avoir une telle perception sur leur satisfaction, indépendamment de la neutralité véritable des juges. Tel que mentionné dans le contexte théorique, on peut avancer que si une personne ayant obtenu un jugement défavorable considère que les valeurs du juge ont influencé sa décision, son insatisfaction sera plus grande, et ce, peu importe que le juge ait été réellement neutre ou non.

Bien que le nombre des participants soit suffisant pour une étude qualitative exploratoire, il demeure insuffisant pour permettre des généralisations statistiques.

Dans un autre ordre d'idées, il aurait été judicieux de rechercher plus activement des participants ayant obtenu des jugements défavorables tout en demeurant satisfaits ou du moins pas trop insatisfaits du jugement; ou encore d'inclure des participants ayant eu des jugements favorables mais n'étant pas complètement satisfaits.



Les questions de l'entrevue auraient gagnées à être plus claires et directes (Patton, 1987). Par exemple, on aurait pu demander directement aux participants d'identifier ce qui contribue à leur satisfaction lorsque le juge rend sa décision. Également, une question portant sur les éléments qui concourent à augmenter leur satisfaction, ou du moins à diminuer leur insatisfaction face à une décision défavorable aurait été intéressante.

## **CHAPITRE IX**

### **SUITES À DONNER ET CONCLUSION**

#### **SUITES À DONNER**

Plusieurs suites peuvent être prévues pour ce projet. Au niveau de la recherche, on pourrait présenter le modèle dans le cadre de focus groups composés d'acteurs socio-judiciaires afin d'en discuter les composantes et de potentiellement en ajouter de nouvelles. On pourrait également inclure d'autres centres jeunesse afin d'avoir un point de vue plus global. Il serait également envisageable de refaire l'étude avec un canevas d'entrevue amélioré afin de valider le modèle. Également, une étude davantage quantitative avec un plus grand échantillon permettrait de mettre à l'épreuve le modèle et de vérifier les liens entre les différents éléments qui le composent. Dans un autre ordre d'idées, il serait intéressant de réaliser une étude auprès des juges afin de vérifier de quelle façon leurs valeurs personnelles influencent leur décision. Cependant, il serait fort probable que leur devoir de réserve leur interdirait de participer à une telle recherche.

En ce qui concerne le transfert des connaissances, de nombreuses actions pourraient être prises pour diffuser les résultats de cette étude. Le rapport final sera diffusé aux organismes et personnes ayant participé à l'étude. Il serait également pertinent de présenter et de discuter les résultats à la direction du CJM-IU et également avec des acteurs socio-judiciaires du CJM-IU et de d'autres centres jeunesse. Il serait également envisageable de discuter de ces résultats avec des juges de la Chambre de la jeunesse. Une présentation dans le cadre du congrès de l'Association des centres jeunesse du Québec (ACJQ), ou autre, pourrait être planifiée. Un article pour la revue Défi jeunesse du CJM-IU pourrait également être rédigé.

## CONCLUSION

La mission du CJM-IU où les données de ce mémoire ont été recueillies est, entre autres, d'assurer « la protection et le bien-être des enfants et des jeunes qui sont victimes de négligence, de maltraitance physique, psychologique ou sexuelle ou qui présentent des troubles graves de comportement ». De plus, « (d)ans l'intérêt des enfants et des jeunes, comme établissement du réseau de la santé et des services sociaux, (le CJM-IU intervient) le plus souvent en contexte d'autorité auprès de familles et de jeunes dont la situation a été portée à (leur) attention (...). (Leur) défi consiste à favoriser la participation des jeunes, des parents et de leur entourage afin de trouver des solutions pour assurer le mieux-être de ces enfants et de ces jeunes. »

Les résultats de ce mémoire s'inscrivent dans la mission du CJM-IU. En effet, la satisfaction des acteurs sociaux-judiciaires face à la résolution des dossiers dans lesquels un placement à majorité est demandé en vertu de l'article 91.1 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* est directement liée à leur mandat au niveau de la protection et du bien-être des enfants et des jeunes dont ils ont la charge. Quand les participants à cette étude demandent un placement à majorité, ils souhaitent protéger le jeune et lui assurer un développement optimal.



Dans ce cadre, la satisfaction transcende le simple contentement personnel de l'accomplissement d'un souhait (gagner sa cause). Cette satisfaction dessert également le sentiment d'avoir contribué à la mission du centre jeunesse face à un enfant victime de négligence, d'abus, etc. Cette étude suggère d'ailleurs que la satisfaction d'un acteur socio-judiciaire face à un jugement dépend grandement de l'effet qu'il perçoit que ce jugement a sur le bien-être de l'enfant. De plus, puisque la LPJ est une loi d'exception et qu'elle s'accomplit le plus souvent en contexte d'autorité, l'étude de la satisfaction des acteurs sociaux-judiciaires face à la résolution des dossiers prend ici tout son sens. Dans le cadre de leur travail, les intervenants en centres jeunesse sont appelés régulièrement à défendre leur dossier en faisant face à la magistrature. Bien qu'il ne s'agisse pas toujours de mesures de placement à majorité, les résultats de cette étude mettent en lumière les éléments contribuant à leur satisfaction que le jugement leur soit favorable ou non. Ce modèle pourrait ainsi les aider à comprendre les défis auxquels ils ont à faire face quand ils défendent leurs dossiers en cour et l'impact que cela peut avoir quant au niveau de leur satisfaction.

## ANNEXES

## ANNEXE 1

### CANEVAS D'ENTREVUES

#### Pour les intervenants et réviseurs

1. En quoi ce cas représente-t-il un succès (ou un échec) pour vous? Pourquoi dans ce cas percevez-vous la résolution comme étant positive (ou négative)?
2. En vous fondant sur ce cas et sur votre expérience, quels sont les éléments essentiels pour un rapport satisfaisant entre les différents acteurs professionnels concernés par un tel cas, principalement entre vous-même et le juge, mais aussi avec les différents avocats?
3. Nous allons maintenant examiner spécifiquement certains éléments qui auraient pu influencer votre satisfaction de la résolution du dossier.
  - 3.1 Quel était le type de problématique dans ce dossier (violence, négligence, etc.)? Comment cela a-t-il pu influencer la résolution de ce dossier?
  - 3.2 Quelles ont été les mesures proposées (placement en famille d'accueil, en foyer, adoption, etc.) ? Comment cela a-t-il pu influencer la résolution de ce dossier?
  - 3.3 Dans quelle mesure s'agissait-il d'un dossier complexe (plusieurs problématiques pour le même enfant, nombre d'acteurs impliqués (parents, beaux-parents, fratrie), longueur du rapport, etc.)? Comment cela a pu influencer la résolution du dossier?
  - 3.4 Pensez-vous que la preuve déposée permettait de facilement trancher le problème du dossier (par exemple la qualité des témoignages)? Pourquoi?
  - 3.5 Quel était l'état des relations avec les parents biologiques (opposition aux mesures proposées, attitude de collaboration avec le CJ, etc.)? Comment cela a pu influencer la résolution de ce dossier?

- 3.6 Croyez-vous avoir eu assez de temps et les outils nécessaires pour préparer le rapport en vue de la comparution au tribunal? Pourquoi?
- 3.7 Pensez que le juge a donné à votre expertise et à vos recommandations une attention suffisante Pourquoi?
- 3.8 Pensez-vous que des facteurs propres à la personnalité ou aux croyances des acteurs impliqués dans le processus judiciaire (avocats, juges, vous-même) ont eu une influence positive (ou négative) sur la résolution de ce dossier? Pourquoi?
- 3.9 Selon vous quels étaient les éléments les plus importants pour prendre une décision dans ce dossier?
- 3.10 Avez-vous utilisé des connaissances scientifiques comme arguments pour la résolution du dossier? Pourquoi? Quelles étaient-elles?
- 3.11 Voyez-vous d'autres éléments qui auraient pu influencer positivement ou négativement votre satisfaction de la résolution du dossier? Lesquels?
- 4. Quelles modifications de fond devraient être apportées par exemple dans l'organisation du travail, dans les procédures, dans la loi, dans les valeurs, etc. afin d'améliorer les rapports principalement entre vous-même et le juge, mais aussi avec les différents avocats?

#### **Pour les avocats**

- 1. En quoi ce cas représente un succès (ou un échec) pour vous? Pourquoi dans ce cas vous percevez la résolution comme étant positive (ou négative)?
- 2. En vous fondant sur ce cas et sur votre expérience, quels sont les éléments essentiels pour un rapport satisfaisant entre les différents acteurs professionnels concernés par un tel cas, soit le juge, les intervenants, les autres procureurs et vous-même?
- 3. Nous allons maintenant examiner spécifiquement certains éléments qui auraient pu influencer votre satisfaction de la résolution du dossier.
  - 3.1 Quel était le type de problématique dans ce dossier (violence, négligence, etc.)? Comment cela a-t-il pu influencer la résolution de ce dossier?



- 3.2 Quelles ont été les mesures proposées par les intervenants (placement en famille d'accueil, en foyer, adoption, etc.) ? Comment cela a-t-il pu influencer la résolution de ce dossier?
  - 3.3 Dans quelle mesure s'agissait-il d'un dossier complexe (plusieurs problématiques pour le même enfant, nombre d'acteurs impliqués (parents, beaux-parents, fratrie), longueur du rapport, etc.)? Comment cela a pu influencer la résolution du dossier?
  - 3.4 Pensez-vous que la preuve déposée permettait de facilement trancher le problème du dossier (par exemple la qualité des témoignages)? Pourquoi?
  - 3.5 Quel était l'état des relations avec les parents biologiques (opposition aux mesures proposées, attitude de collaboration avec le CJ, etc.)? Comment cela a pu influencer la résolution de ce dossier?
  - 3.6 Croyez-vous avoir eu assez de temps et les outils nécessaires pour préparer le rapport? Pourquoi?
  - 3.7 Pensez que le juge a donné à votre expertise et à vos arguments une attention suffisante Pourquoi?
  - 3.8 Pensez-vous que des facteurs propres à la personnalité ou aux croyances des acteurs impliqués dans le processus judiciaire (intervenants, avocats, juges, vous-même) ont eu une influence positive (ou négative) sur la résolution de ce dossier? Pourquoi?
  - 3.9 Selon vous quels étaient les éléments les plus importants pour prendre une décision dans ce dossier?
  - 3.10 Avez-vous utilisé des connaissances scientifiques comme arguments pour la résolution du dossier? Pourquoi? Quelles étaient-elles?
  - 3.11 Voyez-vous d'autres éléments qui auraient pu influencer positivement ou négativement votre satisfaction de la résolution du dossier? Lesquels?
4. Quelles modifications de fond devraient être apportées par exemple dans l'organisation du travail, dans les procédures, dans la loi, dans les valeurs, etc. afin d'améliorer les rapports entre le juge, les intervenants, les autres procureurs et vous-même?

## ANNEXE 2

## FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

## FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

<b>Titre de la recherche :</b>	Étude de besoin dans l'interface socio-judicaire
<b>Chercheur principal :</b>	François Chagnon, Ph.D., Professeur au département de psychologie à l'UQÀM, Chaire d'étude CJM-IU sur l'application des connaissances dans le domaine des jeunes et des familles en difficulté
<b>Co-chercheurs :</b>	Me Fabien Besner, B.Sc., LL.B., étudiant à la maîtrise en psychologie communautaire à l'UQÀM  Geneviève Turcotte, M.Sc., chercheure, Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire

Bonjour,

Vous êtes invité (e) à participer à un projet de recherche. Veuillez prendre le temps de considérer les renseignements contenus dans le présent formulaire d'information et de consentement avant de vous décider. Votre participation est volontaire. Vous êtes donc libre de refuser d'y prendre part.

**1. Description du projet de recherche**

Cette étude a pour objectif d'évaluer les besoins afin d'améliorer l'interface clinico-judiciaire du Centre jeunesse de Montréal dans le contexte de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ). Nous visons à mieux comprendre les rapports entre les acteurs sociaux et judiciaires lorsque ceux-ci sont appelés à travailler ensemble, aux termes de l'article 86 de la LPJ :

Avant de rendre une décision sur les mesures applicables, le tribunal doit prendre connaissance de l'étude du directeur [de la protection de la jeunesse] sur la situation sociale de l'enfant et des recommandations qu'il a formulées.

Plus spécifiquement, nous nous intéressons aux rapports socio-judiciaires dans le contexte des décisions rendues en application de l'article 91.1 de la LPJ. Rappelons que cet article traite de la durée maximale de l'ordonnance de placement d'un jeune dans un foyer ou dans une famille d'accueil, durée au terme de laquelle le tribunal doit rendre une décision qui « tend à assurer la continuité des soins et la stabilité des liens et des conditions de vie de cet enfant ». Cette obligation, relativement nouvelle, a été ajoutée à la LPJ lors des modifications de 2006 concernant le projet de vie permanent.

Bien qu'ils doivent intervenir conjointement dans le cadre de situations concernant le placement d'enfants, les intervenants et les membres du tribunal ont des missions, des perspectives et des contraintes différentes dans l'exercice de leur rôle.

Par ailleurs, par-delà le défi que pose l'amélioration de la qualité des relations entre les deux groupes d'acteurs et une meilleure coordination de leurs activités, les difficultés rapportées quant à la communication entre le judiciaire et le clinique concernent également le partage et l'application des connaissances. En effet, ces deux groupes d'acteurs doivent partager leurs savoirs, et travailler à l'application des meilleures connaissances en contexte d'une décision de projet de vie, afin de protéger les enfants et soutenir leur bon développement. Se pose donc ici deux défis, d'une part la difficulté d'établir et de partager entre intervenants clinicien et judiciaire des critères d'une « meilleure connaissance » en ce domaine. D'autre part, celui d'identifier les stratégies efficaces afin de soutenir l'utilisation des meilleures connaissances chez deux groupes d'acteurs dont les missions, les référentiels idéologiques, les conceptions de la bonne connaissance –clinique ou légale- et les formations diffèrent profondément.

## **2. Participation attendue au projet**

Nous sollicitons votre participation à notre étude. Nous désirons obtenir votre point de vue sur la qualité des rapports clinico-judiciaires autour du dossier (INSÉRER LE NUMÉRO) dans lequel vous avez été impliqué. Autour du même dossier, nous récolterons également l'opinion de l'avocat du Centre jeunesse ainsi que de l'avocat à l'enfant.

La participation à cette étude consiste en une entrevue individuelle d'environ une heure. L'entrevue sera enregistrée par mode audio. Il vous serait également demandé de consulter brièvement le dossier en question afin de vous rafraîchir la mémoire. Les entrevues seront menées sur votre lieu de travail selon un horaire à déterminer avec vous. Vous serez par la suite invités à participer à un groupe de discussion afin de partager et d'enrichir les informations recueillies. Cette rencontre d'une durée d'environ 1h30 se déroulera sur votre lieu de travail.

## **3. Avantages de la participation au projet**

Vous ne retirerez aucun avantage personnel à participer à ce projet de recherche. Cependant, votre participation vous aidera à réfléchir sur votre expérience dans vos rapports socio-judiciaires et fera avancer les connaissances dans le domaine.



#### **4. Risques et inconvénients de la participation au projet**

Il n'y a pas de risque envisagé. Cependant, compte tenu du faible nombre de participants, il est possible que vous puissiez être indirectement identifié lors de la diffusion des résultats de la recherche, malgré les précautions prises par l'équipe de recherche.

Les inconvénients à votre participation concernent le temps nécessaire aux entrevues et aux groupes de discussion. Il n'y aura aucun déplacement à l'extérieur de votre lieu de travail prévu pour les entrevues individuelles. Toutefois, un déplacement est possible pour la tenue du groupe de discussion.

#### **5. Confidentialité de vos renseignements personnels**

Tous les renseignements recueillis seront traités de manière confidentielle et ne seront utilisés que pour ce projet de recherche. Les membres de l'équipe de recherche doivent signer un formulaire d'engagement à la confidentialité, c'est-à-dire qu'ils s'engagent à ne divulguer vos réponses à personnes, incluant les autres membres du personnel du CJM-IU.

On vous attribuera un numéro de code, et seul le chercheur principal et les deux co-chercheurs auront la liste correspondante. Les renseignements seront conservés dans un classeur sous clef situé dans un bureau fermé du chercheur principal. Aucune information permettant de vous identifier d'une façon ou d'une autre ne sera publiée. Cependant, et tel que mentionné précédemment, vu le petit nombre de participants à l'étude, il subsiste un risque d'identification indirecte et ce malgré tous les efforts de l'équipe de recherche. Vos renseignements personnels seront détruits au plus tard 5 ans après la fin du projet de recherche. Les données audio seront quant à elles détruites au plus tard 6 mois après leur transcription.

Il est possible que nous devions permettre l'accès aux dossiers de recherche au comité d'éthique de la recherche du CJM-IU à des fins de vérification ou de gestion de la recherche. Le comité adhère à une politique de stricte confidentialité.

Vous pouvez, en tout temps, demander au chercheur de consulter votre dossier de recherche pour vérifier les renseignements recueillis et les faire rectifier au besoin. Cependant, afin de préserver l'intégrité scientifique du projet, il est possible que vous n'ayez accès à certaines informations qu'une fois votre participation à la recherche terminée.

Avec votre permission, il se peut que les renseignements que vous fournirez soient utilisés dans le cadre du projet de recherche de maîtrise du co-chercheur Fabien Besner, visant à approfondir la compréhension des facilitateurs et des obstacles dans les rapports socio-judiciaires par le biais de la littérature sur les collaborations et le partenariat. Ce projet sera sous la responsabilité du chercheur principal et sera notamment autorisé par le comité d'éthique de la recherche du CJM-IU. L'équipe de recherche s'engage à maintenir et à protéger



la confidentialité de vos données aux mêmes conditions que celles énoncées pour le présent projet.

## **6. Diffusion des résultats de la recherche**

Le CJM-IU recevra le rapport final de l'étude, contenant résultats et conclusions. Une présentation en personne des résultats sera également disponible au CJM-IU, par exemple dans les équipes et aux Journées professionnelles du CJM-IU. De plus, une communication résumant les conclusions sera offerte aux bulletins internes des organismes participants, tel la Revue Défi jeunesse du CJM-IU.

## **7. Compensation financière pour la participation à la recherche**

Vous ne recevrez pas de compensation financière pour votre participation à la recherche.

## **8. Liberté de participation à la recherche et retrait**

Votre participation est volontaire. Vous pouvez refuser de participer au projet sans avoir besoin de vous justifier, et sans que cela nuise à vos relations avec les autres membres du personnel du CJM-IU.

De plus, même si vous acceptez d'y participer, vous pourrez vous retirer de la recherche en tout temps sur simple avis verbal, sans explication et sans que cela ne vous cause un quelconque tort. Les renseignements que vous aurez donnés seront alors conservés et utilisés avec votre permission.

Le chercheur pourrait lui aussi décider d'interrompre votre participation ou d'arrêter la recherche.

## **Personnes-ressources**

Si vous avez des questions concernant cette recherche, vous pouvez contacter Fabien Besner (membre de l'équipe de recherche) au numéro de téléphone 514.583.5802 poste 1687.

Si vous souhaitez vous renseigner sur vos droits ou formuler une plainte, vous pouvez contacter le Comité d'éthique à la recherche du CJM-IU au numéro suivant : 514.896.3496.

### Consentement à la recherche

Je comprends le contenu de ce formulaire et je consens à participer à cette recherche dans contrainte ni pression. J'ai pu poser toutes mes questions et j'ai obtenu des réponses satisfaisantes. J'ai eu tout le temps nécessaire pour prendre ma décision.

Je comprends aussi qu'en signant ce formulaire, je ne renonce à aucun de mes droits, ni ne libère ni les chercheurs ni le centre jeunesse de leur responsabilité civile ou professionnelle.

Je recevrai une copie signée et datée de ce formulaire de consentement.

Nom du participant	Signature du participant	Date
--------------------	--------------------------	------

J'accepte que les renseignements que je fournis soient utilisés dans le cadre du projet de recherche de maîtrise du co-chercheur M. Besner visant à approfondir la compréhension des facilitateurs et des obstacles dans les rapports socio-judiciaires par le biais de la littérature sur les collaborations et le partenariat.

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

### Déclaration du chercheur

Je certifie avoir expliqué au participant la nature de la recherche ainsi que le contenu de ce formulaire et lui avoir indiqué qu'il reste à tout moment libre de mettre terme à sa participation au projet. Je lui remettrai une copie signée du présent formulaire.

Nom du chercheur	Signature du chercheur	Date
------------------	------------------------	------

L'original du formulaire sera conservé au local de la Chaire d'étude CJM-IU sur l'application des connaissances dans le domaine des jeunes et des familles en difficulté et une copie sera remise au participant

- Le projet de recherche et le présent formulaire de consentement ont été approuvés par le CER du CJM-IU le :10-02/004 et le 10-05/010
- No de dossier : (INSÉRER LE NUMÉRO)
- Date de la version du présent formulaire : 30 juin 2010

## BIBLIOGRAPHIE

American Psychological Association. (2010). Guidelines for child custody evaluations in family law proceedings. *American Psychologist*, 65(9), 863-867.

Anderson, Glenn R. (2009). *Expert evidence* (2e ed.). Markham (Ontario): LexisNexis.

Assemblée nationale du Québec. (1982). *Rapport de la Commission parlementaire spéciale sur la protection de la jeunesse (rapport Charbonneau)*. Québec: Éditeur officiel du Québec.

Barber, J G, & Delfabbro, P H. . (2004). *Children in foster care*. New-York: Routledge.

Bardin, L. (1996). *L'analyse de contenu*. Paris: Presses Universitaires de France.

Belleau, Charles, Brouilllette, Gérard, Dupuis, Monique, Pariseau-Legault, Lysanne, & Tessier, Pierre. (2011). *Preuve et procédure*. Cowansville (Canada): Éditions Yvon Blais.

Binnie, Ian. (2007). Science in the courtroom: the mouse that roared. *University of New Brunswick Law Journal Law Journal*, 56, 307-327.

Boccaccini, Marcus T., Gordon, Trina, & Brodsky, Stanley L. (2003). Effects on witness preparation on witness confidence and nervousness. *Journal of Forensic Psychology Practice*, 3(4), 39-51.



- Burke, Kevin, & Leben, Steve. (2007). Procedural Fairness: a key ingredient in public satisfaction. A white paper of the american judges association, The voice of the judiciary. *Court Review*, 44(1), 4-25.
- Carroll, J. (1987). Causal attributions in expert parole decisions. *Journal of Personality and Social Psychology*, 36(12), 1501-1511.
- Casper, Jonathan D., Tyler, Tom, & Fisher, Bonnie. (1988). Procedural justice in felony cases. *Law & society review*, 22(3), 483-508.
- Centre jeunesse de Montréal - Institut universitaire. (2010). Clinique et paraclinique: Réviseur. Retrieved 6 juillet 2011, from <http://icijexchangelemonde.com/emplois/reviseur>
- Chagnon, François, Besner, Fabien, & Turcotte, Geneviève. (2010). *Étude de besoin dans l'interface socio-judiciaire*. Proposition de recherche déposée au comité de direction du Centre jeunesse de Montréal - Institut universitaire.
- Comité d'experts sur la révision de la Loi sur la protection de la jeunesse. (2004). *La protection des enfants au Québec: une responsabilité à mieux partager; Rapport du Comité d'experts sur la révision de la Loi sur la protection de la jeunesse*. La Direction générale des services à la population du ministère de la Santé et des Services sociaux.
- Connell, C.M., Vanderploeg, J.J., Flaspohler, P., Katz, K.H., Saunders, L., & Tebes, J.K. . (2006). Changes in Placement among Children in Foster Care : A Longitudinal Study of Child and Cases Influences. *Social Service Review*, 80(3), 398-418.
- Cours du Québec. (2011). Rapport public 2010: Bibliothèque nationale du Québec.
- Dhami, Mandeep K. (2003). Psychological models of professional decision making. *Psychological Science*, 14(2), 175-180.



- Estabrooks, C. A., Chong, H., & Birdsell, J. . (2003). The utilization of health research results in Alberta: extension of a national survey (Report No. 03-01-TR). Edmonton, AB: Faculty of Nursing: University of Alberta.
- Finlay, Bryan, & Cromwell, T.A. (1999). *Witness preparation manual*. Aurora (Ontario): Canada law book.
- Gauthier, Y, Fortin, G, & Jéliu, G. (2006). Clinical application of attachment theory in permanency planning for children in foster care: The importance of continuity of care. *Infant Mental Health Journal*, 25(4), 379-397.
- Goubeau, Dominique. (2009). *Un regard de juriste sur les "projets de vie"*. Paper presented at the Colloque JEFAR. Les 30 ans de la loi sur la protection de la jeunesse au Québec: bilan, enjeux et perspectives, Université Laval.
- Hancock, H. C., & Easen, P. R. (2004). Evidence-based practice- an incomplete model of the relationship between theory and professional work. *Journal of Evaluation in Clinical Practice*, 10, 187-196.
- Harvey, J. (1991). Rapport du groupe de travail sur l'Application des mesures de protection de la jeunesse. Québec: Ministère de la santé et des services sociaux.
- Haugaard, Jeffrey J., & Avery, Rosemary J. (2002). Termination of parental rights to free children for adoption. In B. L. Bottoms, M. B. Kovera & B. D. McAuliff (Eds.), *Children and the law: social science and Policy*. New York: Cambridge University Press.
- Hsieh, Hsiu-Fang, & Shannon, Sarah E. (2005). Three approaches to qualitative content Analysis. *Qualitative health research*, 15(9).
- Huber, Peter W. (1991). *Galileo's Revenge: junk science in the courtroom*. New York: Basic Book.
- Kerrigan, Patricia J. (1999). Witness preparation. *Texas Tech law review*, 30, 1367-1382.

- Kramer, D., & Cole, D. . (2003). Sustained, intensive engagement to promote health and safety knowledge transfer to and utilization by workplaces. *Science Communication*, 25(1), 56-82.
- Lavergne, Chantal, Turcotte, Daniel, & Damant, Dominique. (2008). Cooccurrence de violence conjugale et de maltraitance envers les enfants. *Criminologie*, 41(2), 247-267.
- Lavoie, Claude. (2007). *L'expert: son rapport et son témoignage*. Montréal (Québec): Éditions Yvon Blais.
- Lavoie, Léonard , Noël, Louise, & Rochon, Gisèle. (1996). Le programme Banque-Mixte : nouvelle réalité de l'adoption québécoise. *Défi jeunesse*, 2(2). [http://www.centrejeunessedemontreal.qc.ca/pdf/cmulti/defi/defi\\_junesse\\_9602/sommaire.htm](http://www.centrejeunessedemontreal.qc.ca/pdf/cmulti/defi/defi_junesse_9602/sommaire.htm)
- Lederman, Sydney N. (2000). Les juges comme gardiens: admissibilité des preuves scientifiques fondées sur des théories nouvelles. In D. J. Bloom & H. Dumont (Eds.), *Science, Vérité et Justice* (pp. 243-276). Montréal (Canada): Thémis.
- Lessard, Geneviève, Lavergne, Chantal, Chamberland, Claire, Damant, Dominique, & Turcotte, Daniel. (2006). Conditions for resolving controversies between social actors in domestic violence and youth protection services: Toward innovative collaborative practices. *Children and Youth Services Review*, 28, 511-534.
- Lévesque, Julie. (2007). *Guide de pratique sur le retrait du milieu familial et le placement d'un enfant dans le cadre de la Loi sur les services de santé et les services sociaux*. Gouvernement du Québec.
- Lind, E. Allan, Kanfer, Ruth, & Early, P. Christopher. (1990). Voice, control, and procedural justice: Instrumental and noninstrumental concerns in fairness judgments. *Journal of Personality and Social Psychology*, 59(5), 952-959.

Lomas, J. (2000). Using 'linkage and exchange' to move research into policy at a Canadian foundation. *Health Affairs*, 19(3), 236-240.

Loslier, Dominique. (2011). La désignation d'une famille d'accueil proposée dans le cadre d'un projet de vie élaboré pour un enfant: apanage de la DPJ? *L'Express*, 2(43). [http://soquij.qc.ca/fr/ressources-pour-tous/articles/la-designation-d-une-famille-d-accueil-proposee-dans-le-cadre-d-un-projet-de-vie-elabore-pour-un-enfant-apanage-de-la-dpj#\\_edn4](http://soquij.qc.ca/fr/ressources-pour-tous/articles/la-designation-d-une-famille-d-accueil-proposee-dans-le-cadre-d-un-projet-de-vie-elabore-pour-un-enfant-apanage-de-la-dpj#_edn4)

MacCoun, Robert J. (2005). Voice, control, and belonging: The double-edged sword of procedural fairness. *Annual review of law and social science*, 1, 171-201.

MacCoun, Robert J., Hensler, Deborah R., Bryant, David L., & Ebener, Patricia A. (1988). *Alternative adjudication: An evaluation of the New Jersey automobile arbitration program*. Santa Monica (Californie): RAND.

Maltais, Chantal, Boisclair, Sonia, Dubé, Réjean, & Jacob, Marie. (2010). *Manuel de référence sur la protection de la jeunesse*. Québec (Québec): Gouvernement du Québec Retrieved from <http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2010/10-838-04.pdf>.

Monahan, John, & Walker, Laurens. (2006). *Social science in law: Cases and material* (6e ed.). New York: Foundation Press.

Monahan, John, & Walker, Laurens. (2007). A Judges' Guide to Using Social Science. *Court Review*, 43(4), 156-163.

Nash, J.K., Thompson, S, & Kim, J.S. (2006). Residential Trajectories of Participants in North Carolina's Willie-M. Program ; A Semi-Parametric Group Based Model. *Journal of Social Research*, 33(1), 53-68.

- Newton, R.R., Lintrownik, A.J., & Landsverk, J.A. . (2000). Children and youth in foster care: Disentangling the relationship between problems behaviour and number of placements. *Child Abuse and Neglect*, 24(10), 1363-1374.
- Ohbuchi, Ken-ichi, Teshigahara, Kazuhiko, Imazai, Kei-ichiro, & Sugawara, Ikuo. (2005). Procedural Justice and the Assessment of Civil Justice in Japan. *Law & society review*, 39(4), 875-892.
- Paciocco, David M. (1999). Coping with expert evidence about human behavior. *Queen's Law Journal*, 25, 305-346.
- Paillé, Pierre, & Mucchielli, Alex. (2008). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (2e ed.). Paris: Armand Colin.
- Palmer, S. (1996). Placement stability and inclusive practice in foster care: an empirical study. *Children and Youth Services Review*, 18(7), 589-601.
- Patton, Michael Quinn. (1987). Depth interviewing. In M. Q. Patton (Ed.), *How to use qualitative methods in evaluation* (pp. 108-143). Thousand Oak: Sage.
- Pecora, P.J., Kessler, R.C., O'Brien, K., White, C.R., Williams, J., Hiripi, E., . . . Herrick, M.A. (2006). Educational and Employment outcomes of adults formerly placed in foster care : results from the Northwest Foster Care Alumni. *Study. Children and Youth Services Review*, 28, 1459-1481.
- Perreault, Isabelle, & Beaudoin, Guylaine. (2008). *La négligence envers les enfants: bilan de connaissances*. Montréal (Québec): CLIPP.
- Perry, B.L. (2006). Understanding Social Network Disruption : The Case of Youth in Foster Care. *Social Problems*, 53(3), 371-391.
- Potter, W. James, & Levine-Donnerstein, Deborah. (1999). Rethinking validity and reliability in content analysis. *Journal of Applied Communication Research*, 27, 258-284.



- Rapport Dumais. (2004). La protection des enfants au Québec : une responsabilité à mieux partager. Rapport du comité d'experts sur la révision de la Loi sur la protection de la jeunesse. Québec: MSSS.
- Resnik, Judith, Lind, E. Allan, MacCoun, Robert J., Ebener, Patricia, & Felstiner, William L.F. (1990). In the eye of the beholder: tort litigants' evaluations of their experiences in the civil justice system. *Law & society review*, 24(4), 953-996.
- Richard, R., & Murrie, D. (2007). Judicial Decision Making about Forensic Mental Health Evidence. In A. M. Goldstein (Ed.), *Forensic psychology: Emerging topics and expanding roles* (pp. 683-707). Hoboken, NJ: John Wiley & Sons Inc.
- Ryan, J.P., & Testa, M.F. (2005). Child maltreatment and juvenile delinquency : investigating the role of placement and placement instability. *Children and Youth Services Review*, 27, 227-249.
- Shapiro, Debra L., & Brett, Jeanne M. (1993). Comparing Three Processes Underlying Judgments of Procedural Justice: A Field Study of Mediation and Arbitration. *Journal of Personality and Social Psychology*, 65(6), 1167-1177.
- Shonkoff, J.P., & Phillips, D.A. (Eds.). (2000). *From Neurons to Neighbourhoods: The Science of Early Childhood Development*. Washington, DC: National Academy Press.
- Steinhauer, P.D. (1996). *Le moindre mal*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Stovall, K., & Dozier, M. (2004). Forming attachments in foster care: Infant attachment behaviors in the first 2 months of placement. *Development and Psychopathology*, 16, 253-271.
- Stovall, K., & Dozier, M. . (1998). Infants in foster care: An attachment theoryperspective. *Adoption Quarterly*, 2, 55-88.

- Sunshine, Jason, & Tyler, Tom R. (2003). The role of procedural justice and legitimacy in shaping public support for policing. *Law & society review*, 37(3), 513-548.
- Thibaut, J., & Walker, L. (1975). *Procedural justice: A psychological analysis*. Hillsdale, NJ: Erlbaum.
- Turcotte, Geneviève, Cardinal, Geneviève, & Sanchez, I. (2006). Le Programme À chaque enfant son projet de vie permanent: Bilan et perspectives au terme de 18 mois d'implantation; Rapport d'évaluation et d'implantation. Montréal: Centre Jeunesse de Montréal - Institut universitaire et Institut de recherche pour le développement social des jeunes.
- Tyler, Tom R. (1987). Conditions leading to value expressive effects in judgments of procedural justice: a test of four models. *Journal of Personality and Social Psychology*, 52(2), 333-344.
- Tyler, Tom R. (2000). Social Justice: Outcome and Procedure. *International Journal of Psychology*, 35(2), 117-125.
- Vogelsang, Janet. (2001). *The witness stand: a guide for clinical social workers in the courtroom*. New York: The Haworth social work practice press.
- Walker, L., LaTour, S., Lind, E. A., & Thibaut, J. (1974). Reactions of participants and observers to modes of adjudication. *Journal of Applied Social Psychology*, 4, 295-310.
- Wenden, Leo. (2001). Adjudicating cases involving scientific evidence: the view from the bench. In T. L. Guidotti & S. G. Rose (Eds.), *Science on the witness stand evaluating evidence in law, adjudication and policy* (pp. 45-56). Beverly Farm (Massachusetts): OEM Press.
- Wrightsmann, Lawrence S. (1999). *Judicial decision making: Is psychology relevant?* (Vol. 11). New York: Kluwer Academic.

Zinn, A., De Coursey, J., Goerge, J., & Courtney, M. . (2006). *A study of placement stability in Illinois*. Chicago: Chapin Hall, Center for Children at the University of Chicago.